T. LII — N° 1 10 Octobre 1937

# La Vie Intellectuelle

REVUE BIMENSUELLE

## QUESTIONS RELIGIEUSES

CHRISTIANUS. *La théologie de la collaboration.*

Les radicaux proposent aux catholiques, les pressent même de collaborer avec eux ; la documentation présentée dans ce même numéro, à la fin de la section politique et sociale, en est un témoignage éloquent. Ne devrons-nous pas, avant de répondre, tirer au clair plusieurs questions de principe ?

P. CLAUDEL. *Virgo paritura.*

On n'a pas oublié les commentaires du livre de Tobie et du Psaume XXVIII. Il est tout à fait superflu d'insister sur le lien étroit qui rattache à la Bible l'inspiration de Paul Claudel : le langage des prophètes lui est connaturel. C'est à l'annonce par Isaïe de l'Incarnation virginale que s'applique aujourd'hui la méditation du poëte. Mystère à contempler en ce mois du Rosaire, déjà annonciateur de Noël.

M.-D. CHENU. *Saint Dominique et le communisme.*

Dans une récente encyclique, le Pape convie les fidèles du monde entier à recourir avec ferveur à la prière du Rosaire. Simple souci de piété ? Ou plutôt rappel opportun de ce que fut la révolution dominicaine dans la vie de l'Eglise au moyen âge, et précieuse indication pour le temps présent ?

K. W. *Un aspect de la vie catholique dans l'Allemagne contemporaine.*

Les persécutions du III$^e$ Reich ne doivent pas nous faire méconnaître l'intensité d'une vie chrétienne qui se manifeste de multiple façon en Allemagne. L'un de ces foyers a pour centre la lumineuse figure de Romano Guardini, dont *L'Esprit de la Liturgie* a connu un tel succès en France.

*A travers les revues.*

Mirage du fascisme.

*Billet de Christianus*

# La théologie de la collaboration

*La France politique est en train de réviser son attitude vis-à-vis du catholicisme. Après la « main tendue » des communistes, voici le « cessez le feu » anticlérical chez les radicaux. La campagne, en ce sens, continue. Cela pose à nouveau devant la conscience catholique le problème de la collaboration et engage à définir tout d'abord ses aspects théologiques, les conditions d'une collaboration.*

*Pour collaborer, il faut être d'accord. C'est un truisme, mais bien vague : D'accord sur quoi ?*

*Il n'est point nécessaire d'être d'accord sur tout, sinon on ne collaborerait jamais. Il n'est point suffisant non plus d'être d'accord sur quelque chose, sinon on collaborerait toujours. Ce qui est nécessaire, c'est d'être d'accord sur l'œuvre à laquelle il s'agit de collaborer, sur les méthodes à suivre, et, au moins pour une part, sur l'esprit dans lequel il s'agit de les appliquer.*

*Est-ce suffisant ? En soi, dans le domaine de l'abstraction pure, cela devrait l'être, mais ce ne l'est pas toujours dans le domaine de la vie aux interactions multiples et où les contrecoups psychologiques sont plus complexes que les exclusions logiques. Une collaboration possible, utile même pour une tâche précise, apparaîtra dangereuse, voire nuisible, si l'on ne considère pas seulement l'essence des actes, mais leurs répercussions. Les inconvénients peuvent être plus graves que les avantages, et l'œuvre réalisée dans ces conditions peut compromettre des intérêts supérieurs, en étant l'occasion de confusion d'idées, de compromissions de personnes, de scandale, en un mot, pour l'opinion publique, quand ce n'est pas pour ceux mêmes qui collaborent : la partie de cartes sera bien jouée, mais le public sera déconcerté de voir un catholique choisir pour partenaire habi-*

*tuel un des pires ennemis du nom chrétien. Il n'en serait pourtant pas de même s'il s'agissait de ramer ensemble sur une même barque pour sauver un enfant qui se noie. Ici tout devient affaire de raisons suffisantes et d'esprit de finesse pour apprécier les nuances. Le géomètre n'y comprend rien.*

*Aussi faut-il qu'en toute hypothèse la collaboration s'accomplisse, à l'abri de toute confusion : dans la clarté; hors de toute duperie : dans la loyauté; sans flagornerie ni injures : dans la courtoisie et la dignité.*

*Dans le cas présent, de quoi s'agit-il ? Quel serait le terrain de collaboration ? Pas celui des cartes ni de la musique : Depuis longtemps des personnages applaudissent les conférences de M. Herriot sur Beethoven qui ne partagent pas ses idées sur le concert européen. Mais la question n'est pas davantage posée sur le terrain religieux. Le parti radical ne s'offre pas à aider l'Église à évangéliser la France. Qui songerait à le lui demander ferait preuve non seulement de quelque naïveté, mais d'une incompréhension dangereuse des plans différents où se meuvent la politique et l'apostolat. Il s'agit du plan politique, et ce qui est à examiner, c'est s'il peut y avoir accord sur la conception du bien commun, sur le gouvernement de l'État, sur la construction de la cité.*

*Mais la cité politique a plusieurs étages. Est-il indispensable d'être d'accord sur le plan de chacun d'eux pour entreprendre ensemble de bâtir ? Pas toujours. S'il y a désaccord sur le plan des fondations, on ne voit pas comment une collaboration serait possible; mais si on est d'accord sur les infrastructures, on ne voit pas pourquoi de ne pas être d'accord sur la disposition des superstructures empêcherait de commencer ensemble la construction, puisque aussi bien les uns comme les autres ont besoin d'un abri.*

*Or, dans le cas présent, si l'on compare les doctrines et qu'on les dégage des préjugés de partisan qui souvent les défigurent, on ne peut pas ne pas constater qu'il y a accord, en gros, sur les structures sociales fondamentales. Le radicalisme croit à la raison, à la liberté, à la justice. Il veut une organisation sociale respectueuse de la primauté des*

*personnes humaines. Il est pour la légalité et le progrès social, et, sur bien des points, sa conception de la famille et de la patrie est semblable à la nôtre. A cet étage-là, nous sommes d'accord. Où l'opposition se manifeste, c'est à l'étage supérieur, c'est-à-dire sur l'admission du surnaturel et sur la reconnaissance des droits divins de l'Église.*

*Pendant longtemps, les infrastructures n'étant pratiquement menacées par personne, c'est dans les superstructures que l'on se battait. Aujourd'hui, où les bases mêmes de la société et de la civilisation sont gravement menacées à l'extrême-gauche et à l'extrême-droite par les régimes totalitaires, les préoccupations des radicaux descendent d'un étage, et là les plus ouverts d'entre eux ne peuvent pas ne pas constater que l'Église reste seule à défendre la dignité de la personne humaine, et que, s'il y a des catholiques peu sociaux, rien n'est plus sincèrement social que la doctrine officielle de l'Église et que les directives de sa hiérarchie. D'où l'évolution de l'attitude radicale vis-à-vis du catholicisme : on n'accepte de ne plus se battre au second pour collaborer au premier.*

*Le théologien, lui, ne peut pas ne pas faire les constatations qui précèdent et concéder qu'un accord est possible quant au plan d'un étage au moins de la maison française, surtout qu'un accord est possible pour empêcher que d'autres fassent sauter toute la maison.*

*A proprement parler, d'ailleurs, il ne s'agit pas de collaboration du catholicisme : celui-ci n'est pas au plan de la politique, mais de possibilité de collaboration — au plan politique — de catholiques ou de partis politiques d'inspiration chrétienne.*

*La possibilité doit-elle devenir une réalité ? Où ? Quand ? Comment ? Ceci reste l'affaire de* Civis. Christianus *a seulement voulu profiter de l'occasion d'une évolution — assez sensationnelle après tout dans la vie politique française — pour préciser les conditions théologiques de toute collaboration politique, et pour marquer qu'aucune collaboration ne peut être bienfaisante si elle se fait dans la confusion des principes et non dans leur clarté.*

Christianus.

# Virgo paritura

## (Isaïe, chapitres VII à XII)

Les chapitres VII à XII d'Isaïe contiennent une des prophéties messianiques les plus importantes, confirmée par l'autorité de saint Matthieu et de saint Luc : celle de la Vierge qui enfantera. C'est aussi, à raison des circonstances historiques qui s'y mêlent et qui l'enveloppent, une des plus obscures. Et je ne parle point des corps à corps philologiques auxquels elle donne ouverture, comme sur le sens du mot *halmah.* Là-dessus un catholique s'en remet paisiblement à la tradition et à l'Église.

L'occasion est un épisode qui, au premier abord, dans l'histoire mouvementée d'Israël, ne paraît pas de première importance. En attendant l'opération définitive des Assyriens, Juda, sur qui règne pour le moment un souverain appelé Achaz, se trouve en butte aux incursions de deux petits rois, l'un, Razin, de la Syrie, en qui il n'est pas défendu de voir une figure des païens, l'autre, Phacée, d'Israël, qui représenterait les hérétiques. Et l'angoisse est grande à Jérusalem. Achaz va visiter les travaux de défense de sa capitale, et Isaïe, sur l'ordre du Seigneur, se porte à sa rencontre. Il est accompagné de son fils Jasub, dont le nom signifie en hébreu : *Un reste se convertira,* et qui n'est autre que la figure du peuple Juif. La rencontre se fait *à l'extrémité de l'aqueduc de la piscine supérieure sur le chemin du champ du*

*foulon*. La piscine supérieure, c'est le réservoir destiné à emmagasiner et à distribuer les eaux du ciel : nous dirions aujourd'hui un château d'eau. *Le champ du foulon*, c'est un terrain de blanchissage consacré au nettoyage et à la remise en état des vêtements et des linges souillés, parmi lesquels ce *pannus menstruatae* dont parle l'Écriture. Ces procédés de nettoyage n'ont pas varié : c'est le battage, la torsion, le foulage sous les pieds, le savon et les acides (ou leurs équivalents) et finalement le rinçage à grande eau. C'est au milieu de cette lessive populaire que le prophète aborde le Roi d'Israël.

Ce que le prophète est allé porter au roi de Juda, aujourd'hui, ce sont des paroles rassurantes. Que l'héritier de David ne s'épouvante pas des deux brigands qui montent ensemble contre Jérusalem, le païen coalisé avec l'hérétique. Ce sont là *deux bouts de tisons* déjà à moitié éteints dont la malfaisance ne se traduit plus que par une fumée suffocante. Chacun, bientôt, s'en va retourner à son propre domaine, l'un à Damas et l'autre à Samarie. Ils ne mettront point la main sur Jérusalem et n'y installeront pas le fils de Tabéel (1). Mais fais attention toi-même, roi Achaz, toi et les tiens ! *Si vous ne croyez pas, vous ne subsisterez pas,* pas plus qu'un mur si on lui retire ses fondements.

Achaz a vu s'approcher de lui le prophète avec des sentiments mélangés que nous n'avons aucune peine à réaliser. Ce seront ceux d'Hérode, plus tard, à l'égard de Jean-Baptiste. Une peur superstitieuse y dispute la place à une prudence cauteleuse, et l'exaspération y lutte avec la conscience secrète d'une certaine absence de solidité personnelle. Les rencontres précédentes qu'il a eues avec l'homme de Dieu ne lui ont pas laissé de

(1) *Tabéel,* d'après une interprétation, veut dire : *propre à rien.*

bons souvenirs. Il y a, par exemple, cette éternelle question de l'idolâtrie. Évidemment, Achaz est le défenseur du culte national. Jérusalem bénéficie d'une tradition auguste et profitable qu'il ne s'agit pas de laisser tomber en déshérence. Mais s'il plaît au petit peuple d'aller porter de temps en temps un encens clandestin à Baal et à Astarté et à toutes les autres poupées à son image et à son niveau (1), du moment où l'ordre public n'est pas compromis, il y a là l'exhalation de sentiments naïfs sur lesquels il incombe à un homme d'état de fermer les yeux : et que la peste soit de ces sombres zélotes qui ne sont bons qu'à porter le trouble dans les consciences ! (2) Aujourd'hui, voilà le *nabi* qui nous arrive, porteur d'apaisements, mais à supposer que la presbytie prophétique ne nuise pas à la sécurité d'un regard pour le moment appliqué à notre misérable actualité, qu'est-ce qu'on va me demander pour la peine ? *Que ma langue s'attache à mon palais !* dit le psaume. C'est à peu près ce que fait Achaz. Il attend, comme disent les Anglais, « la langue dans la joue ». Le prophète n'a sûrement pas fini de vider son sac.

En effet, il ouvre la bouche, et ce qui arrive, ce sont ces paroles inimaginables : *Demande un signe qui aille jusqu'au fond de l'enfer et jusqu'aux hauteurs du ciel au-dessus de nous !* Non, non, prophète, mille fois non ! L'attaque combinée des deux brigands est un événe-

(1) D'ailleurs lui-même, Achaz, a fait bien pis (voir IV Reg., 16). Ce n'est pas de l'encens qu'il a brûlé, c'est son propre fils.

(2) Un jour ou l'autre, d'ailleurs, il arrive malheur aux trouble-fête. C'est ainsi, si l'on en croit la légende, qu'un successeur d'Achaz, Manassès, sans cesse contrarié dans sa politique par le prophète, dut se résigner, en soupirant, à le faire scier en deux avec une scie de bois. Instrument qu'ont ramassé les exégètes modernes qui, comme on sait, ont coupé en deux le livre d'Isaïe. *Secti sunt,* dit saint Paul, en parlant des saints de l'Ancien Testament.

ment assurément contrariant et peut-être redoutable, mais qui, après tout, ne sort pas du courant de la politique temporelle. J'ai de quoi faire face à la situation par mes propres moyens, justement je suis engagé dans des négociations intéressantes avec le roi d'Assyrie, dans lesquelles j'aimerais autant que l'on ne vînt pas mettre le nez. Et l'un de ces jours, c'est moi peut-être qui irai me promener du côté de Samarie. Quant à aller déranger, comme on me le propose, pour une circonstance aussi accidentelle, le ciel et l'enfer, jamais de la vie ! On ne sait pas ce qui pourrait me tomber dessus ! *Je ne demanderai pas,* répond sur le ton de la modestie l'habile roi de Juda, adressant aux courtisans qui l'entourent un regard plein de finesse, *et je ne tenterai pas le Seigneur Dieu.* Bien répondu ! Cet Achaz a marqué un point.

C'est vrai, il a marqué un point, mais il a déchaîné la foudre. Achaz ne les connaît que trop, ce noir sourcil qui se fronce et ces lèvres terribles au milieu de la barbe d'où sort un jet de feu ! *Ainsi, ô rois, ce n'est pas assez d'être fâcheux aux hommes, il faut que vous le soyez à Dieu même !* Et alors se déploie la formidable prophétie qui n'a pas cessé de retentir jusqu'aux derniers horizons de la planète. *Écoutez, maison de David !*

*A cause de cela, le Seigneur Lui-même vous donnera un signe. Voici qu'une vierge concevra et elle enfantera un fils, et son nom sera appelé Emmanuel. Il mangera le beurre et le miel jusqu'à ce qu'il sache réprouver le mal et choisir le bien. Parce que, avant qu'il sache réprouver le mal et choisir le bien, le pays que tu détestes sera en déréliction de devant la face de ses deux rois.* Et la suite.

Tel est le fardeau écrasant que le prophète remet entre les bras du roi de Juda : non pas de lui seulement,

mais de toute l'apologétique chrétienne qui, depuis dix-neuf siècles, s'acharne à débrouiller ce texte ténébreux.

Tout d'abord, liquidons la chicane de l'*halmah* (1), que certains voudraient traduire, non pas comme les Septante, par παρθένος (vierge), mais par νεάνις (jeune fille). Qu'une jeune personne vienne à enfanter, il n'y a vraiment pas là un signe, un miracle qui ébranle la nature de la base au faîte. La réalisation figurée que fournit le prophète au chapitre VIII ne suffit pas à expliquer la solennité exceptionnelle de l'affirmation et le caractère prodigieux du miracle qui la cautionne. Elle n'a que le caractère, si je puis dire, d'une *couverture,* qui permette à la Providence de pourvoir à ses desseins à l'abri spécieux d'un faux aboutissement temporel, suivant ces paroles du même Isaïe : *Audite audientes et nolite intelligere : et videte visionem et nolite cognoscere. Excoeca cor populi hujus, et oculos ejus claude, ne forte videat oculis suis et auribus suis audiat et corde suo intelligat et convertatur et sanem eum.* Essayons de ne pas imiter cet aveuglement et cette surdité.

Mais si, comme nous y sommes obligés, nous acceptons l'interprétation de l'Évangile et de l'Église, il faut bien avouer que nous nous heurtons à des difficultés considérables.

Tout d'abord, on ne comprend pas qu'un épisode aussi insignifiant qu'une querelle de roitelets palestiniens

(1) Saint Jérôme rapporte *halmah* à une racine qui signifie *cachée. Ergo* alma *non solum puella vel virgo sed virgo abscondita dicitur et secreta.* (*Ap.* Condamin, *Le livre d'Isaïe.*)

Il y a une certaine convenance que goûtera avec un sourire toute âme religieuse dans le fait que l'antienne *Alma Redemptoris,* œuvre du moine allemand Hermannus Contractus, que l'on chante de l'Avent à la Purification, commence par l'appellation prophétique.

serve de prétexte, sous la garantie d'un miracle qui bouleverse de fond en comble les lois de la nature, à l'annonce de l'Incarnation, c'est-à-dire à la réalisation de *Dieu avec nous* sous les espèces de la chair.

D'autre part, un signe, un miracle, doit avoir le caractère d'un événement qui consolide le futur par le déclenchement dans sa direction d'un événement immédiat et exceptionnel. Mais, ici, c'est justement l'inverse : comme confirmation du présent, on nous propose le futur. Or, quelle valeur peut avoir, pour confirmer un fait dont la prudence humaine aurait suffi d'ailleurs à justifier la prévision, l'annonce d'un événement qui ne doit se produire que plusieurs siècles plus tard ? C'est comme si un voyant quelconque, pour rassurer Hugues Capet contre un complot de ses voisins, lui avait prédit Jeanne d'Arc. Et davantage un signe doit avoir pour caractère d'éclater avec évidence. Or, l'incarnation s'est produite dans le secret le plus profond. C'est Isaïe lui-même qui nous dit (LIII, 8) : *Generationem ejus quis enarrabit ?* Toute sa vie, Notre-Seigneur a passé pour être le fils de Joseph. Ce n'est que peu à peu que le caractère miraculeux de sa naissance a émané.

Il nous faut donc, nous plaçant dans le rayon de la perspective prophétique, franchir d'un bond ces collines que nous ne pouvons d'emblée écarter.

En effet, il y a deux prophéties l'une derrière l'autre, l'une rapprochée et l'autre lointaine, l'une préparant l'autre comme le plan fait de l'arrière-plan. L'une se rapporte à l'offensive actuelle contre Jérusalem des deux brigands, par une alliance, qui est appelée souvent à se renouveler dans l'histoire, de l'idolâtrie et de l'hérésie, de l'ignorance et de l'erreur. Le pauvre Achaz, qui se croit un grand politique, essaye d'y parer par une intervention qu'il provoque des Assyriens, sans se douter qu'il

déchaîne ainsi un torrent qui l'engloutira lui-même. Mais le prophète, au nom de Dieu, comme Moïse jadis (Deuter., XI, 26), arrive vers lui avec ses deux mains tendues, dont l'une contient la malédiction et l'autre la bénédiction. Il l'invite à se détacher du présent, à élever son regard par-dessus les circonstances immédiates jusqu'à ces montagnes lointaines *d'où lui viendra le secours* (Ps. CXX, 1). Il lui demande seulement cette foi qui est la condition de la promesse. Achaz ne répond rien, et l'on peut imaginer qu'au fond de sa pensée il roule quelque chose d'analogue à notre proverbe : Aide-toi, le ciel t'aidera. La promesse d'en-haut est la bienvenue, mais il n'y a pas d'inconvénient à l'aider par les moyens qui sont à ma disposition. C'est vrai, lui dit alors Isaïe, tu réussiras. Bien mieux, je m'en vais dès maintenant apporter au succès de ton entreprise la confirmation d'un signe et d'une date. L'enfant que, par devant témoins (1), je vais planter au sein de la prophétesse (2) n'atteindra pas l'âge du discernement avant qu'Assur ne t'ait débarrassé de tes ennemis : mais pas avant non plus que le rasoir assyrien (on dit encore en français *raser une construction, raser une ville*) ait accompli son œuvre sur tout ce croît animal et maudit de la Terre Promise, Ephraïm aussi bien que Juda (Is., 7-20). Puisque tu as méprisé *les eaux de Siloé* (3) qui *coulent en silence,* — c'est le symbole de ce mystère et de ce délai, qui n'appartient qu'à elle, en qui la Grâce accomplit son œuvre, — *j'amènerai sur toi des eaux fortes et volumineuses,* puisqu'un cœur ameubli par la

(1) A savoir Urie le prêtre et Zacharie le prophète : toujours les deux témoins.

(2) Et rien n'empêche de supposer que cette prophétesse fût une vierge.

(3) *Siloé* signifie *envoyé.*

Grâce ne suffit pas à les absorber. *Ce roi d'Assyrie et toute sa gloire, il montera par-dessus toutes tes rivières, il débordera par-dessus toutes tes rives, et il ira à travers toute la Judée, inondant et se répandant jusqu'à ce que l'on ait de l'eau jusqu'au cou. Et l'extension de ses ailes emplira toute ta terre, ô Emmanuel!* (1) Tu l'as voulu, ô roi de Juda ! et maintenant en as-tu assez? *Bibens bibes! Desiderium cordis ejus tribuisti ei, Domine!* (Ps. XX, 3). Le délai d'accomplissement des volontés divines sera symboliquement mesuré, grâce à ce premier Emmanuel, qui est le symbole et le témoin du second, par une croissance naturelle et par l'arrivée à l'intelligence d'une créature humaine.

C'est la première prophétie, celle que le prophète était venu porter à Achaz et devant laquelle le sot, tout occupé à ses intrigues assyriennes, s'est silencieusement récusé. Mais par-dessus cette prophétie temporelle qui lui sert de signe, de préparation et de marchepied (2), il y en a une autre, des profondeurs de la création jusqu'au ciel, que libère, au profit de l'éternité, le refus (3) épouvanté du misérable potentat. C'est celle de la *Virgo paritura* qui, en ces temps voisins de la fondation de Rome, s'adresse non plus seulement au représentant de la race élue, mais à tous les peuples et à tous les

(1) Il est imposible de lire ces lignes sublimes sans penser à ces fleuves mystiques dont parlent Ézéchiel, Zacharie et Isaïe lui-même, et saint Paul aussi quand il nous dit que *là où le délit abonde la Grâce surabonde* (Rom., v, 20).

(2) *Voici moi et mes enfants que le Seigneur m'a donnés* et dont les noms sont pour le premier Jasub, c'est-à-dire : *Un reste se convertira,* et pour le second : *Maha salal has baz,* c'est-à-dire : *Prompt butin proche pillage, en signe et en présage à Israël de la part du Dieu des armées qui habite sur la montagne de Sion* (Is., VIII, 18).

(3) *Tu autem repulisti et despexisti : distulisti Christum tuum* (Ps., LXXXVIII, 29).

âges (1). Ce que Juda refuse et repousse devient disponible pour l'univers.

Il est impossible, en effet, de lire ce chapitre actuellement présenté à notre étude sans voir dans l'ambassade auprès de ce fils de David et futur, malgré son indignité, ancêtre du Messie comme une préfigure de celle de l'Ange auprès de la Vierge Marie (2). Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit d'une épreuve de la foi. *Tout est possible à ceux qui croient,* dit l'Évangile (Matth., XIX, 26). Et, au rebours, c'est le grave avertissement : *Si vous ne croyez pas, vous ne subsisterez pas* (3), qui sert de prologue et, pour ainsi dire, de fondation à l'édifice prodigieux de menaces et de promesses que, d'un seul geste, l'envoyé du Seigneur va dessiner dans le ciel.

## *Voici qu'une vierge concevra et elle enfantera un fils, et son nom sera appelé Emmanuel*
(Dieu avec nous)

Qu'il ne s'agisse pas uniquement ici du fils de la pro-

(1) *Congregamini, populi, et vincimini. Audite, universae procul terrae : confortamini et vincimini : accingite vos et vincimini* (Is., VIII, 9).

(2) De là vient la solennité avec laquelle le prophète s'adresse non pas à Achaz seulement, mais à toute la race de David, bénéficiaire de la promesse. *Écoutez* (au pluriel), *Maison de David !* Avant que la maison de David fût temporellement rejetée, il convenait qu'elle fût solennellement interpellée et avertie, qu'on lui mît le marché en main. Voir tout le psaume LXXXVIII, qui a l'air de s'adresser tout entier à Achaz : *J'ai trouvé David mon serviteur : je l'ai oint de mon huile sainte. Mais si ses fils désertent ma loi, s'ils ne marchent point dans mes préceptes...*

(3) Mais, au contraire, *Beata quae credidisti,* est-il dit de la Sainte Vierge.

phétesse (1) et de ce mandataire de l'Esprit qui a reçu mission de s'approcher d'elle, c'est ce que prouvent non seulement la solennité du verset 11 et le nom de cet Emmanuel (2) à qui est proposé comme son domaine toute la largeur de la terre, mais toutes les prophéties éparses jusqu'au chapitre XII, et où l'Église a puisé la matière de ses lectures de Noël. La naissance naturelle n'a servi qu'à faire figure de signe et de garantie authentique et, par-devant témoins, de la naissance surnaturelle qui doit donner à l'Éternel un fils entre les hommes. Car *moi qui fais enfanter les autres, est-ce que je n'enfanterai pas? dit le Seigneur. Moi qui donne la génération aux autres, est-ce que je demeurerai stérile? dit le Seigneur Dieu* (Is., LXVI, 9). Dès que le prophète annonce l'événement, c'est comme si déjà il s'était produit. *Avant qu'elle fût en travail, elle a enfanté* (3); *avant que vînt son part, elle a enfanté un mâle* (Is., LXVI, 7); qui a *jamais entendu pareille chose? qui a jamais rien vu de semblable? Est-ce que la terre enfantera en un seul jour? ou que tout un peuple sera engendré d'un seul*

(1) On a voulu que cette prophétesse dût son titre simplement à sa qualité d'épouse du prophète, comme on dit aujourd'hui : *Madame l'amirale, Madame l'ambassadrice.* Mais, 1° le mot hébreu *n'biyad* désigne toujours quelqu'un d'inspiré; 2° pour la perfection de la figure prophétique, il paraît nécessaire que cette prophétesse ait été une vierge.

(2) Le nom donné au fils de la prophétesse n'est nullement, nous l'avons vu, Emmanuel, mais Mahor-salal-has-baz (*prompt butin — proche pillage*). On songe aux *Sicut exultant victores capta proeda quando dividunt spolia* du ch. IX, 6. Et plus loin : *Et vos dépouilles seront amassées comme on fait pour les sauterelles, à faire déborder les fossés.* C'est toute la terre qui s'enrichit des dépouilles d'Israël, en un triomphe plus magnifique que celui de Titus.

(3) Mais d'elle-même, de la Vierge, figure de l'Église, ne lisons-nous pas qu'*elle a été enfantée avant les collines ?*

*coup? Car Sion à peine en travail a enfanté ses fils* (Ibid.).

Paroles vraiment *pleines de grâce* et qui ne s'adressent pas seulement aux enfants d'Abraham, ni même à la colombe de Nazareth; mais à nous-mêmes au travers de tous les siècles ! Car en enfantant le Christ, c'est nous-mêmes, qui faisons partie de Sa chair et de Son âme dans l'unité de l'Église, à qui une Vierge (1) a donné le jour. Déjà l'œuvre de notre rédemption a commencé. C'est nous en elle que les générations, avant elle, *qui la déclarent bienheureuse,* avaient préparés. C'est de nous qu'il s'agissait lors de cette double mission du prophète et de l'ange. *Faites attention à la pierre où vous avez été taillés, à la carrière d'où vous avez été extraits; faites attention à Abraham votre père et à Sara qui vous a enfantés* (XXX, LI, 1-2). C'est elle qui nous a enfantés et nourris, c'est cette Vierge, notre mère, au sein de qui nous avons puisé *le beurre et le miel jusqu'à ce que nous sachions réprouver le mal et choisir le bien* (2).

Ce *beurre* et ce *miel, ce bien et ce mal* qu'Emmanuel doit apprendre à discerner, est-ce qu'ils seront pour nous la pierre où se sont achoppées tant de bonnes et de mauvaises volontés, ou, dans l'humble quête que nous faisons de notre Maître à travers les précipices de l'Écriture, les anges prendront-ils soin de l'écarter de notre pied, comme ils ont fait jadis en soulevant le Christ par-dessus? (Ps. XCII, 12, et Matth., 4-6).

(1) « *Cette* » Vierge, dit le texte hébreu, *Ha almah,* avec l'article *Virgo illa.* On dirait qu'Isaïe la montre du doigt.

(2) Cf. I Cor., XIII, 11. *Quand j'étais enfant, je parlais comme un enfant, je sentais comme un enfant, je pensais comme un enfant; mais quand je suis devenu homme, j'ai évacué ce qui était de l'enfant.* Et Hebr., V, 13 : *Quiconque est nourri de lait n'a pas expérience de la parole de justice, car c'est un petit enfant.*

Une interprétation très répandue voudrait que ce beurre et ce miel fussent les caractéristiques d'une époque de famine et d'indigence où l'homme, trahi par le travail de ses mains, n'a plus de recours que dans les aliments naturels et spontanés. C'est difficile à admettre. La crème et le miel, l'âme et l'essence du lait et de l'herbage, c'est la fleur même de notre nourriture animale et végétale, et la seule idée nous en fait venir l'eau à la bouche. C'est comme si l'on disait à une foule affamée que, privée de pain par le malheur des temps, elle devra désormais se contenter de brioche.

Si nous consultons le répertoire que nous fournit la Concordance, nous voyons partout que le *lait* et le *miel* sont associés comme significatifs d'une nourriture à la fois facile, abondante et délicieuse. Le livre des Nombres nous décrit la Terre Promise comme *ruisselante de lait et de miel* (Num., XIV, 8, et XVI, 14). Job nous parle *de torrents de beurre et de miel* (XX, 17), si abondants qu'*il s'y lavait les pieds,* par anticipation sans doute des parfums de la Pécheresse. Le miel est plus spécialement comparé à la parole intelligible (Ps. CXVIII), si douce à la langue et au palais du Voyant de Pathmos. C'est le soleil en rayons qui se dissout dans notre cœur comme une parole d'amour. Le lait, élaboré par la chair, est à la fois une boisson, une nourriture et une sève. C'est le flux divin de la Grâce à quoi, comme des enfants, nous n'avons qu'à ouvrir la bouche en fermant les yeux, suivant cette parole de saint Pierre (I Pet., II, 2) : *Comme des enfants nouveau-nés, désirez le lait raisonnable et sans fraude.* Et le psaume CXXXII, 2, nous parle, en nous y comparant, *de l'enfant que l'on vient de sevrer.* Isaïe emploie à plusieurs reprises cette comparaison de l'enfant qui tette et que l'on porte sur les genoux *ut repleamini ab uberibus consolationis ejus, ut deliciis affluatis*

*ab omminodâ gloriâ ejus* (Is., LXVI, II). Et le Cantique : *Tes mamelles sont meilleures que le vin. Mon bien-aimé demeure entre mes mamelles.* Mais le lait est aussi une sève. Issu de la chair, il sert à la recréer. *Est-ce que tu ne m'as pas trait et caillé comme du lait?* dit Job; et le psaume CXVIII, 70 : *Leur cœur a été caillé comme du lait.* C'est le sentiment qui se coagule en un jugement et un concept, c'est la parole qui devient la chair. Ce lait et ce miel que nous avons reçus, nous devenons capables de les fournir à notre tour, suivant cette parole du Cantique (IV, 11) : *Épouse, le lait et le miel sont sous ta langue.*

Nous, à qui est familière l'image de l'enfant Jésus puisant au sein de Sa Mère ce que notre humanité peut lui offrir de plus substantiel et de plus exquis, s'instruisant, si l'on peut dire, à cette source de ce corps qu'Il a assumé et s'approvisionnant de cette connaissance sensible dont il forme l'instrument, notre dévotion est toute ouverte au sens de ces deux mots que vient de former la bouche du vieux prophète. N'est-ce point encore le lait et le miel dont le Verbe nous dit qu'Il ne cesse pas de s'alimenter au sein de la bienheureuse Trinité, quand Il apprend à ses disciples que *Sa nourriture est de faire la volonté de Son Père* (Joan., IV, 34). C'est *cette nourriture substantielle, meilleure que toute nourriture* (Eccli., XXXIV, 20), absorbée sans effort et comme par une espèce de respiration, *que la terre ne connaît pas.* C'est à la Vierge Marie qu'Il demande maintenant le moyen d'accomplir cette volonté et de Lui fournir ce corps qui Lui permettra de racheter Ses frères.

Le lait et le miel, c'est également ce suc, cette sève des Écritures, des figures et des prophéties, qu'il appartenait au fils de Marie de transformer en réalité actuelle. C'est *le désir dans la nuit* des patriarches, c'est la pro-

messe d'Abraham, c'est la vertu des Saintes Femmes, c'est le courage des Macchabées, c'est la foi et la persévérance invincible de Job, de David, de Tobie, de Daniel, de Mardochée et de tous ces champions, représentants et porte-parole de l'espérance d'Israël, de tous ces *hommes de désirs* à qui il a été dit (Ps. LXXX, 11) : *Dilate ta bouche et je la remplirai,* afin que cette Pâque fût célébrée entre Dieu et l'homme *qui a été désirée d'un grand désir* (Luc, XXII, 15). Lui qui sait tirer le *miel de la pierre* (Ps. LXXX, 17), Il connaît le secret d'éliciter du fond de notre cœur humain ce lait et ce miel dont Il a besoin et qui Lui sont nourriture. Car Il est par excellence ce *Fils de l'accroissement* dont parle la Genèse (XLIX, 22-26) bénéficiant *des bénédictions du ciel au-dessus, des bénédictions de l'abîme par-dessous, des bénédictions des mamelles et de la vulve. Les bénédictions de ton père,* ajoute le texte, *ont été corroborées par les bénédictions de ses propres pères jusqu'à ce qu'il arrive enfin, le désir des collines éternelles.* (Par cette dernière expression, il est possible de comprendre l'aspiration du côté de l'éternité des générations accumulées : car n'y a-t-il pas une espèce de géographie des âmes ?)

Tout cela a commencé au sein de la Trinité dans le *aujourd'hui* de l'Éternité. *Filius Meus es Tu, Ego hodie genui Te,* dit le Ps. II, 7. Et tout cela commence à exister dans le temps avec cette parole prophétique *qui ne revient pas vide* (Jer., L, 9), mais qui porte avec elle son efficacité. Ainsi la flèche qui atteint son but à travers la distance, et c'est pourquoi le prophète nous dit (Ps. XLIX, 2) *que le Seigneur l'a mis comme une flèche choisie.* Aujourd'hui même il vise. Aujourd'hui même la naissance du Christ dans le temps a été inaugurée. Il a reçu un nom. Une mère Lui a été assignée. Les causes secondes ont été convoquées de toutes parts pour coopérer à sa

réalisation temporelle. Qu'Il apparaisse seulement! et Il en saura tout de suite assez pour enfoncer la main dans le repaire du basilic et pour concilier autour de Son berceau le lion avec l'agneau (Is., XI, 6-8).

*Jusqu'à ce qu'il sache,* ajoute le verset 15, *réprouver le mal et choisir le bien.* Eh quoi ! pensera à première vue le lecteur, faut-il croire que le Verbe éternel, uni dès le premier moment à la personne de ce petit enfant, n'en sache pas assez pour être immédiatement capable d'accomplir cette double opération ? Rejeter le mal et choisir le bien, mais l'animal lui-même, mais le nourrisson à peine né en est capable. Il sait immédiatement discerner ce qui lui est bon ou mauvais. C'est un instinct vital. Comment penser que seul, l'enfant divin, et cela sur un plan éminent, en ait été privé ?

Je réponds que cette pleine connaissance et distinction du bien et du mal n'a été rendue possible que par l'intronisation définitive, à l'heure de midi et à la face de toutes les nations et de tous les siècles, du Fils de l'Homme sur la croix. A ce moment, le bon Larron est à Sa droite et le mauvais Larron est à Sa gauche, une droite et une gauche que les Ninivites les plus obscurcis sont devenus capables de discerner. La croix est ce véritable arbre de la science du bien et du mal qui est préfiguré dans la Genèse (Gen., III, 5), et la saveur éternelle du fruit qui s'y trouve suspendu surpasse celle de la pomme qui a tenté Ève à ce point que toutes les productions du Paradis lui semblèrent fades à côté de celle-là. Une sève en jaillit, comme peut témoigner le Centurion, dont la vertu clarificatrice est plus efficace que celle qui, jadis, a suffi à dessiller les yeux de nos premiers parents. Nous voici véritablement devenus *comme des dieux.* L'homme *a vu le soleil,* nous dit l'Ecclésiaste, *il a connu la différence du bien et du mal. Il a possédé la solution du Verbe.*

La théologie nous apprend que, pour la Sagesse divine, qui en tout occupe la position de principe et de cause, le mode de la connaissance souvent se confond avec celui de l'opération. C'est ainsi qu'il est dit dans la Genèse, au terme de chaque journée, que *Dieu considéra son œuvre et vit qu'elle était bonne.* Le Fils approuve ce que le Père a fait en regardant de Son côté. Toute la création s'est faite par un travail de séparation et de discernement. C'est ainsi qu'Il sépare la lumière des ténèbres, l'Aride de la Mer, Abraham de son peuple, et Israël du milieu des nations. Quand le Christ est *clarifié* sur la croix, quand Il apparaît en pleine lumière, quand les prophéties sont remplies et que la figure fait place à la réalité, quand, de par Son intervention, est établie entre le bien et le mal, entre la vérité et l'erreur, une différence évidente, alors on peut dire qu'Il *sait* (1), qu'Il voit réalisé autour de Lui dans le temps ce qu'Il a conçu dans l'éternité. Le sens obscur des prescriptions est élucidé, les incertitudes de la loi morale auxquelles nous nous achoppons si souvent dans l'Ancien Testament sont aplanies, les concessions faites à la dureté de notre cœur (comme on dit d'un vieillard qu'il est *dur* d'oreilles) sont retirées, le voisinage dans le sheôl des justes avec les pécheurs dont ils partageaient l'obscurité a cessé. *Dieu,* dit la Genèse (I, 5), *appela la lumière Jour et les ténèbres Nuit.* Une fois de plus le Créateur promène son compas sur le chaos, une fois de plus il circonscrit les abîmes (Prov., VIII, 27), cette fois non plus ceux de la nature matérielle, mais ceux du cœur humain. *Ta science a été faite admirable de moi,* dit le

(1) *Nescio vos,* dit, dans l'Évangile, l'époux aux Vierges folles. Je ne vous connais pas, je ne vous reconnais pas, je ne sais qui vous êtes. De vous à moi il n'y a plus d'intelligence.

psaume XIII, 8, 6. Il a appris, en y greffant sa divinité à cette sauvage nature humaine, à *réprouver le mal et à choisir le bien,* non plus seulement par l'intelligence, mais par un mouvement spontané de désir ou d'aversion de la volonté, par une unification de la grâce et de la nature. *Voici,* dit le vieillard Siméon soupesant l'enfant nouveau-né que sa mère lui a remis, *celui qui a été posé pour la ruine et la résurrection de beaucoup en Israël, et en signe à qui il sera contredit afin que soient révélées de beaucoup de cœurs les pensées.* Car le mot de révélation ne s'applique pas seulement au Messie, mais à tous ceux qui l'écoutent.

Nous arrivons à ce verset 16 qui est le plus obscur, à raison probablement d'une espèce d'*interférence* (au sens optique), dont il y a d'autres exemples dans l'Écriture (par exemple les prophéties eschatologiques de Notre-Seigneur), entre les deux prophéties, l'une de terme lointain et l'autre rapproché, distance que le voyant franchit d'un seul regard (1). C'est donc une espèce de jongle où nous nous engageons, comme celle qui est décrite au verset 26. Il faut s'y comporter, l'esprit tendu comme un arc et la flèche prête à décocher par-dessus l'immédiat vers l'éloigné.

*Car, avant que l'enfant ne sache réprouver le mal et choisir le bien, la terre que tu détestes sera mise en abandon de devant la face de ses deux rois.* L'agression des deux brigands contre Jérusalem forme une espèce

(1) Le prophète voit comme Dieu toutes choses dans une espèce de présent. C'est ainsi que les malédictions contre Tyr et Babylone n'ont été exécutées dans leur teneur littérale que bien des siècles plus tard, hors de la portée de la prévision. Tyr, à l'époque romaine, était encore *ebulliens negotiis,* et il y avait, au Moyen-Age, un patriarche de Babylone (qui a laissé son nom à l'une des rues de Paris).

de premier plan derrière lequel s'échelonne, comme des lignes successives d'horizon, jusqu'à l'avènement du Messie et au-delà, toute la série, toute la suite des événements futurs : d'abord la fin de l'autonomie temporelle d'Israël avec ses *deux Rois,* puis, au milieu de ces *ronces* et de ces *fourrés* par où les vaines et inextricables imaginations pharisaïques remplacent la vigne et le blé, cet état de tension et de vigilance qui précède l'avènement de la Rédemption, et enfin, quand le Christ a secoué sur cette terre ingrate la poussière de ses chaussures, l'état de déréliction suprême et l'abandon aux mauvaises herbes (*tribulus,* dit le latin) (1). Dieu, toujours fidèle, se souvient de Ses promesses à la Maison de David, et, avant de l'abandonner, Il l'interpelle solennellement, comme Moïse jadis fit du peuple juif. Il lui donne le choix entre une promesse qu'Il est prêt à confirmer par un signe exceptionnel et le recours aux moyens humains, entre la foi et la diplomatie. Achaz choisit : il refuse, comme il dit hypocritement, de *tenter Dieu* ; il n'a pas confiance *dans les eaux de Siloé,* ces voies de la Providence divine qui opèrent dans le silence et le mystère. Il lui faut quelque chose d'immédiat et de concret. C'en est donc fait, le sort en est jeté, le plan humain va être abandonné au profit du plan divin, les événements vont se précipiter dans le sens que l'apostat aura lui-même déterminé. Lui-même, c'est lui-même qui aura introduit Assur, qui l'aura amené comme par la

(1) *Pro frumento oriatur mihi tribulus et spina.*
(Gob., LXXXI, 40.)
*Lappa et tribulus ascendent super aras eorum.*
(Osée, X, 9.)

La bardane et le chardon ? en hébreu *q'os* et *dardâr,* les deux vocables hébreux employés dans le texte fameux de la Genèse (III, 18).

main jusqu'au seuil de cette terre sacrée qui est l'apanage d'Emmanuel. Il est bien vrai que les deux brigands vont être ramassés dans leurs repaires *comme la poule dans son nid sur ses œufs* (Is., x, 14). Dieu accorde au roi de Juda le plein succès de son intrigue, bien plus, Il le lui confirme et le lui garantit par un signe : un enfant va être planté (1) dont la maturité raisonnable va coïncider avec les premières conséquences d'une alliance impie. (Ainsi François Ier s'alliant avec les Turcs, et Richelieu avec les protestants.) Mais déjà la faux est levée entre les mains de ces ramasseurs de dépouilles, les Théglath Phalasar, les Salmanassar, les Sennacherib et les Nabuchodonosor, il n'est plus au pouvoir de tous ces grands politiques, de toutes ces têtes entortillées avec la queue (Is., IX, 14-15) (2), de l'arrêter, la voici, l'un après l'autre, qui va faucher Israël et Juda et faire la place nette pour Emmanuel. Mais Assur lui-même n'est qu'un ouvrier à gages qui sera congédié aussitôt que sa tâche sera terminée. *La cognée se glorifiera-t-elle contre celui qui coupe avec elle? La scie se soulèvera-t-elle contre celui qui la tire?* (Is., x, 16). Cette Terre Promise que l'apostat vient de renoncer, d'abjurer (*detestari*) entre les mains du souverain barbare dont il se déclare, à l'exclusion de Jéhovah, le serviteur, c'est cet appelé de l'Orient qui va se charger de la fouler aux pieds. Car il est écrit que *la figure de ce monde passe* (I Cor., VII, 61). Il est temps que cette figure, qui ne sert plus à rien, cesse d'encombrer le site, et c'est l'Assur, invité par Achaz, qui sera chargé de l'opération. La *terre ruisselante de*

(1) Comparez Osée (III, 1). *Va et aime une femme qui est aimée d'un amant et adultère, ainsi que Dieu aime les fils d'Israël* — et l'amusante illustration de la cathédrale d'Amiens.

(2) *Et erunt qui beatificant istum populum seducentes et qui beatificantur proecipitati* (Is., IX, 16).

*lait et de miel,* qui avait excité l'admiration des explorateurs de Josué, elle ne produit plus que des ronces et des orties et toutes ces végétations empoisonnées et funestes où les mains se blessent et où les pieds s'embarrassent. La vigne elle-même, cette *Vigne du Pacifique* dont parle le Cantique (VIII, 11) et dont la vendange, chaque année, se traduisait par un flot de pièces d'argent, une herbe ignoble et la ronce usurpatrice l'ont étouffée. Les sillons ligne à ligne, pareils à un texte fécond, qui du haut en bas revêtaient le flanc arrondi des collines, ils ne servent plus que d'échelons à l'âpre assaut des chardons et des raquettes. La friche a remplacé le labour. La terre abandonnée et méprisée n'inspire plus que le figuier d'Inde et le jujubier. Gare aux reptiles et aux bêtes sauvages à qui ces fourrés parmi les ruines servent de repaires, sans parler de ces démons dont ils sont la figure ! (1)

Cette terre ravagée et soustraite au soc, abandonnée à la nature et à la fantaisie, germant la confusion et la haine, proie de tout ce qu'il y a dans l'instinct de vorace et de tenace, ce n'est pas seulement la Terre Promise telle que Dieu en a fixé autrefois les limites entre le fleuve et la mer, c'est toute l'aire de l'Ancienne Loi quand, après Assur, les Romains et les Arabes auront achevé d'en fouler aux pieds le territoire; et c'est aussi

(1) *Et orientur in domibus ejus spinae et urticae, et paliurus in munitionibus ejus : et erit cubile draconum et pascua struthionum. Et occurrent daemonia onocentauris et pilosus clamabit alter ad alterum : ibi cubavit lamia et invenit sibi requiem. Ibi habuit foveam ericius, et enutrivit catulos, et circumfodit, et fovit in umbra ejus : illuc congregati sunt milvi, alter ad alterum.*
(Is., XXXIV, 13-15.)

Image d'une âme ruinée et paganisée et livrée à l'habitat de toutes les passions et de toutes les superstitions ! C'est cet horrible savart que le missionnaire trouve devant lui à déchiffrer.

l'âme dévorée par le péché, l'esprit étouffé par le rêve et par une logique délirante. On ne peut plus s'y aventurer qu'avec prudence, et l'arc au bout du bras tendu.

C'est au-dessus de cette désolation, de ce désert qui succède au maquis, de cette terre scarifiée jusqu'à la racine non seulement par la faux, mais par le rasoir, à laquelle on ne peut comparer que l'âme desséchée des docteurs de la Loi, que monte, au bout d'un horizon déblayé, comme l'étoile des Mages, comme un signe de ralliement pour les restes dispersés d'Israël, l'apparition radieuse et triomphante d'Emmanuel, du fils de la Vierge, de l'enfant futur, de celui qui sera appelé *Admirable, Conseiller, DIEU, Fort, Père du Siècle futur, Prince de la paix,* et qui s'assoiera au-dessus de tous les âges et de tous les peuples sur le trône de David (Is., IX, 6-7). En attendant le froment et le vin dans ce crépuscule de la Vérité et de la Justice, en attendant que le soleil vienne établir nettement une démarcation entre le jour et la nuit, c'est le temps du lait et du miel, où l'homme abandonné au milieu d'un monde hostile n'a plus de recours contre le désespoir et la faim qu'une vache et deux brebis. La vache, c'est la chair que son instinct guide du côté de l'herbe, de toute plaque verdoyante qu'elle est capable de trouver à travers la ronce et la pierraille, car il est écrit *que l'homme ne vit pas seulement de pain, mais de toute parole qui procède de la bouche de Dieu.* Car, lorsque l'esprit est aveuglé, la chair demeure capable de faim, de soif et de nostalgie (1).

(1) Au sujet de ce besoin de Dieu qui reste inclus au fond de notre chair égarée, mais non pas viciée jusqu'au fond de sa nature et qui ne cesse de désirer, suivant l'expression de l'Évangile, *ces choses qui sont à son bien,* voir Osée (XI, 4); *Je les tirerai dans les cordes d'Adam, dans les liens de la charité. Chair et charité,* on dirait que c'est le même radical. *Personne jamais n'a eu en haine sa propre chair,* nous dit saint Paul (Eph., V, 29).

Et pourquoi ne verrions-nous pas, dans les deux ouailles qui sont progénitrices du troupeau futur, la Loi et la Prophétie, qui, elles, du moins, restent fidèles à cet abandonné à qui la terre fait défaut ?

*Enferme ce témoignage*, dit le Seigneur à Isaïe (VIII, 16-17), *pose un sceau sur cette révélation pour mes disciples. Et j'attendrai le Seigneur qui cache sa face à la maison de Jacob. J'espérerai en Lui.*

Paris, 22 décembre 1936.

PAUL CLAUDEL.

P.-S. — Relisant attentivement cet essai, je me reproche de n'avoir pas souligné suffisamment l'importance historique de l'agression de Rasin et de Phacée, qui, en déclenchant l'invasion assyrienne, a amené la destruction des deux royaumes juifs et l'élimination temporelle de la maison de David. Avant que ne se décroche la série inéluctable des événements, Dieu, fidèle à Ses promesses, met solennellement le sort de la lignée dans la main de son dernier représentant. *Demande un signe...* C'est avec lui qu'Il veut collaborer. Il Se propose Lui-même. Il Se met à la disposition de l'indigne fils de David. Il lui offre de participer à cette merveille inouïe qu'Il médite. Il n'a qu'un mot à dire. Il ne tient qu'à lui de dire oui à Dieu, de faire acte de foi. Si Achaz refuse, s'il rompt officiellement le pacte, il n'aura à s'en prendre qu'à lui-même pour les conséquences, qui sont la réprobation finale, comme d'un instrument périmé, de lui-même, de sa race et de toute sa terre. C'est lui, délibérément, qui a choisi la malédiction, qui est allé chercher Assur comme par la main, qui a abjuré sa vocation à la promesse.

P. C.

# NOTES ET RÉFLEXIONS

## Saint Dominique et le communisme

Les « politiques » ont souri une fois de plus. Alors que de violentes tornades idéologiques entraînent les peuples, alors que l'instabilité des économies livre des millions d'hommes à une angoisse quotidienne, alors que la course aux armements paraît le soutien des espérances pacifiques, alors que le bombardement des villes ouvertes se fait de sang-froid, l'Église, en ce tragique mois d'octobre 1937, prend la parole pour proposer aux chrétiens... la récitation du rosaire. C'est tout ? Quel pauvre petit moyen !

Confessons que, l'autre jour, en lisant dans les journaux les extraits de l'encyclique de Pie XI au milieu des gros titres sur la rencontre Hitler-Mussolini, le bombardement de Shangaï et le contrôle des changes, nous n'avons pu dominer une première impression de faiblesse amère, dans le sentiment d'une irréelle et dérisoire puissance. Tant nous lions encore inconsciemment notre ferveur et nos espoirs chrétiens aux moyens temporels !

Et cependant, pour fonder la qualité de ce pauvre petit moyen, c'est à des *faits*, c'est à l'une des grandes réussites historiques de l'Église, que Pie XI fait appel : Ainsi procéda saint Dominique, dit-il, quand, une fois déjà, la mystique populaire d'une société nouvelle souleva la moitié de l'Occident contre l'ordre social et la vérité chrétienne : Dominique fit prier le peuple fidèle sur des *Pater* et des *Ave*.

Peut-être certains chrétiens, acceptant la référence, rêveraient-ils d'un nouveau Simon de Montfort et d'une nouvelle « croisade », patronnée par un nouvel Innocent III, envoyant son légat Pierre de Castelnau à la tête des défenseurs de la civilisation, de la famille et de la propriété contre les nouveaux barbares, venus comme jadis de l'Orient. Au besoin, une nouvelle inquisition. Non. Le rosaire de saint Dominique. Cette toute petite prière monotone et simplette.

Tels sont les moyens propres de l'esprit. « Moyens pauvres. La croix est en eux. Plus ils sont légers de matière, dénués, peu visibles, plus ils sont efficaces. Parce qu'ils sont de purs moyens pour la vertu de l'esprit. C'est la condition de leur efficacité. Trop ténus pour être arrêtés par un obstacle, ils atteignent là où n'atteignent pas les plus puissants équipements. *Propter suam munditiam.* A cause de leur pureté, ils traversent le monde d'un extrême à l'autre » (J. Maritain).

L'Europe était, tout comme aujourd'hui, en pleine fermentation ; non pas seulement des violences extérieures déjà inquiétantes, mais ce déconcertant mélange de vertigineuses aspirations mystiques et de grossières exigences matérielles. Non pas seulement l'erreur spéculative de quelques théoriciens, mais l'effervescence généreuse et dévoyée de masses populaires. Des cellules partout se formant, animées d'une fièvre de prosélytisme insidieux et séduisant ; des soulèvements, des attentats, une condamnation violente des inégalités sociales et des servitudes autoritaires. Cathares, Vaudois, Pauvres, Capuciés, sectes aux noms périmés, mais dont l'évangélisme antisocial et anarchique n'est pas sans raison comparé à la mystique communiste du XX^e^ siècle. Pie XI lui-même vient de faire le rapprochement. C'est même sur lui qu'il fonde son adjuration à renouveler la prière de saint Dominique en face des nouveaux Albigeois.

Quelle était donc la prière de Dominique ? Dans la violence hérétique des sectes populaires résonnait l'appel encore indistinct d'une société nouvelle qui rejetait l'emprise de la féodalité vieillissante. Jadis, la féodalité avait été, après la décomposition de l'empire romain, la membrure de l'Occident, et l'Église avait donné à ses serments de vasselage qualité et sanction religieuses. Elle-même avait trouvé là des cadres admirables, puis des moyens temporels puissants pour son œuvre spirituelle ; ses institutions monastiques s'étaient coulées dans ce type social grandiose.

Mais voici que ces grandeurs et cette puissance, repliées sur elles-mêmes, s'étaient endurcies dans leurs privilèges et leur sécurité ; tandis que montaient les générations nouvelles, les féodaux résistaient, de plus en plus désadaptés dans un monde dont l'économie et l'idéal avaient déplacé l'axe. Seigneurs féodaux eux aussi, prélats et abbés liaient inconsciemment à leur sort menacé le sort de la chrétienté, compromettant les vérités divines avec des formes mourantes, oubliant que les plus grandes civilisations temporelles ne sont que le support extérieur et fragile du Corps mystique du Christ. De cette collision les sectaires avaient beau jeu de blâmer l'erreur et les dangers, et, brutalement, faussement, ils dénonçaient ensemble l'Église et la vieille société. Aussi riaient-ils des légats envoyés contre eux, arrivant en brillant équipage, toutes richesses et puissants moyens assurés.

Dominique comprend, et, dans l'intuition de sa sainteté, retourne le problème en sa faveur. Il rejette tout cet appareil, avec le comportement social et autoritaire dont il est le symbole et l'effet. Plus de domaines, plus de puissance féodale, plus de riches abbayes. Il quitte les vallées solitaires et les terres agricoles pour se fixer dans le faubourg des villes. Il adopte pour ses compagnons le régime

électif des Communes, et s'agrège aux corporations universitaires. La pauvreté mendiante sanctionne, religieusement et socialement, la liberté spirituelle ainsi conquise, que semblaient accaparer les fausses mystiques. Innocent III, au Latran, ratifie ces nouveautés qui inquiétaient les prélats. Sur le trône, c'est saint Louis qui règne, et non Philippe II. Dans cette communion avec la société nouvelle, les jeunes générations viennent en foule peupler les couvents. Bientôt Thomas d'Aquin, le seigneur de grande lignée, refusera l'une des plus riches prébendes de l'Église féodale pour entrer dans cette pauvre « fraternité » : grâce insigne de Dieu, qui, une fois de plus, liait la vérité à la pureté de l'esprit. La prière de Dominique était toute pure, dans une religion libérée des appesantissements temporels et alerte au milieu des vieux remparts branlants. Pauvre petit moyen, léger de matière, dénué, peu visible, support vocal juste assez consistant pour soutenir une contemplation : ce rosaire d'*Ave* est la seule arme de saint Dominique.

Fils de saint Dominique, nous sommes fiers d'être ainsi considérés comme les adversaires nés du communisme. Nous sommes fiers d'entendre proclamer toujours efficace la vieille prière de notre père. Nous sommes fiers de voir la liberté spirituelle que saint Dominique tient à l'égard des formes temporelles de la société, être aujourd'hui la loi de l'Action catholique. Et si ce refus des solidarités terrestres suscitait quelque inquiétude ou quelque protestation, nous serions rassurés en voyant l'accueil chaleureux que trouvent les robes blanches dans la *Jeunesse ouvrière chrétienne*, en laquelle l'Église met sa complaisance et reconnaît son esprit. Notre rosaire est le témoin de notre liberté et le garant de notre fidélité.

M.-D. Chenu, O. P.

# Un aspect de la vie catholique dans l'Allemagne contemporaine

Les menaces que le régime actuel fait peser sur la vie de l'Église en Allemagne et sur ses fidèles, la lutte des Églises refoulées dans l'opposition, les arrestations et les condamnations d'ecclésiastiques, de religieux et de laïcs, tel est l'objet ordinaire des informations sur la vie des chrétiens en Allemagne. Sans doute est-il indispensable qu'il soit tenu un compte exact de ces faits, mais il est non moins important de dresser l'inventaire des forces des Églises menacées et de montrer le nouvel accroissement de leur vitalité. Leur résistance vit moins de l'ardeur même de la lutte, qu'elle ne s'alimente aux sources d'une vie quotidienne toute imprégnée de christianisme. Et c'est ce qui garantit, avec le succès de la lutte engagée, la persistance certaine de la vie chrétienne en Allemagne.

On ne devrait donc pas négliger à l'étranger l'étude de cette réalité chrétienne, continûment vivante au fil des jours, et de ses principaux foyers. L'un d'eux s'est constitué autour de la personnalité de Romano Guardini et des amis qui l'entourent. Agé de cinquante ans maintenant, Guardini a, comme prêtre, comme professeur d'Université et écrivain, une action profonde qui atteste la persistance de la vie religieuse dans l'Allemagne actuelle et prouve que, dans la tradition intellectuelle européenne, l'élément spécifiquement allemand continue — et continuera, si Dieu le veut — à fournir une contribution importante à la renaissance de la vie chrétienne.

L'action pratique de Guardini a trouvé un écho qui n'a cessé de s'amplifier au cours de ces dernières années. Accueillie avec une profonde reconnaissance, non seulement par des chrétiens, mais aussi par des hommes qui,

si diverse que soit leur philosophie, ont la même soif de spiritualité, elle s'inspire essentiellement des paroles de saint Paul : « Prêche la parole, insiste à temps et à contretemps, car un temps viendra où les hommes ne supporteront plus la saine doctrine... Mais toi, veille, sois tout entier à ton ministère. »

Aumônier du mouvement de la jeunesse catholique au lendemain de la guerre, Guardini participa, notamment à Fribourg en 1920, à plusieurs camps, auxquels avaient voulu se joindre de jeunes Français. C'est à cette époque que remonte la formation du groupe d'amitié dont il est resté l'animateur, et dont l'activité s'exprime par la publication de la revue *Die Schildgenossen* et par les réunions et semaines d'études du château de Rothenfels sur le Main. Comme prêtre, c'est surtout à la liturgie que Guardini porte une attention particulière. Son ouvrage, *L'Esprit de la Liturgie,* traduit en français, a paru dans une collection dirigée par Ildefons Herwegen, Abbé du monastère bénédictin de Maria-Laach. Ce livre, on le sait, a grandement contribué à réveiller le sens des beautés liturgiques. Dans ce domaine, Guardini a toujours été soutenu par de jeunes amitiés, notamment au groupe de « l'Oratoire de Saint-Philippe de Néri », qui s'efforce de promouvoir la participation des laïcs aux actes liturgiques, par exemple en publiant un texte allemand des *Complies, Vêpres et messes de Noël.* Des musiciens du groupe ont donné des compositions modernes inspirées par la grande tradition, et, dans des paroisses confiées au ministère de jeunes prêtres qui participent au même esprit, on veille, comme aux messes dialoguées de Notre-Dame, à la participation effective des fidèles au saint office.

D'autres groupes amis, consacrés à l'architecture et à l'aménagement des églises, obtiennent, avec les moyens les plus modestes, des dispositions du plus heureux effet esthétique.

Quant à la valeur de l'enseignement même de Guar-

dini et à ses dons pédagogiques, ils ne tardèrent pas à être reconnus; dès 1926, il fut appelé à occuper une « chaire libre de philosophie de la religion et de philosophie catholique » à l'Université de Berlin, fait considérable si l'on songe que l'Université de Berlin a bien une faculté de théologie protestante, mais que jamais jusque-là un catholique n'avait eu la possibilité de s'y faire entendre comme tel. Ses cours sont suivis par un public nombreux, cultivé, et provenant de milieux très divers. Il en est peu qui permettent, comme les siens, de s'enrichir intellectuellement et de trouver, contre la détresse et les incertitudes spirituelles de notre temps, force, consolation et lumière. Certaines séries de ses conférences ont paru en librairie : « *L'homme et la foi,* essai sur la réalité religieuse dans les grands romans de Dostoïevsky », et « *La conscience d'être chrétien,* essais sur Pascal ». Guardini a esquissé dans les termes suivants sa tâche de philosophe, de théologien et de pédagogue : « Débarrasser les concepts chrétiens de toutes les approximations par analogie, atténuations, placages, trahisons et caricatures qu'ils ont subis depuis le début de l'époque moderne. La civilisation chrétienne dont les bases ont été jetées au moyen âge entre seulement dans sa période de dissolution définitive. La volonté de ne pas être chrétien, de ne pas agir en chrétien, qui ne cessait de transparaître au cours des derniers siècles, se déclare à visage découvert dans le monde européen. Des décisions intellectuelles qui se sont opposées dès le XV$^{e}$ et le XVI$^{e}$ siècle aux prétentions de la révélation ne sont franchement exprimées et n'arrivent à leur pleine efficacité que de nos jours. D'où un double courant dans la conscience chrétienne qui, d'une part, remonte à ses origines, à ses sources, pour s'assurer de ce qui fait proprement et authentiquement l'objet de sa foi et entreprend, d'autre part, de sonder, d'éprouver les concepts et les formes en cours, pour pouvoir s'opposer aux destructions résultant de la sécularisation de la vie en Occident. » Tels sont les

termes dont Guardini se sert dans la préface d'un recueil récent d'études philosophiques, théologiques et littéraires : *Discernement de ce qui est chrétien.* Ce titre, qui s'inspire des paroles de saint Paul (I Cor., XI, 29), met bien en lumière la constante préoccupation de l'auteur de séparer ce qui est chrétien de ce qui ne l'est pas, de façon à montrer et à faire apprécier le christianisme dans ce qu'il a de plus foncièrement original. Pour atteindre ce but, Guardini a souvent choisi comme point de départ et comme objet de sa méditation les œuvres et la personnalité de grands poètes et d'écrivains, ce qui lui permet de traiter leurs cas avec tout ce qu'ils ont de problématique dans toute leur réalité concrète et vivante, et avec le mélange d'intuition et de clarté logique qui caractérise sa manière. C'est dans cet esprit qu'il a écrit son *Dostoïevsky,* son *Hölderlin*, son *Pascal.*

Dans son ministère comme dans sa chaire, le but de Guardini est de conduire chacun de nous des réalités de la vie quotidienne à celles de la vie spirituelle. Un des cours qu'il a professés a pour titre : « Réalisme chrétien », et voici comment il le définit : « Certains esprits absolus pensent pouvoir saisir Dieu en partant de la personne humaine. Mais il y a là une impossibilité. Si l'homme peut apprendre qui est Dieu, c'est seulement parce que celui-ci s'est révélé par un acte de sa liberté. Mais l'homme ne peut comprendre ce que Dieu dit de lui-même qu'en acceptant — en obéissance envers ce même Dieu — l'existence telle qu'elle est. Alors seulement le monde, les autres hommes, les choses contribueront à lui ouvrir l'esprit, à lui faire comprendre la révélation de Dieu. — La considération des destinées humaines ouvre une autre voie d'accès à Dieu. On ne peut pas comprendre Dieu tout en restant le spectateur indifférent des événements qu'apportent les jours. — Les stoïciens ont dit : Fais-toi insensible à toute chose et concentre-toi sur l'essentiel que tu trouveras en toi-même. C'est une attitude philosophique, et elle est fausse — même du point

de vue de la philosophie — parce qu'elle ne tient pas compte de la contraction de tout l'être que demande un semblable détachement de toutes les affections naturelles. Dans tous les cas, elle n'est pas chrétienne, car je ne peux connaître vraiment Dieu si je fais abstraction de ce que sa volonté m'envoie. Il m'a placé dans le courant des événements et je le comprends dans la mesure où j'accueille avec obéissance et confiance ma destinée. »

Le réalisme de Guardini a trouvé une expression particulièrement belle dans quelques articles sur la foi, qui viennent de paraître en librairie sous le titre : *La vie de la foi.* Il adhère si étroitement à cette vie qu'il a le talent de la décrire dans son infinie diversité, en s'abstenant de toute généralisation erronée, et de façon telle que chacun puisse à la fois y apprendre et contrôler ses expériences personnelles. C'est d'ailleurs précisément dans cette étude que se montre le plus nettement ce qu'a de spécifiquement allemand la pensée de Guardini. Au risque d'abuser de ce mot, je dirai qu'il y a dans la manière qu'a Guardini de vivre et de décrire sa religion un dynamisme que n'a pas la tradition chrétienne de forme romane. Cette note spécifique de sa description peut contribuer à mettre plus nettement en relief un contenu valable pour tous les chrétiens. Car il n'y a naturellement, dans le fond même, aucune différence entre les formes françaises et allemandes de doctrine et de réalité chrétiennes. Mais cette nuance particulière d'expression peut parfois, et dans chaque cas, contribuer à l'élargissement de la connaissance, à la communication d'une expérience religieuse.

Pour finir, revenons sur la revue que fait paraître tous les deux mois le cercle des amis de Guardini, *Die Schildgenossen.* Il n'arrive guère en Allemagne, au même degré qu'en France, que les participants d'un groupe trouvent dans leur revue le centre, et, pour ainsi dire, la substance même de leur vie. Cependant, cette « revue du mouvement de la vie catholique en Allemagne » contribue à

faire directement connaître à un assez grand nombre de lecteurs épars ce qui se fait dans le cercle de Guardini. C'est une des plus vivantes parmi les revues qui ont existé depuis des années en Allemagne. Elle constitue une belle documentation de réalisme chrétien, et l'esprit de l'ancien mouvement de la jeunesse l'a marquée de son sceau. Elle contient, à côté d'articles de théologie et de philosophie, fort savants à l'occasion, des articles et des comptes rendus sur tous les événements et sur toutes les tâches de la vie réelle. Elle parle d'art et d'artisanat dans la mesure où ils importent à la vie quotidienne des chrétiens et au culte. Même aujourd'hui, et aujourd'hui plus que jamais, elle se tient près de la vie réelle de chacun, sans cependant se mêler des questions qui sont légalement tabou — ou à peu près — dans l'Allemagne actuelle.

Ainsi l'action de Guardini et de son groupe se résout en un travail authentiquement apostolique. Elle commença après l'effondrement de l'Allemagne dans la guerre mondiale, s'est développée sous la république, poursuivie et maintenue en ce présent où s'accroît la détresse. Elle vit dans la réalité actuelle à laquelle elle réagit avec une sensibilité sociologique sans égale. Mais elle se maintient au-dessus du déroulement des événements, car « la loi de son Dieu est dans son cœur » (Ps. XXXVI, 31).

C. W.

## Bibliographie

Romano Guardini : *Der Mensch und der Glaube/Versuche über die religiöse Existenz in Dostojevskijs grossen Romanen.* Leipzig, 1933.

Idem : *Christliches Bewusstsein. Versuche über Pascal.* Leipzig, 1934.

Idem : *Unterscheidung des Christlichen*, Mainz, 1926.

Idem : *Die Schildgenossen, Katholische Zweimonatschrift.*

*Adresse* : Burg Rothenfels am Main, Ufr. Allemagne.

# A TRAVERS LES REVUES

## Mirage du fascisme

« Colosseum » *partage en Angleterre avec* « Blackfriars », *la revue des Dominicains, le mérite d'aborder avec une grande franchise l'étude des problèmes que le monde moderne pose à la conscience catholique. Cela ne va pas toujours sans controverse, mais c'est précisément un exemple pour les catholiques français que le respect mutuel, la libéralité intellectuelle qui préside toujours aux controverses de ces deux revues.* « Colosseum » *est* « *fasciste* ». « Blackfriars » *garde plus d'indépendance à l'égard des options politiques que ses amis le pressent de faire.* « Colosseum » *ouvrait le feu en décembre dernier :*

Il y a quelque temps, nous avons cru remarquer dans *Blackfriars* une certaine propension aux clichés politiques. Cela nous a déçus. Ce danger vient, croyons-nous, d'un emploi trop lâche de termes comme « fascisme », du procédé qui consiste à faire un choix capricieux dans tout ce qui émane du Vatican relativement aux questions sociales et internationales, de la tendance à utiliser *Non abbiamo bisogno* dans un sens qui n'a jamais été le sien.

*Le bolchevisme étant hors de cause, le catholique peut aussi légitimement concevoir un fascisme chrétien qu'il lui est loisible de concevoir une démocratie chrétienne. Tout comme la démocratie, le fascisme peut comporter ses tares, mais qui ne lui sont point essentielles.* Non abbiamo bisogno *n'avait en vue, prétend* « Colosseum », *que les défauts accidentels du fascisme. Il ajoute que les critiques faites le plus ordinairement au fascisme viennent d'une conception utopique de la morale politique :*

Il y a un certain idéalisme éthéré qui, à l'heure actuelle, stérilise la pensée politique des maîtres catholiques. La politique n'est pas une science exacte, mais expérimentale. D'ailleurs, les politiques véritables — songeons à celle d'Aristote — ont été dégagées

à partir de l'observation des faits. Il est évidemment permis à chacun de nous de rêver d'une société catholique idéale dans laquelle toutes les libertés seraient garanties, où les arts et les sciences seraient sous le contrôle de la théologie, et où le bon peuple irait comme de lui-même vers tout ce qui doit assurer sa félicité, sous la surveillance de très rares agents de police, et sans aucun inquisiteur; mais il faut en prendre son parti, cela n'est pas possible dans l'Europe d'aujourd'hui. Cette impossibilité est une base solide dont il nous faut partir quand nous nous mettons à examiner s'il nous faut admettre ou rejeter, en tout ou en partie, tel régime politique actuellement en vigueur.

Nous ne pouvons entrer dans une étude détaillée du fascisme, mais nous disons qu'il est une certaine manière purement intellectuelle de juger du fascisme qui s'avère insuffisante, parce que le fascisme est essentiellement la réponse à une situation de fait... Nous ne pouvons oublier que les plus implacables ennemis de l'Italie fasciste sont ces intellectuels déracinés et privés de toute responsabilité (*deracinate and irresponsible intellectuals*), qui n'ont aucune intelligence des problèmes véritables que pose à l'heure actuelle la civilisation européenne et qui pensent que tout ira bien du jour où le fascisme sera par terre.

*Tout n'est pas faux dans ce réquisitoire contre les clercs « irresponsables », et il porte à plein, selon nous, contre des critiques hâtives, unilatérales, qui, trop souvent, sont le fait des intellectuels de gauche, fussent-ils catholiques, quand ils cèdent à leur réflexe antifasciste. Seulement, d'une part, nous savons ce que deviennent les intellectuels quand ils se voient, de gré ou de force, confier des « responsabilités » par leurs gouvernements. Il suffit de se reporter aux dernières pages de ce numéro de* La Vie Intellectuelle *pour apprécier comme il convient les bienfaits de la culture dirigée. D'autre part, ce qui nous inquiète dans ces lignes, c'est la candeur avec laquelle leur auteur semble accepter, en politique, de remettre finalement la décision morale à ce qu'il appelle* la situation de fait. « *Le fascisme n'est pas premièrement une théorie, mais la méthode dont use un gouvernement aux prises avec une situation concrète.* » *C'est sans doute à cette erreur initiale qu'il faut attribuer les simplifications pleines d'équivoques de l'éditorial du même numéro :* « *Gauche ou droite.* »

La *gauche*, qu'elle soit rouge, rose ou libérale, est l'ennemie mortelle de la chrétienté et de la culture européenne. Pour le catholi-

cisme, la *gauche* est une pire ennemie que la droite. En effet, la justice sociale, apanage de la *gauche*, peut à la rigueur progresser dans un régime autoritaire, tandis qu'il est tout à fait impossible de trouver une base quelconque à la culture et à la religion quand une fois elles ont été détruites par la *gauche*.

*Dans le* « Colosseum » *de septembre, W. Gurian s'étonne à bon droit d'une déclaration aussi massive :*

Si telle est vraiment la situation, la conclusion s'impose d'elle-même. Les catholiques doivent plutôt se ranger du côté du fascisme qui, même s'il n'apporte pas le plein équilibre culturel et social, le rend au moins possible, tandis que la gauche, représentée dans sa forme extrême par le bolchevisme et l'horreur espagnole, est l'expression d'un cataclysme culturel et social, d'un illuminisme qui ne s'accorde plus en rien avec la réalité et qui conduit nécessairement à la corruption et à la mort. Les choses sont-elles aussi simples que cela ? Je ne pense pas. Il me semble, d'abord, que c'est une erreur d'identifier la gauche et le marxisme; c'est une identification aussi indéfendable que celle qui porte les sectaires de gauche à condamner la droite en bloc comme ennemie de tout progrès et de toute amélioration sociale. Laissez-moi d'abord vous rappeler quelques faits. Il est hors de doute que l'ordre nouveau catholique en plusieurs pays, le fait qu'il soit devenu possible, pour les catholiques, de pratiquer leur religion et de développer leurs institutions à ciel ouvert, est précisément dû à un certain idéal démocratique.

Il n'est pas sans intérêt de noter à propos que les catholiques d'Alsace gardaient le pouvoir, quand on menaçait leur liberté, de protester avec la dernière vigueur contre Blum et de parler de son « insolence », de sa « perfidie », pendant que, dans le même temps, les évêques allemands n'avaient même pas la possibilité de publier leur lettre pastorale... De cela, je ne conclus pas, naturellement, que Blum, premier ministre du Front populaire, personnifiait un régime idéal, mais je tiens à mettre en garde contre des jugements généralisés et faux.

Ici, j'en viens à la question décisive. Le fascisme est-il le remède indiqué pour arrêter le processus de décomposition des temps modernes qui ont cherché à donner à leur culture une base entièrement laïcisée (*secular*), et non plus chrétienne ?... Il me semble que le fascisme reste entièrement dans la ligne de cette laïcisation progressive... Pour lui, la religion n'est qu'un moyen de propa-

gande. Marx nie Dieu, mais le fasciste, lui, L'emploie, il Le médiatise. Il se sert de Lui pour justifier son autorité ou pour stimuler l'enthousiasme des foules. Tout ce qu'il fait est béni par le Tout-Puissant, mais c'est lui qui, auparavant, a décidé ce qui devait être béni.

Il me semble qu'il est impossible à un chrétien d'aujourd'hui de s'identifier pleinement avec son parti. En tant que chrétien, il ne peut accepter d'avoir la mentalité d'un fasciste. Il doit savoir, c'est évident, qui sont ses amis et qui sont ses ennemis, mais ce n'est pas des déclarations officielles et intéressées qui doivent être pour lui le signe qu'il est en présence d'amis véritables. La restauration fasciste de l'autorité et le renouveau de culture qui en est la suite n'a rien à voir avec un renouveau de l'autorité et de la culture chrétienne. La laïcisation a seulement pris de nouvelles formes, elle accélère son mouvement et elle est donc de nature, maintenant, à faire le malheur d'un plus grand nombre d'hommes. Pas plus que l'athéisme de Marx, l'athéisme qui a emprunté le visage de la religion, celui du *Grand Inquisiteur,* ne peut être regardé par le chrétien pour rien d'autre que pour une épreuve de sa foi.



*La récente encyclique ne manquera pas de donner un fondement très solide à cette critique du remède fasciste. Après avoir dénoncé le péril communiste, S. S. Pie XI déclare :* « Il ne manque pas d'hommes qui déclarent honorer et exalter surtout le pouvoir de l'État et disent qu'il faut assurer par tous les moyens l'ordre civil et renforcer l'autorité, prétendant que de cette façon on peut repousser totalement les théories exécrables des communistes. Mais, en méprisant la lumière de la sagesse évangélique, ils s'efforcent de faire renaître les erreurs des païens et leurs mœurs. »

*A notre regret, nous ne pouvons que signaler deux études, où les vues exprimées plus haut par W. Gurian trouvent un heureux complément. C'est d'abord le compte rendu, dans le bulletin de* « L'Union pour la vérité » (*juin*), *de la séance où J. Maritain présenta à un auditoire très réactif* Humanisme intégral. *C'est ensuite, dans* « Les Études Carmélitaines », *l'article magistral et trop peu remarqué du professeur E. de Greef :* Le drame humain et les « mystiques » humaines. *Signe des temps : Jean Cassou, dans* « Europe » (*juin*), *lui consacre une chronique, évidemment partisane, mais intelligente.*

# QUESTIONS SOCIALES ET POLITIQUES

CIVIS. *L'heure de la sagesse bourgeoise.*

La bourgeoisie sera peut-être appelée à jouer de nouveau un rôle important en France, mais il lui faut être décidée à éviter à tout prix certaines fautes.

P. CHANSON. *Machinisme et droit au travail.*

Une question, que trop de gens veulent éviter, bien qu'elle soit d'actualité immédiate et de première importance, est ici abordée : A qui appartiennent les instruments de travail? On peut discuter, à coup sûr. la solution neuve qui est ici proposée, mais un échange de vues sur ce point semble précisément nécessaire, et ne peut qu'être fructueux.

A.-D. TOLÉDANO. *Chronique de politique étrangère.*

Discours à Berlin. — Conférence à Paris.

A.-A. COUVREUR. *Le Congrès international pour la paix des anciens combattants catholiques à Vienne.*

## *DOCUMENT*

*Le radicalisme à la croisée des chemins*
par J. BERTELOOT.

# L'heure de la sagesse bourgeoise

*Comment serions-nous indifférents à l'anxiété et à l'irritation de la bourgeoisie groupée jusqu'à ce jour dans les partis que l'on appelait « modérés » ? Nous baignons, si l'on peut dire, dans le milieu où l'on éprouve ces sentiments. Ils sont en nous et autour de nous. Nous n'avons donc point de peine à les comprendre, et souvent à les partager. Où nous ne sommes plus d'accord, c'est quand il faut adopter une règle de conduite et porter un jugement sur les événements et les hommes. Ajoutons que notre sollicitude fraternelle s'adresse d'abord à la bourgeoisie catholique. Son angoisse devant le cours des événements, qui emportent les débris de sa fortune et de ses espérances, s'aggrave, en effet, de sombres pensées sur des traditions très chères qui s'en vont. Elle voit avec douleur finir une conception du monde où le souci de grands intérêts spirituels se trouvait étroitement enlacé à celui de ses intérêts matériels.*

*Tant s'en faut que nous méconnaissions la gravité des motifs qui sont à l'origine de son état d'esprit. Cette bourgeoisie regarde s'abattre autour de soi tout ce qu'elle a aimé, tout ce qui a formé l'horizon familier à ses yeux, tout ce qui a constitué la substance de sa vie en société. Comment se bornerait-elle à un regret mélancolique ? C'est sa maison qui s'écroule, et qui s'écroule sur sa tête. Elle est destituée et dépossédée.*



*Cette civilisation, qui ne sera plus demain qu'un souvenir, fut, comme l'ancien régime l'avait été pour la classe noble privilégiée, une forme de société faite à la demande, à la mesure et à l'agrément de la bourgeoisie. Le privilège, cette fois, s'exerçait à son profit. Il lui semblait conforme à la loi d'inégalité que la plus grande partie de la multitude fût sevrée de la douceur d'un monde où le progrès des sciences accroissait tous les jours les moyens de bien-être et*

*de jouissance. Bienheureuse inégalité des conditions qui jouait à son avantage, et qui va devenir suspecte aujourd'hui qu'une misère noire s'installe au foyer de nombreux bourgeois! Tous connaissent aujourd'hui l'insécurité du lendemain, qui était le lot des classes populaires. Le capital est volatilisé, la rente s'amenuise, l'héritage est rongé par le fisc et la dévaluation, la crise a miné les vieilles affaires familiales. Il y a un chômage bourgeois. Les carrières en fait réservées à la bourgeoisie, qui était à peu près seule à bénéficier de l'enseignement secondaire, se sont, par la gratuité du lycée, si largement ouvertes à tous les citoyens, que, demain, la loi de la sélection scolaire en exclura beaucoup de ceux qui y trouvaient naturellement accès. Chaque père de famille bourgeoise s'interroge avec douleur sur le destin de ses enfants. Ils auront peut-être à gagner leur pain dans une autre condition que la sienne et dans un cadre différent. Ils n'auront plus de salon. Ils porteront la casquette. Ne sourions pas, et devinons tout ce qu'il y a d'amertume dans une semblable anticipation.*

*En même temps, un des plus importants bienfaits de la situation bourgeoise est devenu précaire : les serviteurs sont rares, et ils sont chers. On est constamment menacé d'en être privé.*

*A cette déchéance sociale, la politique ajoute une diminution de la prépondérance civique. Sur ce plan aussi, nous assistons à une sorte de choc en retour du bouleversement qui fit tomber autrefois dans les mains de la bourgeoisie le titre de classe dirigeante. L'influence n'appartient plus exclusivement aux milieux que l'argent, l'instruction, la grande et petite propriété, les professions libérales situaient au-dessus de la foule des travailleurs manuels.*

*On conçoit d'ailleurs que la bourgeoisie « modérée » ne voit pas sans appréhension le pouvoir politique tomber aux mains des partis populaires. Elle prévoit que ses intérêts, jadis considérés de préférence, seront aisément sacrifiés. Que restera-t-il debout de ce régime capitaliste au sein duquel il faisait bon vivre ?*

*Cependant, il y aurait injustice à lui refuser des soucis d'un ordre beaucoup plus élevé. Accoutumée à regretter les temps où l'Église recevait appui du pouvoir, elle doute du sort de l'Église privée de cet appui. Elle s'attriste aussi de l'avenir réservé à la famille, avec un patrimoine détruit et*

*des membres déclassés. Son patriotisme enfin s'alarme de l'attitude prise par des voisins singulièrement turbulents, et d'une passivité française funeste au prestige de notre pays.*

*Après ce tableau trop sommairement esquissé, mais dont nous ne croyons pas avoir déformé les principaux traits, on pourrait chercher à déterminer les responsabilités de la bourgeoisie et de ses adversaires. D'utiles leçons en découleraient. Nous préférons examiner ce qu'il faut faire pour parer à des disgrâces plus graves encore. La bourgeoisie représente pour la nation un capital d'humbles vertus et de forces morales indispensable à sa prospérité. Comment en sauver l'avenir, et présentement, en utiliser les ressources spirituelles ?*

*Nous estimons que la bourgeoisie « modérée » doit marquer avec netteté son bon vouloir de prendre sa part dans l'élaboration du bien commun. Ni bouderie, ni capitulations inutiles, mais un sens éclairé des sacrifices à consentir. Cela suppose une volonté réfléchie de clairvoyance, de dévouement, en même temps que de sang-froid. C'est peut-être le sang-froid qui fait particulièrement défaut et qui serait cependant le plus nécessaire devant le péril extrême de deux tentations.*

*Beaucoup, en effet, s'abandonnant au rêve de tout conserver par une aventure révolutionnaire, ne voient pas que c'est le moyen de tout perdre, même de ce qui doit être et peut être le plus légitimement conservé.*

*D'autres, plus imprudents encore, encouragés par une presse qu'on manœuvre de l'extérieur, tournent avec tant d'insistance coupable leurs regards admiratifs vers les régimes de force de l'étranger qu'ils se mettent, sans en avoir conscience, dans un état dont nous devons les prévenir qu'il s'apparente d'assez près à la trahison.*

*L'intérêt de la bourgeoisie est de condamner de telles aberrations, qui ont coûté cher, jadis, aux classes privilégiées.*

*C'est un bourgeois qui lui demande d'y réfléchir.*

*Il y a des fautes qui sont aussi des crimes.*

Civis.

# Machinisme et Droit au Travail

## I. — Machinisme et chômage

Le machinisme, a-t-on dit, « dépersonnalise » l'exécution du travail : affirmation trop sommaire. Certes, la « personnalité » du travail à la chaîne offre un cas paroxistique. Mais convenons aussi que, par ailleurs, la mécanique a « repersonnalisé » maintes besognes autrefois purement serviles. La conduite d'une locomotive exige une autre « personnalité » que celle de la diligence ; le grutier de nos ports est un technicien, si vous le comparez au portefaix ; de même le chauffeur au regard du cocher de nos grands-parents.

Ce n'est point là, sinon *per accidens*, que se situe le drame formel du machinisme ; ce drame social, c'est l'élimination chronique des travailleurs, de ce champ d'honneur que notre *Journal Officiel* ose encore désigner d'un mot ignominieux : le « Marché du travail ».

Encore faut-il éviter ici le jugement trop radical et trop catégorique. Si l'on observe, du point de vue de Sirius, le déroulement d'une « époque » historique — cinquante ou cent ans —, on se convaincra que, bien loin de raréfier systématiquement les occasions d'emploi, le machinisme les multiplie. Quelques milliers de postillons sous la Restauration, plus de cent mille cheminots aujourd'hui. Le mineur du Second Empire abat vingt fois moins de charbon que le nôtre. Mais, d'une part, nous consommons le

combustible en quantités industrielles, et, d'autre part, nous recrutons d'innombrables travailleurs pour satisfaire à de nouveaux besoins : l'aviation, la T.S.F., le cinéma, l'électricité, etc., etc.

Mais il y a un « mais »!... un « mais » impératif que négligent ouvertement les thuriféraires de la « Normalisation-Standardisation-Rationalisation », c'est le fait évident que la vie humaine est éphémère, et que, pour élever et nourrir une famille, nous ne disposons pas des cinquante ou cent années requises à la résorption du chômage « temporaire »!

« Temporaire », c'est bientôt dit pour le contemplateur qui suppute les siècles. Mais il suffit de quelques mois de chômage pour que surgisse le spectre affolant de la famine obligatoire et de l'oisiveté forcée.

C'est ici que le machinisme, quoi qu'on en dise, pose un problème inéluctable et tragique : il a définitivement déséquilibré les forces respectives de l'employeur, qui possède l'outillage, et de l'employé — éventuel —, qui ne possède que son intelligence et ses bras!

Reportez-vous aux jours du Moyen-Age. Entre le maître artisan qui possède une échope et le compagnon qui possède un métier, la balance est sensiblement égale. Il faut alors dix ou quinze ans pour former un compagnon qualifié. Ce dernier, quand il « se loue » au service d'un maître, a parfaitement conscience de sa valeur personnelle et du prix de son engagement. Il « se loue » à l'année, il prend son temps pour déterminer les conditions de son contrat. Il dispose librement de ses forces de travail, et son contrat est effectivement un contrat bilatéral. N'en va-t-il pas de même encore aujourd'hui, chaque fois que la valeur d'un travail est indépendante de la machine? La vedette de l'écran ne laisse pas d'en imposer au cinéaste. Le grand médecin ne s'engage point à la légère

avec tel établissement thermal ; l'avocat fameux ne plaidera pas pour une bouchée de pain !

C'est que le travail garde ici sa valeur d'échange intrinsèque, abstraction faite — et pour cause — de toute intégration nécessaire à l'utilisation forcée de la machine.

Mais, sauf exception — de plus en plus rare —, le travail n'est plus séparable de la machine. Et le drame social inhérent au machinisme réside formellement dans ce déséquilibre économique entre la prépotence de l'employeur et l'impotence de l'employé.

Celui-là — parce qu'il est propriétaire de l'outillage — a de moins en moins besoin de recourir à l'emploi de la main-d'œuvre.

Celui-ci — vu les progrès incessants du machinisme — a de plus en plus besoin d'un outillage pour travailler utilement et fructueusement.

Si bien que la question se pose à toutes les intelligences, comme elle s'impose à tous les cœurs généreux : comment se fait-il que le travailleur ne puisse disposer de ses instruments de travail qu'avec la permission des capitalistes qui les ont appropriés ?

De l'extrême droite à l'extrême gauche, on va clamant et proclamant le « droit au travail ». Qu'est-ce que le droit au travail, s'il n'implique pas le droit de disposer des instruments de travail ? Et si le travailleur en doit effectivement disposer, suffit-il qu'il en ait l'usage, et ne devrait-il pas en obtenir la propriété ?

Telle est la question — difficile et délicate sans doute — mais inéluctable et pressante. Et c'est probablement de sa solution que dépend l'avenir de nos libertés, y comprises nos libertés culturelles et religieuses. Avant de crier au « paradoxe », le lecteur voudra bien — je l'en supplie — suivre objectivement le fil du raisonnement et de la « démonstration ».

## II. — Le ci-devant marché du travail

Le mot survit à son contenu conceptuel. En dépit du conformisme « officiel », il est exact que l'on ne doit plus évoquer que le « ci-devant » marché du travail. Le code du travail, la législation sociale, les contrats collectifs ont sensiblement corrigé la conception libérale du « travail-marchandise ». Je dis « sensiblement », et non pas « radicalement », car des abus subsistent — parfois criants — et, par ailleurs, la pratique du contrat collectif, si récente en France, ne laisse pas, en maintes régions, de tomber déjà en désuétude.

Mais admettons — par hypothèse — que le contrat collectif soit obligatoire et réellement appliqué. Serait-ce à dire que le droit au travail deviendrait réellement effectif? N'ayons pas peur des mots concrets : qu'on le veuille ou non, l'homme et la machine sont des « concurrents ». Au regard des « frais généraux », l'homme est une machine vivante, et la machine est un travailleur inanimé.

On contingente l'immigration des travailleurs étrangers, qui évinceraient les ouvriers nationaux sur le « marché du travail ». Mais on importe d'innombrables machines étrangères — j'en sais quelque chose —, lesquelles ont pour objet de faciliter les « compressions » de main-d'œuvre.

Au surplus, qu'elles soient étrangères ou françaises, toutes les machines constituent des « ersatz » de l'homme pour le capitaliste qui les utilise.

Nul n'ignore que si beaucoup d'employeurs n'ont pas fait trop grise mine aux barêmes de salaires « Matignon », — et voire aux quarante heures, — c'est à la

pensée que la rationalisation de l'outillage compenserait la « folie » des prix de revient calamiteux.

Le reprocher au patronat? Le patronat est obligé de songer à la concurrence, et la concurrence ne songe qu'au bon marché. S'il y a péché de l'homme, c'est péché collectif et social, vice rédhibitoire de régime, et non pas simplement avarice et cupidité capitaliste, comme on le fait accroire au prolétariat, qui lui non plus — cela se voit assez — n'est pas exonéré du trop lourd héritage adamique. Mais il reste que ni le code du travail, ni les contrats collectifs, ni même les « futures » ententes industrielles ne résolvent le drame économique et social du machinisme et du droit au travail. A quoi bon les hauts salaires et les quarante heures, si je perds mon emploi? Et quelles garanties de travail m'offre-t-on, dès lors qu'à tout instant je risque d'être « remplacé » par la machine?

Non seulement le contrat collectif ne garantit nullement le droit au travail, il risque de le compromettre davantage encore. Car, au fur et à mesure que montent les salaires et les prix de revient du travail, les employeurs sont incités davantage — et même obligés — à l'emploi de plus en plus généralisé de la machine, qui « économise » la main-d'œuvre.

On n'achète plus le travail comme une marchandise, c'est entendu. Mais on continue d'acquérir et d'aliéner l'instrument de travail comme un objet quelconque, à la seule volonté de l'épargnant et du capitaliste, à la seule discrétion, par conséquent, de l'employeur. D'une part, la « dévénalisation » du travail; d'autre part, la vénalité subsistante de l'instrument de travail... Est-ce que ce parallélisme trop suggestif est rationnel? En s'y cramponnant obstinément, ne risque-t-on pas d'apporter de l'eau rouge au moulin communiste?... ce moulin qui moud du

vent — expérience faite —, mais qui n'en promet pas moins au prolétariat la mouture économique d'un régime paradisiaque où le travailleur asservira la machine au lieu de se voir asservi par elle ! *Caveant Consules !...*

### III. — Le marché de l'outillage

Le grand chrétien Vogelsang — le maître de mon maître La Tour du Pin — écrivait courageusement, dès 1875, qu'au sens strict du mot, il n'y avait pas, ou du moins il ne devait pas y avoir, de propriété « privée » des instruments de travail. Si l'on consulte les grandes époques juridiques — le haut Droit romain, le Droit mosaïque, le Droit féodal et corporatif, le Droit canonique médiéval — on a tôt fait de réaliser que ni le sol ni l'outil ne font alors l'objet d'une appropriation de droit commun.

Trop de chrétiens ignorent le témoignage éclatant que Karl Marx — le Marx des bons jours — a rendu sur ce point à l'Église catholique et aux institutions qu'elle avait suscitées. Dès le XIV^e^ siècle, écrit Marx en substance (dans *Le Capital*), toute la population laborieuse de l'Angleterre était pratiquement affranchie. La raison?... L'appropriation canonique et communale du sol de l'Angleterre. Grâce à cette appropriation *sui generis*, et formellement communautaire, les instruments de travail de la paysannerie anglaise échappaient aux risques de l'aliénation et de l'expropriation larvée. Le « tenancier » ne possédait pas sa tenure à la façon du propriétaire proprement dit. Mais, grâce à ce droit de tenure, il « tenait » le sol avec autrement de force que le propriétaire de droit commun, celui que menace l'accaparement du financier et la « rafle » des marchands de biens ! Et Marx explicite

expressément que l'apparition synchronique de la Réforme et du paupérisme n'a pas d'autres raisons que la sécularisation des biens canoniques, la spoliation des propriétés ecclésiastiques et conventuelles, par la royauté britannique, la noblesse et la grande bourgeoisie. La terre allait désormais redevenir une propriété comme une autre, et, bien avant l'Irlande, les paysans anglais allaient expérimenter les affres de l' « irlandisation » des campagnes.

Analogiquement, n'est-ce point la tragédie de l'artisanat français au sortir de la Révolution de 1789? Marx a bien vu qu'en proclamant la liberté du travail, la loi Chapelier (1791) n'avait institué que la liberté du capital. La propriété du ci-devant artisan corporatif retombait aux vicissitudes du droit commun. Et la libre appropriation des capitaux devait bientôt signifier la libre expropriation de l'outillage artisanal. Désormais, on allait acheter l'instrument de travail comme on achète une marchandise quelconque. Et ce fut bientôt le travail lui-même qu'on acheta comme une denrée, au « cours » légal du marché du travail, sous le pavillon mensonger d'une prétendue liberté que d'immortelles encycliques devaient qualifier explicitement de « joug presque servile ». Tant il est vrai que, dans la réalité des faits économiques, l'appropriation des forces de travail est nécessairement liée à l'appropriation des instruments de travail.

Tant il est vrai qu'au concret nul ne dispose librement de ses bras s'il ne dispose de ses outils, et que nul ne dispose réellement de ses outils s'il n'en obtient l'usage assuré par l'appropriation rationnelle des instruments de travail.

## IV. — L'APPROPRIATION COMMUNAUTAIRE

Mais que faut-il entendre par ces mots : appropriation « rationnelle » ?

Pour le capitalisme, c'est l'appropriation de droit commun. L'épargnant « achète » *ad libitum* les instruments de travail qu'il exploite *ad libitum*. C'est le droit individuel et totalitaire de la propriété.

Pour le collectivisme, c'est l'appropriation étatiste. La collectivité prolétarienne — à la fois économique et politique — monopolise les outillages et se réserve l'exploitation exclusive des entreprises. C'est le droit collectif, mais formellement totalitaire.

L'appropriation communautaire — la seule qui soit véritablement rationnelle — est nécessairement plus complexe en raison de son réalisme déclaré. Ce n'est plus l'individu — réserve faite de l'artisanat — qui approprie les instruments de travail. Mais ce n'est pas l'État ni même la collectivité indifférenciée de tous les producteurs.

C'est la « communauté de production », ou plutôt ce sont les multiples « communautés » respectivement délimitées par la production ou la branche de production. Mais les droits de propriété de ces communautés ne se confondent point avec les droits du chef d'entreprise et de ses coexploitants.

Que la communauté des producteurs assume le « domaine éminent » des instruments de production, c'est le moyen rationnel de garantir aux chefs d'entreprise et aux ouvriers le « droit au travail ». Mais quant au « domaine utile », — l'exploitation de l'entreprise —, il ne saurait être assumé que par une autorité qualifiée, compétente et responsable, celle du chef d'entreprise,

qui devient le « concessionnaire » — on eût dit autrefois le « tenancier » — de la communauté de production.

Socialisation « rationnelle », qui s'ordonne, en fin de compte, à la repersonnalisation de la fonction directoriale, celle du chef d'entreprise qui, sous sa propre responsabilité, et de sa propre initiative, assure la fabrication du produit, approprie la production et l'écoule à ses risques et périls, en monopolisant le juste profit... et la perte éventuelle.

Il n'est plus propriétaire de l'outillage « concédé »; mais s'il était patron, il demeure le propriétaire de la production, et s'il n'était qu'administrateur, il le devient. Pour bien vendre un bien, il faut vendre son bien. Et la parasocialisation capitaliste a dépersonnalisé la mission du chef d'entreprise en le ravalant au rang du gérant ou de l'administrateur.

Dans le régime communautaire, le chef d'entreprise est un concessionnaire autonome et personnel. Il achète et vend *proprio motu*. Il n'est plus à la merci des Assemblées générales et des Conseils d'administration. Il goûte à plein la noble joie du commandement, dont la nature exclut objectivement le partage : agir est le fait d'un seul.

Mais, en raison de l'appropriation communautaire des instruments de travail, le chef d'entreprise ne peut accroître ou rénover son outillage qu'avec le consentement de l'autorité concédante, autrement dit le Conseil communautaire, où sont distinctement représentés la chefferie, la maîtrise — et le travail.

Plus de concurrence anarchique et brutale entre les bras vivants et les bras d'acier! La communauté des producteurs constitue, pour ainsi parler, le « corps de garde » des instruments de production. Et ceux-ci ne fonctionneront que pour procurer du travail — et non plus pour en enlever.

Le travailleur bénéficie, par conséquent, d'une double sécurité : sécurité de l'emploi, sécurité du gain. Sécurité de l'emploi, puisque l'utilisation d'une machine « à casser les bras » se heurterait au veto du conseil communautaire.

Sécurité du gain, puisqu'au lieu d'être socialisée ou soviétisée, la gestion de l'entreprise est repersonnalisée aux mains d'un véritable chef autonome et responsable, et stimulé d'ailleurs par l'appât du profit. Quant aux épargnants — ci-devant patrons ou ci-devant actionnaires —, il va de soi que, bien loin de les spolier, l'appropriation communautaire ne ferait que stabiliser et consolider leurs droits patrimoniaux.

En contrepartie de l'outillage apporté, patrons et actionnaires recevraient des valeurs à revenu fixe, mais conjointement garanties par les chefferies concessionnaires. Adieu les coups de Bourse spoliateurs et les faillites frauduleuses ! L'épargne bourgeoise et l'épargne ouvrière seraient également gardées et sauvegardées !

On demande ce que cette appropriation communautaire offrirait au prolétariat.

J'ai dit d'abord la sécurité de l'emploi et la sécurité du gain, deux conquêtes assez substantielles. Mais il y a plus. Grâce à cette appropriation communautaire, les travailleurs « réaliseraient », enfin, et par expérience, que la prétendue socialisation communiste n'est que l'expropriation radicale et totalitaire — au bénéfice du moloch prolétarien et de la bureaucratie stalinienne. C'est un paradoxe d'avancer que le travailleur soviétique est « chez lui » dans « son » entreprise. D'une part, l'usage de l'instrument de travail est à la discrétion d'une oligarchie politicienne. D'autre part, le profit inhérent à l'usage « éventuel » de cet instrument de travail est nécessairement dévalorisé par le gaspillage de l'étatisme. Dans le

régime communautaire, le droit au travail est garanti par un pouvoir professionnel, formellement distinct du pouvoir politique. Et le droit du travailleur au profit est revalorisé par l'organisation de l'entreprise autonome et la responsabilité de l'entrepreneur.

## V. — La contre-offensive antitotalitaire

A n'en pas douter, cependant, le prestige incontestable de la propagande communiste provient de ce slogan tentateur : la restitution aux travailleurs de leurs instruments de travail. Promesse d'autant plus alléchante que, grâce à de prudentes entorses au marxisme orthodoxe, les communistes affirment expressément qu'ils maintiendront et favoriseront la petite propriété personnelle du cultivateur et la petite propriété de l'échope artisanale.

Le plus grave, peut-être, c'est que les communistes ne se contentent pas de promesses, ils ont effectivement défendu certains artisans — les mariniers par exemple — contre les expropriations du grand capitalisme. Les temps vont venir, et déjà même ils sont venus, où le maréchal ferrant, l'ébéniste, le détaillant et le métayer vous déclareront sans broncher que s'ils votent pour le candidat communiste, *c'est que le communisme est le défenseur de la propriété privée* (*sic*). Ajoutez à cela que pour les grandes entreprises on évoque la nationalisation qui « garantira le droit au travail », et vous comprendrez d'emblée le redoutable dynamisme du « parti prolétarien ». Vous rétorquez que la nationalisation n'est en réalité qu'une étatisation, de sorte qu'en définitive, les instruments de production n'auront fait que passer de la ploutocratie à la bureaucratie, pour le plus grand dom-

mage de la classe ouvrière. Vous avez cent fois raison, mais il ne s'agit pas de savoir si l'ouvrier se trompe, il s'agit de savoir comment vous le détromperez.

Il a cette conviction très arrêtée que la ploutocratie « c'est les deux cents familles », épaulées par les « trois cents sénateurs », — et cette conviction non moins arrêtée que la bureaucratie, ce serait le prolétariat, puisqu'elle régnerait par la grâce de l'État prolétarien. Il constate, ce prolétaire, qu'en dépit de vos réquisitoires contre l'étatisme et le fonctionnarisme, le cousin Jules, qui est postier, bénéficie du droit au travail, tout comme la cousine Armandine, laquelle est institutrice et sera « retraitée ».

Il constate encore et toujours, ce même prolétaire, que si vous redoutez l'étatisation, c'est parce que vous y perdrez « votre » entreprise et « votre » propriété, alors que lui — qui ne possède pas son instrument de travail — ne risque point d'en être dépossédé...

Et voilà comment le régime capitaliste aura fait le lit du régime communiste : premier acte, l'expropriation des artisans par les capitalistes ; second acte, l'expropriation des capitalistes par l'État totalitaire.

Voulez-vous inventorier à vue de pays les positions déjà conquises ?

Le Crédit Foncier, la Caisse des Dépôts et Consignations, la Banque de France « réformée » ; la Transatlantique, l'Aéropostale devenue l'Air-France, les usines d'armements nationalisées, les Compagnies de navigation « subventionnées » (on sait ce que parler veut dire), les mines de potasse de l'Alsace, les mines marocaines, la Société Nationale des Chemins de fer en formation, en attendant celle des houillères, des pétroles et des assurances, sans préjudice, bien entendu, des monopoles du tabac, de la régie, des postes et télégraphes, et des offices plus

ou moins étatisants dont le prototype est notre « office du blé ».

L'inventaire est prometteur, et je ne vois pas pour quelle raison l'État socialisant s'arrêterait en si bon chemin, d'autant plus que, sauf quelques protestations platoniques, tout cela s'accomplit à merveille, et, somme toute, sans trop d'anicroche. On s'attend à voir les communistes descendre dans la rue. Les prenez-vous pour des nigauds et des jobards, et les croyez-vous assez sots pour faire le jeu des forces de réaction ?

A quoi bon, d'ailleurs, puisque le temps travaille nécessairement pour eux, et que chaque législature — même de droite — ajoute un fleuron nouveau à la couronne des « étatisations » ?... Mais le jour où celles-ci seront positivement tentaculaires, que subsistera-t-il de nos libertés spirituelles et religieuses ?... Ce qu'il en subsiste en soviétie ou en hitlérie. Celui qui détient les instruments de travail détient la vie des travailleurs ! Cela fut vrai de la ploutocratie capitaliste, qui n'offrait au prolétariat que ce dilemme inéluctable : la famine ou la servitude. Cela sera plus véritable encore de la bureaucratie communiste, mais je vous mets au défi d'en convaincre les travailleurs aussi longtemps que vous n'oserez pas franchir le Rubicon communautaire. De longues années durant, les libéraux ont obstinément refusé de reconnaître le droit au syndicat et le droit au contrat collectif de travail. Qu'y ont-ils gagné, sinon la législation totalitaire d'un Code du travail, dont les quarante heures ne sont que l'une des modalités uniformisatrices et bureaucratiques ?

On ne pouvait obvier à l'étatisation du travail que par l'organisation corporative des conditions de travail. A défaut de régulation professionnelle, nous avons la législation prétendue sociale et trop souvent politicienne.

La question qui se posait autrefois relativement aux

forces de travail se pose aujourd'hui relativement aux instruments de travail.

On se flatte de maintenir leur appropriation personnelle et privée en se bornant à combattre négativement les invasions accélérées de l'étatisation totalitaire.

La vérité, c'est que, faute de préconiser et d'instituer — prudemment et progressivement — l'appropriation communautaire des outillages, nous allons à grands pas vers les socialisations formellement étatistes.

Cassandre! me rétorquera-t-on. Tout se calme, et le prolétariat, déçu par la faillite de l'expérience Blum, fait déjà confiance à l'assagissement radical. Nous en reparlerons.

PAUL CHANSON.

# NOTES ET RÉFLEXIONS

## Discours à Berlin. — Conférence à Paris

La marche des faits internationaux, après avoir tracé de périlleux zigzags, paraît avoir retrouvé un chemin plus raisonnable. Dans la devise *Si vis pacem, para bellum*, l'accent est, depuis quelques jours, placé moins sur la deuxième partie de la phrase et plus sur la première. L'Europe se ressaisirait-elle ? L'Europe, on en a tant parlé à Berlin ! Chacun affirme posséder la panacée qui guérira de tous ses maux la « femme malade ». Mais il s'agit de savoir quel contenu chacun met dans ce mot *Europe*.

En lisant les discours de Berlin, on était frappé de l'insistance avec laquelle le Führer, comme le Duce, parla de la « culture européenne » et de sa défense. De toute évidence, le bolchévisme russe non seulement constitue pour eux un corps étranger dans cette culture, mais il en compromet gravement l'existence. Quelle que soit l'opinion que l'on entretienne à l'égard de bolchévisme, — et pour un catholique cette opinion ne présente aucun doute, — une constatation s'impose : alors que le continent américain forme un tout isolé, le continent européen est étroitement rattaché à l'Asie par le lien de la Russie.

Eh ! quoi, dira-t-on, de ce contact, ne peut-il tirer un enrichissement par sa participation à une double culture, celle de l'Orient comme celle de l'Occident ? Le malheur est que le lien entre ces deux cultures, gréco-latine d'un côté, sino-indienne de l'autre, loin d'apparaître comme le reflet tout au moins, sinon le syncrétisme, des deux, n'en est que la double caricature. Du sens du réel, qui caractérise l'*homo faber* de l'Occident, il a fait un matérialisme fin-en-soi. Du sens de la communauté spirituelle propre aux masses orientales, il a tiré une mystique communiste.

Rien n'est plus irritant, à notre avis, que d'entendre traiter l'U.R.S.S., avec mépris, de « puissance asiatique ». C'est là injure gratuite à des civilisations aussi raffinées que celles de l'Iran, de l'Inde, de la Chine. Le communisme russe les menace d'ailleurs autant que la nôtre.

Je rectifie. Il est une chose plus irritante encore, c'est de

voir le chef du national-socialisme se poser en défenseur de la culture européenne. Oublier, comme il le fait, que cette culture est intimement liée à la pensée chrétienne, dresser en face de cette pensée une *Weltanschauung* qu'elle a dépassée depuis des siècles, c'est pousser l'inconscience ou le cynisme aux plus extrêmes limites.

A part cela, la vérité exige de reconnaître que, des deux défenseurs de la culture européenne qui parlèrent à Berlin, celui dont les termes furent les plus mesurés fut M. Hitler. Il n'a pas, comme M. Mussolini, lancé d'acerbes attaques contre les « fausses démocraties ». Il ne s'est pas vanté, comme lui, de ses hauts faits. Alors que le Duce rappelait la conquête de l'Abyssinie et les sanctions inopérantes de Genève, — l'Italie est toujours membre de la Société des Nations cependant, — le Führer a passé sous silence le réarmement de l'Allemagne. Il a même évité toute allusion au *diktat* de Versailles.

C'est que, pendant que les deux Führers parlaient à Berlin, les experts navals français, britanniques et italiens se réunissaient à Paris pour ajuster les accords de Nyon aux desiderata de Rome. C'est que l'Italie, donc, se savait en contact avec Paris et Londres, et n'oubliait pas le proverbe latin : *Verba volant, scripta manent.* Quelques écarts de langage de plus ou de moins, la France et l'Angleterre y sont habituées. Et Rome reste malgré tout l'alliée de la Grande Guerre. L'hôte du Duce n'a pas manqué de le lui rappeler de façon discrète en faisant allusion aux souffrances dues en Allemagne, après la guerre, à la défaite que n'avait point connue l'Italie.

Il s'agissait, certes, pour lui, d'impressionner et l'Italie et le monde par le déploiement de forces militaires sans précédents depuis cette défaite. Mais, tant que le danger n'est pas sur mer, l'Angleterre reste lente à s'émouvoir. Le chef d'État-major de l'armée anglaise assistait aux grandes manœuvres du Mecklembourg.

Autre chose encore : l'Italie a obtenu gain de cause pour la garde de la Méditerranée; elle ne demande plus qu'une satisfaction, toute platonique d'ailleurs, et qui prouve encore — s'il était besoin de preuves — l'importance du facteur moral, des « impondérables » : la reconnaissance de sa conquête de l'Éthiopie, aussi essentielle à ses yeux que la levée, pour l'Allemagne, de l'hypothèque, toute morale

désormais, que fait peser sur elle la reconnaissance de sa culpabilité dans la guerre.

L'Allemagne, au contraire, réclame des colonies — satisfaction morale également ; les experts coloniaux d'outre-Rhin sont trop au fait de l'économie coloniale pour pouvoir soutenir sans rire que leur pays pourrait tirer de territoires africains ou océaniens les matières premières indispensables à son activité industrielle. Mais qui peut surtout faire droit à la demande allemande, sinon l'Angleterre d'abord ? Il convenait donc de modérer le ton pour ne point déplaire à Londres.

Des conversations de Munich, Essen et Berlin, sortira-t-il un apaisement pour cette Europe dont Mussolini comme Hitler paraissent avoir tant de souci ? La position antirusse prise très nettement par le Duce n'est pas pour faciliter les choses, à Paris surtout. D'où est née l'entente franco-soviétique ? Précisément des craintes éprouvées par la France en présence du danger allemand. Nos voisins peuvent le comprendre d'autant mieux que le traité qu'ils conclurent eux-mêmes à Rapallo avec les Soviets s'inspirait du besoin de sortir de l'isolement et de renforcer leur puissance politique à nos yeux. Ils firent ainsi ce que nous avions fait nous-mêmes, — plus longtemps après la défaite de 1870, il est vrai, qu'eux-mêmes après leur défaite de 1918.

Ainsi ce sont les divisions de l'Occident qui ramènent sur la scène politique européenne ce peuple, dont l'Europe comme l'Asie peuvent redouter les comportements. Au XVI^e siècle, François I^er, voulant résister aux prétentions hégémoniques de la Maison d'Autriche en Allemagne comme en Espagne — menace sur deux frontières —, fit appel au Grand Turc et conclut ainsi, lui Roi Très Chrétien, l'immorale alliance avec les infidèles. Comme résultat, en plein XVII^e siècle, les troupes turques assiégeaient Vienne. Depuis le XVIII^e siècle, ce n'est plus le Grand Turc qui intervient en Occident, c'est le « Russien », comme on disait au temps de Voltaire. On le mobilise pour lutter contre Napoléon, il est soldat de la Sainte Alliance, plus tard il sera un des partenaires de la Triple Entente. Écarté de la Méditerranée par les armes franco-anglaises lors de la guerre de Crimée, il y est reparu à la faveur de la guerre d'Espagne et du traité de Montreux. Et il sert d'épouvantail aux puissances occidentales menacées par la force allemande.

S'il pouvait arriver que l'Allemagne cessât de faire peur à la France et à l'Angleterre, ce jour-là les interventions politiques de la Russie en Europe centrale et occidentale n'auraient plus raison d'être, et la culture européenne serait à l'abri de tout danger. Mais qui donc peut le mieux travailler à ce résultat, sinon l'Allemagne elle-même ?

*
* *

A Berlin, on parla beaucoup de la défense de la paix européenne, tandis qu'à Paris, dans le silence, on travaillait à la consolider en Méditerranée. L'idée fut excellente d'appeler uniquement des experts à cette tâche définie; ainsi pas de séances publiques, point de communiqués, point d'indiscrétions dans la presse. Aujourd'hui jeudi, on nous annonce que l'accord sera signé ce matin même. En trois jours donc, tout aura été réglé. Voilà une belle réussite, digne des accords de Nyon, qui ne peut être d'ailleurs que le résultat d'une préparation diplomatique très poussée.

Rien n'a jusqu'ici transpiré au sujet des résultats de la conférence; nous savons seulement qu'il s'agissait de délimiter à nouveau les zones de surveillance de l'Italie, sans appliquer à la lettre le principe de la parité, mais en s'en inspirant cependant. La présence à Berlin de M. Mussolini et l'absence de tout homme politique, de tout diplomate, de la conférence de Paris, garantissaient l'Allemagne contre le retour à une formation de Stresa. En même temps, Rome apparaissait ainsi comme le lien entre les deux puissances occidentales et la même Allemagne. L'amour-propre italien, si facilement excitable comme on le sait, ne pouvait qu'être satisfait par la tournure prise par les événements.

Pourquoi tout le problème espagnol ne pourrait-il pas être évoqué à présent dans une conférence où le Reich serait représenté ? Si l'accord est fait avec l'Italie, il sera facile à conclure avec le Reich, dont les intérêts en Méditerranée sont beaucoup moins importants. Par la même occasion, on pourrait à cette conférence reprendre la question du nouveau Locarno, et faire ainsi de bonne besogne.

30 septembre 1937

André-D. Tolédano.

# Le Congrès international pour la paix des anciens combattants catholiques, à Vienne

Vienne est une capitale attirante. L'an dernier, elle avait accueilli avec joie le quinzième congrès de *Pax Romana,* et auparavant un très important congrès de médecins catholiques. Oserons-nous écrire, après ce que nous avons déjà écrit du troisième congrès pour la paix des anciens combattants catholiques, que c'est toute l'Autriche qui les a reçus avec un enthousiasme à peine voilé par les règles de la bienséance qui sont observées dans la nouvelle Autriche, comme elles l'étaient dans l'ancienne, et qui rendent ce pays si agréable ?

L'Autriche nous est apparue comme le pays allemand par excellence; le pays allemand catholique; le pays allemand pacifique; mais soucieux de son indépendance; le pays allemand fier de son histoire, aussi, et légitimement, mais douloureux des épreuves de sa monarchie et des calamités qu'elle a involontairement engendrées.

Les épreuves des Habsbourgs depuis un siècle, depuis même cent cinquante ans, ont été lourdes pour la nation autrichienne traditionaliste et sensible.

— Non, mon cher confrère, je ne vous conduirai pas à Mayerling, répondait, avec un serrement de cœur qui se manifestait dans la voix, le rédacteur en chef d'un organe important de la presse viennoise à l'un de mes voisins de table.

— Pourtant...

— Non !

— ...

— Les Autrichiens n'ont pas l'habitude de montrer leurs boîtes à ordures à leurs visiteurs.

Je vous conduirai à Schœnbrunn et aux Capucins. Et, entre les deux, je vous emmènerai à la crypte de Seipel et de Dollfuss.

Je pense que ceci vaut mieux que cela.

*
* *

Lorsque le successeur des grands chanceliers défunts a accepté la charge qu'il occupe brillamment aujourd'hui, il a marqué que le chancelier Kurt von Schuschnigg saurait défendre l'indépendance de l'Autriche, et, au besoin, mourir pour cette indépendance, comme le chancelier Dollfuss était mort.

Quand, le soir mémorable du vendredi 27 août, il a reçu personnellement et officiellement les anciens combattants appartenant à quatorze nations ex-belligérantes, et qui se pressaient dans la salle de gala de la Hofburg, il n'a pas manqué de leur rappeler sa mission.

— La paix, dit-il substantiellement, nous la voulons de toutes nos forces d'anciens combattants catholiques, parce que nous savons quelles souffrances inhumaines apporte avec elle la guerre. Mais nous ne la réaliserons qu'en pratiquant les vertus de la paix; les vertus de la paix qui comportent la compréhension mutuelle, l'esprit de charité et, par-dessus tout, l'esprit de justice.

Des anciens combattants allemands d'Allemagne, des prêtres, qui avaient fait la guerre de 1914 dans les armées du Kaiser, étaient au milieu de nous.

Et nous savons qu'ils ont ratifié les paroles du chef de l'Autriche nouvelle, catholique et, comme la France, soldat de la paix, dans le respect de son indépendance et de sa dignité.

*
* *

A la messe pontificale, célébrée à la cathédrale Saint-Étienne par S. Ém. le Cardinal Innitzer, en présence de S. Ém. le Cardinal Liénart, évêque de Lille; de Mgr Bartolomasi, archevêque-aumônier général de l'Armée italienne; de nombreux autres évêques et prélats; de très nombreuses personnalités religieuses, civiles et militaires parmi lesquelles S. Exc. le Ministre du Reich, M. von Papen, fut particulièrement remarqué; l'abbé Bergey, directeur général du congrès et président des prêtres français anciens combattants, prononça les paroles attendues après celles du Cardinal-évêque de Lille, chef de la délégation française :

— Vis-à-vis de l'Autriche, qui ne consent pas à se laisser rayer de l'histoire, les anciens combattants catholiques ont des responsabilités à prendre, déclara l'abbé Bergey.

Les hommes qui se sont affrontés pour la défense de leurs drapeaux, et qui, ainsi que ceux qui sont tombés, n'ont jamais voulu que la paix, ont le devoir de continuer les absents. Ils sont aujourd'hui solidaires dans la prière et dans l'action. La prière et l'action pour la paix du Christ, c'est-à-dire la paix de justice et d'amour; la paix qui ne pourra s'établir que dans la connaissance des besoins de chaque peuple, de chaque nation, après avoir fait cesser la misère qui engendre les fermentations révolutionnaires, après avoir revisé les traités qui sont à reviser.

Problème moral d'abord, donc, que la paix du Christ, s'écria l'abbé Bergey. Problème qui ne se résoudra qu'avec l'aide de l'Église, puissance morale au-dessus des empereurs, des rois, des chefs d'État dans le domaine moral. Problème qui ne se résoudra qu'en invitant Dieu lui-même au travail de la paix.

Et l'abbé Bergey terminait en affirmant son espérance que l'Europe entendrait de Vienne la voix de la génération du feu, venue au milieu des passions pour faire entendre raison aux gouvernements et aux peuples.

***

Le troisième congrès international des anciens combattants catholiques à Vienne, après ceux de Rome et de Lourdes, a été une grande action qui ne peut être sans lendemain.

Notre-Dame de Maria-Zell, que les congressistes sont allés prier, est Notre-Dame de la Paix en Autriche; comme en France est Notre-Dame de Lourdes ; et en Italie Notre-Dame de Lorette. C'est Notre-Dame partout, la Mère du Sauveur. Nous avons confiance qu'elle a entendu la prière des anciens combattants ex-alliés et ex-ennemis, pour la paix du monde, qui, le 28 août, est montée vers elle et vers le Divin Rédempteur, d'une âme commune et du cœur même de l'Europe.

Arsène A. Couvreur.

# DOCUMENT

## Le radicalisme à la croisée des chemins

Le 18 juin, avec une facilité qui étonna les plus optimistes, le ministère Blum passait la main au ministère Chautemps. Indécise devant une victoire aussi rapide, la presse de droite se sentit traversée d'un double sentiment : la joie de voir s'effondrer un groupement de classe qu'elle accusait de mener la France à l'anarchie; le regret de retrouver au pouvoir les dirigeants d'un parti qu'on avait cru déconsidéré, perdu dans l'opinion. Et beaucoup de se demander si, avec ces revenants de mauvais jours, nous n'allions pas revivre fatalement nos mortelles querelles d'autrefois.

Sans verser dans une douce illusion, il nous paraît qu'à la question, posée en ces termes simplistes, des éléments nouveaux permettent de donner une réponse moins péjorative que ne le suggérerait notre histoire politique des années dernières.

Il y a quelque vingt ans, pour expliquer certaines évolutions déconcertantes, on disait : il y a eu la guerre! Aujourd'hui, pour expliquer ce qui apparaît, en fait, une attitude nouvelle du parti radical, on doit dire, ce nous semble : il y a eu le Front populaire! Ce Front, le dernier des grands cartels des gauches, portait au radicalisme un coup qui faillit lui être fatal. Pour la première fois ce parti perdait sa maîtrise; il n'était plus que le vassal du socialisme, le « Sganarelle du Front populaire ». L'expérience a été dure, mais salutaire. C'est elle qui aura provoqué chez un grand nombre de radicaux le choc en retour dont nous allons parler.

Non pas, certes, qu'ils renient leurs principes, mais comme les magistrats, en appliquant la loi selon son texte, tiennent pourtant compte de son esprit et des situations de fait, ils

entendent donner à leurs principes une interprétation « jurisprudentielle » mieux appropriée aux graves nécessités de l'heure.

Mis devant une tragique croisée des chemins, il leur faut résolument opter entre deux alternatives : ou virer vers une nouvelle voie de salut, ou poursuivre leur marche, au risque de disparaître bientôt dans le courant toujours grossissant du socialisme marxiste.

Cette option s'impose d'urgence. Reste à savoir si les intéressés auront le courage de l'entreprendre, ou, mieux, si ceux qui y sont décidés l'emporteront en nombre et en influence sur ceux qui, toujours confiants dans les bas expédients de la politicaillerie, persistent, sur la foi d'un passé par eux indiscuté, à se bercer de rêves insensés jusqu'à ce que ruine et mort s'ensuivent.

Énumérons brièvement les chances respectives de ces deux éléments du parti.

* * *

Jusqu'ici, le système d'alliance des radicaux s'exprimait dans cette formule devenue classique : « pas d'ennemis à gauche », avec cette contrepartie : « pas d'amis à droite ». Quand, d'aventure, la gauche se montrait trop exigeante, les radicaux en appelaient à l'union nationale, et, s'appuyant sur les éléments de droite, gouvernaient sans leurs alliés ordinaires. Mais, même dans ces passes difficiles, jamais ils ne reniaient leurs accords de fond ; aussi, dès l'alerte passée, invoquant cette fois les nécessités de cette défense républicaine, ils reprenaient sans scrupule leurs positions momentanément abandonnées.

Cependant, après chaque oscillation, le radicalisme, entraîné par le socialisme, s'arrêtait toujours un peu plus à gauche. Aveuglés par leurs préjugés ou ligotés par la peur de paraître trop à droite, ses chefs comprenaient mal ou n'osaient pas défendre, autant qu'il l'eût fallu pourtant, la traditionnelle doctrine du parti, à savoir une doctrine de saine évolution démocratique.

Depuis longtemps déjà, des esprits avisés déploraient et dénonçaient ce jeu de perpétuelles compromissions. Ils y voyaient un double danger : celui d'éloigner du parti nom-

bre de radicaux antisocialistes et celui d'attirer dans le parti une foule d'adhérents plus socialistes que radicaux.

Rappelons ces aveux de M. Pfeiffer : « Le parti radical a trop longtemps négligé de nombreux électeurs républicains que notre programme attirait, mais que le socialisme effrayait (1). » Que sont, pour la plupart, les membres de l'Alliance Républicaine Démocratique, sinon d'anciens radicaux désillusionnés ou effrayés par la politique trop socialisante de leur parti?

On connaît les plaintes de *L'Ère Nouvelle* : « Depuis quinze ans, nous assistons à cette dislocation progressive, les uns tirent à hue, les autres tirent à dia... Il faudra bien que les auteurs responsables de ces manœuvres nous disent s'ils sont des radicaux ou des socialistes égarés dans le parti radical. Il importe que le parti radical soit ramené à une ligne de conduite strictement radicale. Si ce n'est plus ni possible ni désirable, qu'on le dise et que l'on réclame officiellement la dissolution d'une association politique qui a dirigé la France pendant près d'un tiers de siècle (2). » Si celle-ci persiste dans ses atermoiements, une foule d'autres adhérents la quitteront pour adhérer à des partis centristes au programme moins équivoque et moins dangereux.

Aujourd'hui, pour les raisons que l'on sait, ces manœuvres et ces glissements ne sont plus possibles. Les socialistes et les communistes, décidément émancipés, entendent voler de leurs propres ailes vers leur propre destinée. Qui plus est, grâce au puissant dynamisme de leurs troupes, les communistes constituent maintenant l'aile marchante et dirigeante du socialisme. Quant au radicalisme, voué au rôle ingrat de freineur, s'il persiste à maintenir son ancienne alliance, il s'accule au suicide.

Que constate-t-on, en effet? Sur toutes les questions financières, syndicales, sociales, politiques, culturelles, les radicaux sont en opposition nette avec les marxistes socialistes ou communistes. Sur un point particulier, celui de la répartition des impôts, le conflit est des plus aigus. On connaît la formule fameuse lancée un jour par M. Renaudel : « Il faut prendre l'argent là où il est. » Or, le prélèvement sur le

(1) *La République*, 16 avril 1932.
(2) *L'Ère Nouvelle*, 7 août 1935.

capital est « un programme devant lequel renaclent la plupart des radicaux (1) ». A force de multiplier les proclamations en ce sens, « une multitude innombrable finira par croire qu'on se tirerait d'affaires bien simplement si on frappait les « gros », si on cessait de les épargner, si on faisait des « monopoles », si on tripatouillait la monnaie... Beaucoup de citoyens croient de bonne foi tout ce qu'on leur raconte dans les réunions publiques, et l'on aura bien de la peine à les désintoxiquer de cette démagogie débordante (2) ».

Même jugement sévère sur certaines mesures projetées contre la Banque de France, où se marque en net l'idéologie socialiste. « On a commencé, c'est rituel, par exciter les ignorants contre la Banque de France, comme si la ruine de cet établissement indispensable devait, en précipitant le désordre général, apporter le bonheur à chacun et rétablir la situation financière du pays (3). »

Cette institution a-t-elle besoin de réformes, de mise au point, de réadaptation, il faut y procéder avec une extrême prudence, sinon on risque d'acculer le pays à la faillite, puis à la révolution. Avertissement prophétique dont la menace s'est singulièrement rapprochée aujourd'hui.

Toutes les mesures préconisées et soutenues par les députés socialistes, tous les projets élaborés par eux s'inspirent d'une fausse conception de l'égalité et prennent leur origine dans un désir démagogique de flatter le peuple pour conquérir ses suffrages. Certes, cet état d'esprit n'est plus le monopole des gauches. N'a-t-on pas entendu des partisans d'extrême-droite « faire appel à la passion faussement égalitaire de certaines foules, et battre le rappel de sentiments qui n'ont rien de commun avec celui de la véritable égalité (4) »?

Mais qu'on soit extrémiste de droite ou de gauche, c'est faire montre d'esprit simpliste que de vouloir substituer à la grande conception de l'égalité des droits cette autre, plus séduisante en apparence, de l'égalité matérielle des individus. « Une conception faussement matérialiste, antinaturelle et antibiologique, chasserait ainsi de l'esprit des hommes la

(1) *Europe Nouvelle*, 3 août 1935.
(2) *Id.*, 17 juillet 1935.
(3) *Id.*, 17 juillet 1935.
(4) *Id.*, 17 juillet 1935.

notion peut-être la plus ardue à conquérir, qu'ils aient acquise au cours de leur histoire douloureuse (1). »

Comment juger la grave question du syndicalisme des fonctionnaires? Les radicaux ont toujours soutenu les syndicats, il les ont aidés dans leur action professionnelle « chaque fois que cette action paraissait juste et judicieuse », ils n'en sont donc que plus à l'aise pour faire cette déclaration de principe : « Le syndicalisme des fonctionnaires conçu comme il l'est par les instituteurs... est la négation de l'autorité de l'État, disons même la négation de tout État, si profondément attaché soit-il aux libertés démocratiques... Les syndicats, à fortiori les syndicats des fonctionnaires, n'ont point été faits pour organiser des luttes politiques, encore moins pour y participer. »

En s'arrogeant « le droit de préparer la Révolution », en prenant l'initiative d'une agitation « contre les décrets-lois et contre le gouvernement qui les a pris conformément aux pouvoirs qui lui ont été délégués par le Parlement », ils se rendent coupables d'une action « contraire aux intérêts de la République. En adressant des sommations aux parlementaires, ils dénaturent la vraie notion du suffrage universel, de la dignité des élus, du rôle du Parlement (2) ».

La République s'est édifiée sur les ruines des anciennes féodalités, elle ne saurait sans trahir sa fonction tolérer la formation de féodalités nouvelles, fût-ce celle des fonctionnaires. Pour elle, la tolérer serait rétrograder.

Quant aux revendications spécifiquement ouvrières, les radicaux sont prêts à soutenir toutes celles qui ne sont pas contraires aux grands principes de leur parti. Pourvu qu'on maintienne fermement leurs idéals de propriété, de liberté, d'ordre, d'autorité, de démocratie, ils acceptent les projets les plus hardis, tels la participation aux bénéfices et à la gestion des affaires, ils se disent favorables à tout ce qui pourrait favoriser une meilleure répartition des richesses.

Hors de là, « les radicaux sont libres à l'égard du socialisme. Ils n'ont ni les mêmes programmes ni les mêmes méthodes (3) ». « Aucun programme commun n'est réalisa-

(1) *Ère Nouvelle*, 17 juillet 1935.
(2) *Id.*, 6 août 1935.
(3) *La République*, 14 avril 1935.

ble avec les socialistes et les communistes. Manifester ensemble et gouverner ensemble, ce n'est pas la même chose (1). » « Nationaliser et socialiser... ne sont pas des solutions du radicalisme. » Le socialisme est aussi marxiste que le communisme. Tous deux ont les mêmes principes et visent au même but : conduire la bourgeoisie à l'abattoir. S'ils diffèrent, c'est simplement par la méthode. L'un conduit à pied et l'autre en autocar. Le radicalisme et le marxisme ne sont pas de même essence. Ces deux vocables couvrent des notions politiques opposées, ils qualifient des stades de civilisation non seulement différents, mais psychologiquement contradictoires. Selon les termes très justes de M. Gaston Riou, « le radicalisme est démocratique, le marxisme est césarien. Le radicalisme croit à la valeur absolue de la personne humaine; le marxisme méprise l'esprit et ne croit qu'au ventre... Le radicalisme est la fleur politique suprême jaillie au XVIII[e] siècle de la tradition chrétienne et humanitaire; le marxisme émane non du XVIII[e] siècle, mais du monde féodal (2) ».

Les faits et gestes qui se sont déroulés depuis les élections ont renforcé la conviction que l'ancienne alliance n'est plus possible. L'année qui s'est écoulée sous le ministère Blum a été marquée par une longue série d'attentats contre la propriété, l'autorité, la liberté de la presse et de l'opinion dont le radicalisme ne saurait s'accommoder.

L'heure est donc venue de séparer les boucs des brebis, l'ivraie du bon grain, les vrais radicaux des faux radicaux, à savoir des socialistes camouflés en radicaux. Cette sélection est la première et la plus urgente condition de salut.

Pour la réussir, il faut à tout prix oser les déclarations d'incompatibilité qui s'imposent. Cela, les radicaux l'ont compris, aussi mettent-ils maintenant à leur vieux principe une grave restriction.

C'est ce qui ressort d'une déclaration d'Émile Roche sur « cette minorité... qui trouve encore à l'heure présente — ils ont des yeux et ils ne voient pas — qu'il n'y a pas d'ennemis à gauche pour le radicalisme (3) ». C'est ce qu'exprime plus franchement encore cette phrase d'un discours d'Eugène

(1) *Ère Nouvelle,* 17 juillet 1935.
(2) *La République,* 24 septembre 1935.
(3) *Id.,* 12 octobre 1936.

Frot le 25 octobre à Nancy : « On nous a dit ce matin : Pas d'ennemis à gauche. Oui, mais tant qu'il n'y aura pas à gauche d'ennemis de la démocratie... La démocratie est saoule du mensonge dont on la gorge tous les jours. Il faut lui dire la vérité (1). »

***

Si le cri de ralliement : pas d'ennemis à gauche est maintenant absurde, son succédané : pas d'amis à droite ne l'est pas moins. D'ailleurs la rupture avec les socialo-communistes oblige les radicaux à rechercher d'autres alliances, et celles-ci ne peuvent se réaliser qu'avec des éléments centristes.

Fort heureusement, « entre les révolutionnaires fascistes d'extrême-droite et d'extrême-gauche, la place est large pour les hommes de bonne volonté qui voudront pratiquer la vraie fraternité républicaine... dont le rayonnement est, seul, capable de dissiper les graves malentendus de l'heure présente (2) ».

Un premier élément se présente dans les masses adhérentes aux ligues fascistes. Quiconque sait apprécier le réel tel qu'il est se refuse à voir dans tous les manifestants du 6 Février autant de bourgeois égoïstes ou aveugles menés par les puissances d'argent, des fanatiques affolés par « les excitations d'une presse sans scrupule, utilisant cyniquement le mensonge, la calomnie et le faux (3) ».

Les radicaux dont nous parlons ne font aucune difficulté pour le reconnaître, ces prétendus factieux étaient, en immense majorité, d'honnêtes citoyens, des Français moyens, souvent des co-partisans révoltés contre les abus, devenus trop fréquents et trop flagrants, du parlementarisme.

En manifestant, ils entendaient protester contre un certain nombre de ministres qui s'étaient faits les protecteurs des pires affairistes, les étouffeurs de grands scandales financiers, les complices des détrousseurs de l'épargne publique.

(1) *La République*, 16 octobre 1936.
(2) *Ère Nouvelle*, 17 juillet 1935.
(3) *Convent du Grand Orient*, 1934, p. 229.

Et ils entendaient aussi qu'on mît fin au jeu de massacre des gouvernements. Songeons-y! Pendant qu'en Angleterre, Baldwin cédait le gouvernement à Macdonald qui, après six ans de règne, le recédait à Baldwin, en France, les ministres se succédaient à raison de deux par an, c'est-à-dire avec une cadence accélérée désastreuse à la fois pour l'intérêt et l'honneur du pays. « La floraison des Ligues, écrivait Émile Roche en tête de son journal..., n'a pas d'autre cause que l'incapacité de gouverner d'un État fantôme qui n'a pas su préserver le parlementarisme du discrédit ni protéger lui-même les libertés dont il était le gardien (1). »

Mêmes déclarations dans *L'Ère Nouvelle*, sous la plume d'Albert Milhaud, ancien vice-président du parti radical et radical-socialiste : « Pendant plusieurs jours, beaucoup de Français et de Françaises ont vécu avec la crainte, les uns d'un attentat contre le régime, les autres d'une Révolution (2). » Mais à qui la faute? sinon d'abord aux parlementaires qui ont abusé de leur mandat. « Tandis que les pouvoirs publics s'employaient mollement à l'étude des réformes, les organisations extrémistes ne perdaient aucun temps à faire servir ce même mécontentement à leurs fins d'agitation et de faction. De là sont venues les trop nombreuses manifestations du fascisme (3). »

A ce propos, M. Milhaud fait siennes les pensées de deux journalistes centristes, Jean Thévenot et Georges Bidault : « C'est sous le signe de l'incapacité et du manque de compréhension des vrais intérêts du pays que la Chambre a renversé le ministère... Si le régime parlementaire doit succomber, nous saurons que les responsables de sa chute sont les parlementaires eux-mêmes. Il ne suffit pas de nous casser les oreilles avec des proclamations antifascistes; encore faut-il ne pas donner au fascisme des chances que tous ses efforts auraient été impuissants à fournir (4). »

Parmi les grands responsables. il faut citer M. Léon Blum, un des principaux champions de l'antifascisme. A parler franc, ce sont bel et bien les « chutes successives des minis-

(1) *La République*, 21 juin 1935.
(2) *Ère Nouvelle*, 17 juillet 1935.
(3) *Id.*, 12 août 1935.
(4) *Id.*, 24 août 1935.

tères de gauche — auxquelles les amis de M. Blum ont tout de même contribué — qui nous ont conduits au 6 Février... »

Depuis, M. Blum a passé un an au pouvoir, et sa manière incertaine de gouverner, en aggravant la situation intérieure du pays, a puissamment favorisé la propagande fasciste. « La dictature est sortie partout des convulsions politiques et sociales, des désordres, des violences, des imprudences, des inexpériences... La démocratie n'a succombé en Europe que par la complicité tacite des foules qui ont fini par se résigner à la dictature par crainte de l'anarchie (1). »

Constater le mal, c'est bien ; en diagnostiquer les causes et en déterminer les remèdes, c'est mieux.

Aux yeux des esprits les moins perspicaces, l'extraordinaire instabilité ministérielle a une signification tragique. Elle est plus qu'un simple caprice de parlementaires avides de changement, elle est le résultat de la profonde antinomie qui met les radicaux et les socialistes en lutte perpétuelle. Mais celle-ci, d'où vient-elle, sinon de la longue obstination des radicaux à s'allier aux socialistes, tous hostiles à leurs principes.

Ici encore, si les radicaux veulent se sauver, et avec eux sauver le régime et la constitution en assurant aux gouvernements plus de stabilité, force leur est de s'appuyer désormais sur des éléments qui partagent d'assez près leur programme, à savoir sur les éléments centristes constitués par la grande masse des républicains démocrates.

Professions libérales, petits bourgeois, artisans et hommes du peuple, ces républicains n'ont rien de réactionnaire, au sens qu'on s'est complu à attacher à ce mot ; ils sont même prêts à faire droit à toutes les légitimes revendications des classes populaires. Ce qu'ils combattent, ce sont les féodalités qui tendent à se créer des privilèges et à vivre aux dépens de la collectivité : celle des capitalistes, des parlementaires et des fonctionnaires, qui ont déformé le régime au profit d'un groupement, d'une classe ou d'un parti, mais aussi celle des socialistes, et des communistes qui rêvent de transformer et d'exploiter le régime dans l'intérêt exclusif de leur classe.

Leur programme pourrait se résumer à peu près comme

(1) *Ère Nouvelle,* 7 novembre 1936.

suit. A l'intérieur : pas de dictature, de droite ou de gauche ; ni réaction ni révolution ; ni capitalisme ni communisme. A l'extérieur : ni Berlin ni Moscou ; ni Valence ni Madrid. Non pas détruire la République démocratique, mais la réformer en introduisant les adaptations et les perfectionnements qui la rendraient plus acceptable et donc mieux viable. Mais qu'est-ce que tout cela, sinon le programme même des radicaux ?

Proclamer, avec M. Gaston Martin : « Le bloc antifasciste ou la défaite » est une absurdité digne d'un franc-maçon politicien, elle étonne dans la bouche d'un homme qui se prétend historien. Les communistes français, en multipliant leurs efforts pour compromettre notre gouvernement en faveur du Front populaire d'Espagne, sans souci des complications internationales — et même de la guerre qui pouvait en sortir (M. Blum l'a nettement reconnu) —, ont fourni la preuve qu'ils subordonnaient l'intérêt français à d'autres intérêts que l'on devine.

En dépit des équivoques et des accusations mensongères lancées par les organes d'une presse intéressée, les plus fascistes, les plus dictatoriaux des deux ne sont donc pas ceux que l'on pense. Les extrémistes du Front populaire dépassent de beaucoup en exigences et en intransigeance ceux du Front national. La preuve en est que ceux-ci se disent prêts à soutenir un gouvernement radical, suffisamment respectueux des valeurs nationales ; ceux-là s'organisent pour le renverser et le remplacer par une dictature de classe.

Quoi qu'il en soit : « La France a beau être divisée entre « fascistes » et « antifascistes », écrit Alfred Fabre-Luce, elle ne supportera d'être gouvernée ni par les uns ni par les autres. Il y aura un jour une synthèse. Il y aura un jour une union nationale, sans captifs, faite dans un esprit d'égalité et de bonne volonté pour des hommes nouveaux. »

Comment se fera cette synthèse ? D'aucuns estiment que ce sera par un choc violent, mais bref et stérile, des deux « Fronts ». « Il permettra aux reconstructeurs qui viendront ensuite d'user, sans trop étonner, de méthodes autoritaires — et il faudra certainement de l'autorité pour « secouer » les Français, leur apprendre la coopération, les déshabituer de ce mol optimisme dans lequel aujourd'hui tous les partis les endorment, ou de ce vil égoïsme dans lequel les partis

eux-mêmes s'éternisent. » Mais ne serait-il pas possible d'obtenir des résultats désirés sans attendre ces tragiques éventualités? Beaucoup le croient. Dès lors, « les hommes de bonne volonté doivent travailler à atteindre le but sans passer par la période de violence. Tout espoir n'est pas perdu (1) ».

D'ailleurs, plusieurs circonstances inattendues semblent favoriser cette solution. Notons d'abord une sérieuse désaffection des régimes dictatoriaux. Ces régimes ont supprimé l'anarchie chez eux; mais à quel prix? Qu'en est-il dans la réalité des merveilleux résultats qu'ils avaient promis? En tous cas, là où ils se sont établis, l'ordre dont ils se glorifient s'est fait sur les ruines d'une liberté auxquels les Français restent passionnément attachés.

JOSEPH BERTELOOT.

(1) *La République,* 18 août 1935.

# PROCHE-ORIENT

La répartition des mandats opérée par la Société des Nations, et les troubles sans cesse renaissants n'ont cessé, depuis la guerre, de ramener l'attention des grandes puissances sur le Proche-Orient. C'est là, plus encore qu'ailleurs, que les liens de race, de religion et de culture entrent avec les intérêts économiques en une composition qui, pour être souvent secrète, ne cesse jamais d'être réelle. En retraçant brièvement l'histoire de ces pays au cours des dernières années, on s'efforce ici de caractériser la situation présente, à l'aide d'une documentation précise et abondante.

I. — Egypte.
II. — Syrie et Liban.
III. — Palestine.

# Les événements du Proche-Orient

Au cours de ces derniers mois, les événements se sont précipités dans le Proche-Orient et ont causé de graves inquiétudes aux gouvernements européens dont il semble qu'ils ont marqué la fin de la domination politique en ces régions. Sans doute, l'Égypte, la Syrie, la Palestine ne tiennent pas sur l'échiquier politique et dans la vie sociale la place de ces immenses blocs humains que sont la Chine, le Japon, l'Inde, et trop souvent une regrettable erreur de perspective, causée peut-être par des souvenirs historiques trop étroits, nous aveugle sur la proportion relative des faits internationaux ; notre temps se désintéresse encore beaucoup trop des angoissants problèmes de l'Extrême-Orient. Pourtant le Proche-Orient joue dans la politique internationale un rôle considérable : cette influence est due sans doute aux traditions historiques qui firent de ces régions le berceau, puis, pendant de nombreux siècles, le centre du monde et qui lui maintiennent un certain prestige ; elle est due aussi aux rivalités des puissances européennes qui veulent sauvegarder leurs traditions, profiter de ce prestige, développer leur expansion.

Mais il est surtout deux aspects essentiels à considérer : d'une part les jeunes nations du Proche-Orient ont ou peuvent avoir une grande valeur intrinsèque ; le réveil national que l'on constate partout en Orient suscite un renouveau politique et culturel qui tend à rendre à ces pays leur puissance et leur civilisation antiques. L'exemple de la Turquie est, à cet égard, tout à fait caractéristique, et, de son côté, l'Égypte commence à faire figure de nation dynamique. D'autre part, ces pays n'ont pas une moins grande valeur à titre de lien, de passage entre l'Occident et l'Orient : l'Égypte par le canal de Suez, la route de l'Inde, la route du Gap, la Palestine, la Syrie et l'Irak par la restauration — encore partielle — de l'antique route de la soie pour l'Extrême-Orient, et surtout par le développement intense des voies aériennes pour l'Extrême-Orient.

Nous résumerons très brièvement dans cette chronique les événements de ces derniers mois et nous donnerons quelques références bibliographiques qui permettront d'étudier ces sujets plus en détail.

## I. — Égypte

Au moment où éclata le conflit italo-éthiopien, toutes les sympathies de l'Égypte se portaient vers la victime de l'agression. Aussi l'attitude de la Grande-Bretagne vis-à-vis de l'Italie rencontra-t-elle l'approbation du gouvernement comme de la population égyptienne. Bien que, n'étant pas membre de la Société des Nations, l'Égypte n'hésita pas à appliquer les sanctions à l'Italie, dénonçant, sans compensation proportionnée, des accords commerciaux qui lui rapportaient un demi-million de livres de bénéfices, risquant de perdre l'amitié d'un de ses plus puissants voisins, dont 60.000 nationaux vivent sur son sol.

Pour la première fois peut-être, la politique anglaise et les intérêts de l'Empire, d'une part; les sympathies égyptiennes et les liens de race, de religion, de culture, d'autre part, aboutissaient au même objectif : soutenir l'Éthiopie (1).

Le 11 octobre 1935, la cordialité qui animait les relations anglo-égyptiennes reçut une éclatante confirmation : aux applaudissements d'une foule énorme, les troupes britanniques et égyptiennes défilèrent, à Alexandrie, devant le premier ministre, Nessim Pacha, et le haut-commissaire britannique, Sir Miles Lampson.

Des voix discordantes se faisaient entendre cependant...

(1) « Égypte 1936, Le diptyque anglo-égyptien », Henry Ayrout. *Etudes*, 20 janvier 1936.

Certains nationalistes égyptiens s'entêtaient à nier toute espèce de solidarité de principe entre leur pays et la Grande-Bretagne. Ils s'inquiétaient du formidable rassemblement de forces armées britanniques autour du canal de Suez : 80.000 hommes à terre, la *Home Fleet* au large... Ce rassemblement ne permettrait-il pas à leur « protecteur » d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Égypte, fort troublées à ce moment?

Le danger aux frontières devenant moins pressant, nombreux furent bientôt les Égyptiens qui prétendirent monnayer le concours que leur pays apportait à l'Angleterre : puisqu'il était manifeste, disaient-ils, que l'Angleterre ne pouvait, en cette période critique, se passer de l'Égypte, il fallait en profiter pour lui arracher la reconnaissance de la pleine souveraineté de la patrie.

Cet état d'esprit fut exprimé par Nahas Pacha, président du grand parti nationaliste, le Wafd, dans un discours à Alexandrie :

> Si la Grande-Bretagne désire éprouver notre amitié et notre bonne volonté, l'occasion est actuellement des plus propices. Mais la Grande-Bretagne ne pourra pas forcer notre collaboration, comme en 1914. Si cet espoir se dissipait, le devoir du pays serait de défendre son existence.

*Pour le rétablissement de la Constitution.*

Ce que les Égyptiens demandaient depuis longtemps, ce n'était pas seulement l'abrogation des restrictions à leur indépendance imposées par les Anglais en 1922. Un autre conflit, de politique intérieure celui-là, les opposait au Haut-Commissaire. On lui reprochait violemment de s'opposer à la remise en vigueur de la Constitution libérale de 1923, inspirée de la Constitution belge, qui devait

normalement remplacer la Constitution autoritaire de 1930, abolie par Nessim Pacha en novembre 1934.

Le gouvernement de Londres estimait, en effet, écrit M. Georges Meyer dans une de ses remarquables lettres du Caire, que la constitution de 1923 avait été cause de troubles trop nombreux pour pouvoir être rétablie sans les amendements que l'expérience passée imposait (1).

La véritable raison était que

bien des milieux britanniques redoutaient de voir le Wafd retourner au pouvoir : l'expérience réalisée en 1930, où, grâce à l'intervention britannique, Nahas Pacha et ses collaborateurs ont pris en main les responsabilités du gouvernement et poursuivi avec le cabinet travailliste des négociations qui n'ont conduit qu'à préciser la divergence de vues du Wafd et de tout cabinet britannique soucieux d'assurer la défense de l'Empire, était, au sens du Foreign Office, suffisamment concluante (2).

Cependant des négociations au sujet du retour au « régime constitutionnel » se poursuivaient dans le plus grand secret entre le roi Fouad, le ministère, le haut-commissaire britannique et même les dirigeants du Wafd. La presse arabe, ne sachant à quoi s'en tenir, commençait à s'énerver.

Ce fut le discours, « singulièrement inopportun, quoique très franc (3) », prononcé le 9 novembre 1935, au Guidhall, par Sir Samuel Hoare, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, qui mit le feu aux poudres.

Tout en assurant que le gouvernement de Sa Majesté n'avait jamais eu l'intention de s'opposer au retour de

(1) « La crise politique en Égypte », *Le Temps*, 20 novembre 1935.
(2) Idem.
(3) Idem.

l'Égypte à un régime constitutionnel adapté à ses conditions spéciales, celui-ci avait déclaré :

Quand, cependant, nous avons été consultés, nous nous sommes prononcés contre le rétablissement de la Constitution de 1923 ou de celle de 1930, la première s'étant révélée inapplicable, la seconde étant universellement impopulaire (1).

*Les émeutes de novembre 1935.*

La réponse du peuple égyptien à ce qu'il considérait une intolérable intervention du gouvernement britannique dans les affaires intérieures de l'Égypte ne se fit pas attendre. Le 13 novembre, anniversaire du jour où Zaghloul Pacha était venu, au nom de son peuple, remettre entre les mains du haut-commissaire les revendications posées par le Wafd, des milliers de manifestants applaudissaient, au Caire, un véhément discours de Nahas Pacha :

L'Égypte est décidée, déclarait celui-ci, à obtenir le rétablissement du régime constitutionnel et l'indépendance malgré l'opposition de la Grande-Bretagne.

Un autre orateur, Makram Ebeid, stigmatisa la

duplicité britannique qui, à Genève, mobilise, au nom du droit, le monde entier pour défendre l'indépendance éthiopienne, et qui, rompant avec ses engagements, refuse à l'Égypte le droit élémentaire de se donner la Constitution de son choix, entrave le nationalisme égyptien dans sa libre et naturelle évolution (2).

(1) Cité dans « Great Britain and Egypt, 1914-1936 ». *Royal Institute of International Affairs*. Londres.
(2) Cité par M. Georges Meyer, « La crise politique en Égypte », *Le Temps*, 20 novembre 1935.

La foule, conspuant sans cesse les noms de Sir Samuel Hoare et de Nessim Pacha, entra en collision avec la police.

Le bilan de deux journées de manifestation, où les étudiants intervinrent fort activement, s'éleva à six morts et cent soixante-deux blessés.

*Le Front national et le triomphe du Wafd.*

Le Wafd, assuré d'avoir derrière lui la grande majorité des Égyptiens, avait déclaré la guerre aux Anglais. Le 17 novembre, Nahas Pacha adressa à la S.D.N. un mémorandum où il proteste, « au nom du peuple égyptien », contre l'agression dont souffre l'Égypte dans son indépendance, sa liberté, sa dignité et ses institutions (1) ».

Un grand succès pour la cause nationaliste fut la constitution du « Front national », le 10 décembre. L'union de tous les partis égyptiens empêchait le haut-commissaire de profiter des divisions entre les hommes politiques. Le « Front national » rédigea deux documents qui furent signés par les chefs des partis représentés, Nahas Pacha, président du Wafd, Mahmoud Pacha, président du Parti libéral constitutionnel, Sedky Pacha, président du Chaab, et Yehia Ibrahim Pacha, président de l'Ittihad. Le premier document, une supplique adressée au roi Fouad, lui demandait de rétablir la constitution de 1923. Le second, manifeste remis à Sir Miles Lampson, réclamait l'ouver-

(1) Voir le texte paru dans le *Journal des Nations*, 26 novembre 1935.

ture de négociations pour la signature d'un traité anglo-égyptien sur la base du projet Henderson-Nahas élaboré en 1930.

Les Égyptiens n'eurent pas à attendre longtemps pour avoir satisfaction sur le premier point. Le 13 décembre, le roi rétablissait la constitution libérale tant désirée. Une semaine après, était publiée la loi électorale appelant tous les Égyptiens aux urnes en mai 1936. Fort de l'appui du roi, le premier Ministre, Nessim Pacha, au cours d'ultimes négociations avec le Haut-Commissaire, avait menacé de démissionner. Le diplomate anglais avait cédé, à condition que le retour à la vie parlementaire fût effectué avec prudence.

*Le traité anglo-égyptien.*

La conclusion du traité anglo-égyptien fut plus laborieuse (1). Le 31 décembre, M. Eden, successeur de sir Samuel Hoare aux Affaires étrangères, fort préoccupé par le conflit italo-éthiopien, demande un délai pour étudier les revendications égyptiennes.

A l'occasion du Congrès international de chirurgie, les manifestations d'étudiants reprennent cependant au Caire dans les premiers jours de janvier 1936.

Cela n'empêche pas sir Miles Lampson de mener d'actives négociations, non pas avec Nessim Pacha, qui est

(1) Bonne analyse des négociations préliminaires dans « The Situation in Egypt », par M. H. A. R. Gibb, *International Affairs*, mai-juin 1936.

pourtant chef du gouvernement, mais avec les dirigeants du Front national. Le gouvernement britannique voulait, en effet, traiter avec un gouvernement de coalition, et non pas avec un gouvernement indépendant des partis. Pour éviter tout mécompte, il entendait que le Front national prît la responsabilité de l'acte qui régirait les rapports entre l'Égypte et la Grande-Bretagne.

Nessim Pacha démissionna le 23 janvier. Mais quand le roi demanda à Nahas Pacha de former un ministère de coalition, où tous les partis du Front national seraient représentés, le chef du Wafd déclina l'offre, en déclarant que son propre parti devait assumer seul la responsabilité du pouvoir.

Devant ce refus, le roi Fouad se résigna à former un cabinet « neutre », composé de fonctionnaires et présidé par le chef de sa maison privée, Aly-Maher Pacha.

Ce ne fut pas, néanmoins, ce personnage qui poursuivit les négociations avec sir Miles Lampson. Ce soin fut confié à une délégation extra-ministérielle, composée de dix membres du Wafd et de cinq membres des autres partis, qui commença ses travaux le 2 mars. Leur objet était d'établir un projet de traité d'alliance et de préparer la solution des quatre problèmes essentiels : celui de la protection des communications impériales, celui de la défense de l'Égypte, celui de la protection des étrangers, celui du statut du Soudan.

Les négociations se réduisirent à un dialogue souvent orageux entre sir Miles Lampson et Nahas Pacha. Elles furent interrompues, une première fois, par la mort de George V. Devant le deuil qui frappait l'Empire, les Égyptiens gardèrent une attitude digne : « Les Anglais qui étaient en Égypte à ce moment n'oublieront pas facilement la sympathie qui leur fut exprimée par toutes

les classes de la société, y compris les étudiants », écrit le professeur Gibb (1). Puis le roi d'Égypte, Fouard Ier, disparut le 28 avril 1936. Ses sujets rendirent un hommage unanime à leur premier souverain, qui, en dépit de la maladie, avait apporté aux délégués égyptiens l'appui de son autorité morale.

A la suite des élections des 2 et 7 mai, qui furent un triomphe pour son parti (166 députés wafdistes sur 232), Nahas Pacha, chef du Wafd, remplaça Aly Maher Pacha à la tête du gouvernement.

Le 26 août 1936, le traité « établissant entre les deux pays une alliance » fut signé à Londres par M. Eden, secrétaire d'État, pour les Affaires Étrangères de la Grande-Bretagne, et Nahas Pacha, premier Ministre d'Égypte (2).

Le traité anglo-égyptien comprend trois parties principales : la première traite des questions militaires, la seconde du régime du Soudan, la troisième des capitulations.

1° *Les questions militaires :*

L'occupation militaire de l'Égypte par les forces de S. M. le Roi et Empereur a pris fin,

stipule l'article 1er. — Cependant, ajoute l'article 8 :

vu que le Canal de Suez, partie intégrante de l'Égypte, est une voie mondiale de communication en même temps qu'un moyen

(1) « The Situation in Egypt », in *International Affairs*, mai 1936.
(2) Le texte intégral a été publié dans *L'Afrique Française*, janvier 1937.

essentiel de communication entre les différentes parties de l'Empire britannique, S. M. le Roi d'Égypte, en attendant que les hautes parties contractantes conviennent que l'armée égyptienne se trouve en état d'assurer par ses propres moyens la liberté et l'entière sécurité de navigation du canal, autorise S. M. le Roi et Empereur à installer des forces en territoire égyptien, dans le voisinage du canal,... pour assurer la défense du canal en coopération avec les troupes égyptiennes.

Ces forces britanniques ne pourront être supérieures à 10.000 hommes, plus 400 pilotes.

Le développement et l'organisation de l'armée égyptienne seront intensifiés avec l'aide d'une mission militaire britannique.

2° *Le régime du Soudan.* — Le gouvernement du Caire obtient qu'une part plus large soit accordée aux Égyptiens dans l'administration du Soudan, placé, en vertu des conventions de 1899, sous le condominium de l'Égypte et de l'Angleterre. Un haut fonctionnaire égyptien sera adjoint au Conseil du gouverneur général britannique ; pour la nomination aux charges, aucune autre discrimination ne sera faite entre Anglais et Égyptiens que celle de la compétence : les troupes égyptiennes seront de nouveau admises à participer à la défense du Soudan.

3° *Les capitulations.* — Ce problème épineux, qui mettait en cause d'autres intérêts que ceux de la Grande-Bretagne et de l'Égypte, fait l'objet des articles 12 et 13 :

S. M. le Roi et Empereur reconnaît que la responsabilité pour la vie et les biens des étrangers en Égypte incombe exclusivement au gouvernement égyptien, qui assurera l'exécution de ses obligations à cet égard.

S. M. le Roi et Empereur reconnaît que le régime capitulaire existant actuellement en Égypte est incompatible avec l'esprit du temps et l'état actuel de l'Égypte.

S. M. le Roi d'Égypte désire l'abolition sans délai de ce régime.

Ainsi, le gouvernement britannique s'engageait à user de son influence auprès des puissances capitulaires pour les amener à renoncer à leurs droits.

## *La Conférence de Montreux pour l'abolition des capitulations.*

Les capitulations sont, on le sait, des traités consentis par la Sublime Porte, à l'époque de sa toute-puissance et dans la plénitude de ses droits souverains (1), aux sujets des puissances chrétiennes qui résidaient temporairement ou d'une manière permanente sur les territoires soumis à sa domination.

Ces traités, conclus entre 1535 et 1855, avec quinze États, garantissaient aux étrangers les privilèges suivants : 1° les libertés de circuler, de pratiquer leur religion, d'exercer le commerce ; — 2° l'immunité fiscale : aucun impôt ne pouvant leur être appliqué sans l'autorisation de la puissance intéressée ; 3° l'immunité de juridiction : en matière pénale comme en matière civile, les étrangers n'étaient justiciables que des tribunaux consulaires ou

(1) Cf. Considérations sur le premier traité conclu entre François Ier et Soliman le Magnifique, dans l'étude du P. Louis Costaz, S. J., *En Terre d'Islam*, septembre 1936.

des tribunaux mixtes. Par suite de la création des tribunaux mixtes, en 1876, les étrangers ne ressortissaient de leurs propres consuls que pour les crimes et délits. Les tribunaux mixtes, composés des magistrats étrangers et égyptiens, dans les proportions de deux à un, connaissaient, en matière civile, de toutes les contestations entre étrangers et Égyptiens, ou entre étrangers de nationalités différentes ; en matière pénale, des contraventions commises par les étrangers. De plus, en vertu de cette immunité, aucune loi nouvelle ne pouvait être appliqué aux étrangers sans l'avis conforme de la Cour d'Appel mixte d'Alexandrie.

L'Égypte, qui venait de conquérir son indépendance extérieure, entendait assurer sa pleine souveraineté interne. Comment faire pour se libérer de ces obligations d'exception qui soustraient à ses lois, à ses tribunaux et à ses impôts les 200.000 étrangers établis dans la vallée du Nil ?

Certains exaltés exigeaient une dénonciation unilatérale ; d'autres se contentaient de l'agrément de la Grande-Bretagne.

Le gouvernement anglais s'y opposa, explique le P. Louis Costaz. Il ne pouvait signer un traité qui, sans leur avis, aurait signifié aux puissances la fin de leurs droits. Il fut donc décidé qu'une conférence internationale serait convoquée. Mais on prendra soin de faciliter la besogne à cette conférence et on ne la laissera pas dans l'embarras sur ce qu'on attend d'elle. Elle aura trois suppressions à enregistrer : celle de toutes « les entraves » qui gênent l'application des lois aux étrangers, celle de la compétence des juridictions consulaires en matière pénale, et celle, moins immédiate, des tribunaux mixtes (1).

(1) « Les capitulations et le traité anglo-égyptien », Louis Costaz, S. J., *En Terre d'Islam*, septembre 1936.

La Conférence de Montreux commença ses travaux le 12 avril 1937. Ils durèrent un mois.

Dès le début, il apparut que la France serait, dans le débat, la principale protagoniste : elle avait à défendre de gros capitaux (30 milliards, les 3/5 des investissements étrangers) et des œuvres plus nombreuses, plus anciennes que celles de toutes les autres colonies (ses établissements d'enseignement groupent près de 35.000 élèves). La Belgique, la Grèce et d'autres pays se rangèrent derrière son argumentation. L'Angleterre, en vertu du traité, soutint les propositions égyptiennes, qu'elle avait d'ailleurs aidé à établir (voyage au Caire du conseiller Beckett). L'Italie oscilla entre les deux pôles (1).

Le 8 mai furent signées les conventions relatives à la suppression des capitulations et au règlement de l'organisation judiciaire de l'Égypte.

Les privilèges dont jouissaient les étrangers en matière fiscale sont abolis. De son côté, le gouvernement égyptien prend l'engagement de ne pas se livrer, à l'égard des étrangers, à une politique de discrimination en droit ou en fait.

Les anciennes puissances capitulaires peuvent maintenir, pour une période transitoire de douze ans, leurs juridictions consulaires, mais en matière de statut personnel seulement (mariage, filiation, succession). Les tribunaux mixtes conservent leur compétence pour la même période transitoire : des magistrats égyptiens remplaceront leurs onfrères étrangers au fur et à mesure des vacances. Ainsi, les Égyptiens s'habitueront à juger les Européens, et les Européens à être jugés par des Égyptiens.

(1) « L'Egypte devant les Puissances », Henry Ayrout, *En Terre d'Islam*, mai 1937.

Ajoutons qu'une lettre annexe, selon un texte proposé par la délégation italienne, garantit le *statu quo* pour « les institutions scolaires et religieuses, les hôpitaux et les œuvres d'assistance étrangers en Égypte, durant la période transitoire ».

*
* *

En un an, l'Égypte avait, par des moyens pacifiques, conquis sa pleine indépendance. Le 27 mai 1937, à l'invitation de vingt-deux États, elle était admise à la Société des Nations.

## II. — Palestine

*Juifs et Arabes.*

175.000 Juifs en Palestine en 1931, 350.000 au début de 1936 : deux chiffres qui expliquent le profond malaise qui régna dans ce pays sous mandat britannique, au moment où, par suite du conflit italo-éthiopien, la situation dans le Proche-Orient était si troublée et où elle continue d'être menaçante.

En face de cette immigration — accélérée par la politique antisémite de plusieurs gouvernements européens — l'attitude des 825.000 Arabes, musulmans et même chrétiens, qui habitent le pays, est nette : opposition systématique et souvent violente. Qu'on se rappelle les émeutes de 1929 et de 1933 (1)...

Les Arabes, constate un journal libanais, sont enclins plutôt à considérer la question palestinienne en général, et celle afférente à l'immigration en particulier, sous l'angle politique. Ils craignent que l'accroissement excessif de la population juive ne compromette, dans un avenir plus ou moins proche, la prépondérance de l'élément arabe dans le pays et rende ainsi impossible la formation d'un État arabe (2).

Aux engagements pris par Lord Balfour envers les Juifs, les Arabes opposent les promesses faites par le colonel Lawrence à Fayçal et à ses compagnons pendant la guerre (3).

(1) Bon exposé des événements antérieurs à 1936 dans : *Great-Britain and Egypt,* publié par « The Royal Institute of International Affairs ».
(2) *L'Orient,* 30 octobre 1934.
(3) Exposé du point de vue arabe, « An Arab view of the situation in Palestine », par Emile Ghory, *International Affairs,* septembre 1936.

Au ressentiment religieux, aux calculs politiques s'ajoutent des griefs d'ordre économique particulièrement amers. Les Arabes se plaignent que les Juifs leur enlèvent leurs terres. De fait, alors que chaque chef de famille arabe possédait, en 1930, une moyenne de 98 ares, celle-ci n'était plus que de 70 ares cinq ans plus tard. Comment osez-vous vous prétendre spoliés ? répondent les Juifs. Ces terres, nous vous les avons légalement achetées, et à bon prix encore !

Le pauvre fellah musulman, constate J. Pignal, n'a jamais été insensible à une démarche appuyée d'argent : ses dounams caillouteux ou paludéens lui semblent toujours bien payés. Il se dépouille avec un naïf empressement, quitte à gémir ensuite, lorsqu'il aura gaspillé sottement sa fortune inespérée (1).

Ne voulant pas s'engager au service des nouveaux propriétaires (la Palestine souffre, de ce fait, d'une grande pénurie de main-d'œuvre, surtout dans l'agriculture), l'Arabe, pour récupérer ses terres, se rallie à une solution facile : jeter les Juifs à la mer.

Et la Puissance mandataire ? Peu désireuse de quitter ce pays situé au carrefour des routes d'Asie, la Grande-Bretagne pratique la politique du « wait and see ». Ne pouvant favoriser une des parties sans mécontenter l'autre, elle s'en tient aux termes du mandat.

Et ce *statu quo*, renforcé ou non, est peut-être bien la seule solution qui pour longtemps mérite d'être retenue (2).

*Le Conseil législatif.*

L'évolution de la situation internationale allait forcer bientôt le gouvernement de Londres à faire un geste. Au

(1) « Incertitudes palestiniennes », *En Terre d'Islam*, novembre 1934.

(2) J. Pignal, *En Terre d'Islam*, *ibid.*

plus fort de la tension anglo-italienne, au moment où Égyptiens et Syriens, voisins immédiats de la Palestine, se révoltaient contre leurs protecteurs européens, le Haut-Commissaire britannique annonça son intention de doter le pays sous mandat d'un Conseil législatif. Seule, sans doute, de toutes les possessions britanniques, la Palestine ne possédait encore aucun élément quelconque de représentation populaire.

Le projet présenté par le Haut-Commissaire, Sir Arthur Wauchope, prévoyait la création d'une petite assemblée consultative — on ne saurait guère l'assimiler à un véritable parlement — comportant des membres élus séparément par les communautés musulmane, israélite et chrétienne, et d'autres nommés par le Haut-Commissariat. Au total, il y aurait 11 représentants pour l'Islam, 7 pour les Juifs, 3 pour les confessions chrétiennes, proportion qui correspondait à peu près à l'importance des trois familles religieuses en Palestine (1).

C'était en décembre 1935. Les Juifs, réunis au Congrès sioniste de Lucerne, repoussèrent, comme contraire à la déclaration Balfour, ce projet, destiné surtout à calmer les chefs arabes. Installés en Palestine par droit, et non par tolérance, ils n'entendaient pas être soumis aux volontés des Arabes.

L'attribution de compétences législatives aux adversaires déclarés du Mandat, et, en particulier, du Foyer national juif, contribuerait nécessairement à saper les bases du système mandataire, disait M. Haim Weizmann.

Soumis à l'examen du Parlement britannique, le projet souleva une vive opposition : il fut rejeté par la Chambre des Communes le 25 mars 1936.

(1) Cf. « A Parliament for Palestine », *Manchester Guardian*, 7 janvier 1936.

Les Arabes, qui pourtant n'avaient pas manifesté grand enthousiasme pour le projet (ils réclamaient la constitution d'un gouvernement analogue à celui qui existait en Syrie), considérèrent la décision du Parlement anglais comme une fin de non-recevoir à leurs revendications. Ils expliquèrent cet échec par des pressions juives sur les sphères gouvernementales londoniennes.

On peut penser — sans en avoir de preuves certaines — que la propagande italienne et allemande, toujours à l'affût de ce qui pouvait gêner, soit l'Angleterre, soit les Juifs, ne resta pas inactive. Des ligues armées se formèrent parmi les Arabes : un de leurs chefs, El Khoury, déclare au début d'avril 1936 :

Si les Juifs continuent à nous voler nos terres, si l'immigration continue, il y aura d'ici peu des troubles sanglants en Palestine.

*La révolte arabe.*

Le 15 avril 1936, des bandits arabes attaquent près de Naplouse un convoi d'autobus : après les avoir dévalisés, ils tirent sur les voyageurs juifs, en tuant un et en blessant deux autres. Le 17 avril, on apprend l'assassinat de deux Arabes : on n'en connaîtra jamais les auteurs. Le 19 avril, à Jaffa, le bruit se répand, immédiatement démenti d'ailleurs, que les Juifs de la ville voisine de Tel-Aviv, ont égorgé quatre Arabes. La foule se rue dans le quartier juif de Jaffa et le met à feu et à sang. Le lendemain, elle tente d'envahir Tel-Aviv, où vivent plus de 100.000 sionistes : la police tire. 23 morts, tel est le bilan de deux journées d'émeute.

Ainsi s'ouvrit dans la presse internationale, et cela pour plus de six mois, la chronique : « Les troubles en Palestine. »

La nature franchement insurrectionnelle des désordres palesti-

niens, constate le P. Bonsirven, se trahit déjà dans leurs origines réelles, elle se manifeste clairement dans la forme qu'ils ont prise, ainsi que dans la qualité de leurs auteurs et fauteurs, elle s'affirme nettement dans les revendications et les déclarations des chefs arabes (1).

Le 26 avril, les chefs des partis musulmans se réunissent à Jérusalem et forment un Haut-Comité arabe, placé sous la présidence du Grand Mufti, Amin-el-Hussein. La grève générale est déclarée dans tout le pays : les souks sont clos, les paysans refusent de vendre leurs produits aux Juifs, les cheminots et les dockers cessent le travail, les écoliers désertent les écoles, les agents arabes de l'administration se refusent à assurer leurs fonctions... C'est l'arrêt complet de la vie économique et civique de la Palestine.

Le Haut-Comité arabe reprend à son compte les trois revendications, tant de fois formulées antérieurement par les chefs musulmans : 1° l'établissement d'un gouvernement national à base démocratique ; 2° la cessation immédiate et définitive de l'immigration juive ; 3° l'interdiction de la vente de terrains aux organisations foncières sionistes. Programme que les Anglais ne peuvent accepter : le Haut-Commissaire se borne à promettre, dès le 15 mai, l'intervention d'une Commission royale, à condition que la grève prenne fin immédiatement. A cette proposition, les chefs arabes répondent qu'ils n'ont aucune confiance en une nouvelle enquête :

Nous n'accepterons aucun marchandage, déclare le Grand Mufti. Un accord n'est possible que sur la base d'un arrêt complet de l'immigration (2).

(1) Considérations sur le soulèvement arabe en Palestine, *La Question d'Israël*, 15 novembre 1936.
(2) Interview parue dans *L'Orient* de Beyrouth, 4 juin 1936.

Dès la fin du mois de mai, les choses se gâtent. Les bandes de grévistes arabes, qui s'étaient contentés jusqu'alors de brûler les moissons et de déraciner les plantations des colonies juives, s'attaquent à la police et aux troupes britanniques arrivées en hâte d'Égypte. A Jérusalem, Saint-Jean-d'Acre, Naplouse et Jaffa, où des bombes éclatent, il faut proclamer l'état de siège. Dans les campagnes, raconte le P. Bonsirven,

sans se laisser intimider par un déploiement inouï de moyens militaires, — aviation, tanks, autos blindés, batteries de canons de montagne, — les Arabes, embusqués dans les rochers, harcèlent sans répit les détachements, même les plus considérables ; mis en déroute sur un point, ils reprennent quelques kilomètres plus loin leurs impitoyables escarmouches (1).

C'est une véritable « guerre sainte » qui s'engage.

*Médiation ou répression.*

Le Haut-Commissaire, pour mettre fin à la grève et au terrorisme, recourut d'abord à la négociation. Les pourparlers directs ayant échoué devant les exigences du Grand Mufti, qui ne demandait rien moins que l'indépendance de la Palestine, on eut recours à la médiation des souverains arabes voisins, alliés de la Grande Bretagne. Successivement, l'Émir Abdallah de Transjordanie et Nourri Pacha, Ministre des Affaires étrangères de l'Irak, échouèrent. Ils conseillaient la modération : les violences redoublèrent. D'ailleurs, il apparaissait que le Grand Mufti, soucieux de maintenir sa propre autorité, était hostile à l'intervention des princes arabes.

Au 1er septembre 1936, on pouvait établir le bilan sui-

(1) « Considérations sur le soulèvement arabe en Palestine », *ibid.*

vant : Plus de 700 tués, dont 81 Juifs et 41 Britanniques ; 200.000 arbres déracinés ou endommagés ; 280 incendies ; 48 ponts détruits ; 130 sabotages de voies ferrées (1).

La patience anglaise est à bout. Le 8 septembre, le gouvernement de Londres nomme le général Dill, directeur général des opérations militaires au War Office, chef de toutes les forces armées en Palestine. Débarqué à la tête d'une nouvelle division métropolitaine, véritable corps expéditionnaire placé sur le pied de guerre, celui-ci décrète la loi martiale, le 28 septembre.

La lutte est immédiatement engagée contre les bandes composées de terroristes venus de tous les pays arabes et douées d'abondants approvisionnements d'armes et de munitions. (Au 1er septembre, les Anglais avaient pu saisir 300 mitrailleuses et 35 tonnes d'armes, de munitions et d'explosifs. D'où venaient-elles ?)

La présence de 30.000 soldats britanniques en Palestine, la détresse économique du pays, faisant contraste avec la prospérité qu'avait gardée jusqu'alors la Palestine, même au plus fort de la crise mondiale, l'approche de la saison des oranges, la principale exportation palestinienne, tous ces facteurs parlaient en faveur de la cessation de la grève et des troubles. La publication, le 11 octobre, d'un appel adressé « à leurs fils les Arabes de Palestine », par les quatre souverains d'Irak, de Transjordanie, du Yémen et de l'Arabie saoudienne, en fournit le prétexte. Le Grand Mufti ayant pu sauver la face, le Haut-Comité arabe décide, le 12 octobre, la fin de la grève. Celle-ci, d'ailleurs, ne signifia nullement la fin des troubles terroristes, dont la direction échappait aux chefs reconnus.

(1) D'après la *Jüdische Rundschau* du 16 septembre 1936.

*La Commission royale et son plan.*

Le 10 novembre, la Commission royale d'enquête, la septième du nom, arrivait en Palestine.

Ses travaux, présidés par Lord Peel, durèrent plus de deux mois. Voici comment les choses se passèrent, d'après Jacques Pignal :

Les dirigeants juifs se présentèrent les premiers, avec une bonne volonté visiblement sûre d'elle-même. Mais les Arabes viendraient-ils? Leur Comité suprême vota l'abstention... Mais cette attitude intransigeante choqua les souverains protecteurs. D'Irak, du Hedjaz, de Transjordanie arrivèrent bientôt de sages remontrances. Le Mufti et ses confidents se prirent à calculer les périls d'un silence qui permettait aux Juifs de prendre barre sur le jury... Le 12 janvier, les chefs arabes vinrent à leur tour exposer leurs doléances. Au soir du 18 janvier, Lord Peel consulta la pendule et prononça simplement : « La dernière séance publique est terminée (1). »

Le rapport de la Commission royale ne fut publié que six mois plus tard. En même temps qu'il le livrait à la publicité, le gouvernement britannique faisait connaître officiellement qu'il en acceptait les conclusions.

Les membres de la Commission, en vue d'établir une « solution durable » du problème palestinien, proposaient le partage du pays. Au lieu d'une Palestine, il y en aurait trois. Voici ce que dit, à ce sujet, leur rapport :

... Deux États souverains indépendants seront établis, l'un, État arabe, comprenant la Transjordanie unie à la partie de la Palestine qui se trouve à l'est et au sud d'une frontière proposée ; l'autre, État juif, comprenant la partie de la Palestine qui se trouve au nord et à l'ouest de cette frontière.

Le partage de la Palestine est subordonné à la nécessité suprême

(1) La septième Commission royale d'enquête, *En Terre d'Islam*, mars 1937.

de maintenir inviolé le caractère sacré de Jérusalem et de Bethléem et d'assurer au monde entier un accès libre et sûr aux dites villes. C'est là, au sens le plus complet de la formule du mandat, « une mission sacrée de la civilisation » acceptée non seulement au nom des peuples de Palestine, mais au nom de multitudes d'êtres d'autres pays pour qui, l'une de ces villes, ou toutes les deux, sont des Lieux saints. Il faudra donc élaborer un nouveau mandat ayant pour objet fondamental l'accomplissement de cette mission (1).

En manière de conclusion, les membres de la Commission rappelaient, aux Juifs et aux Arabes, ce proverbe, essentiellement anglais : « Mieux vaut la moitié d'un pain que pas de pain du tout. »

•

*Qu'il y ait frontière ou non, le conflit subsiste...*

Il apparut vite, hélas! que les intéressés avaient plus d'appétit. Les Sionistes furent à peu près unanimes dans la réprobation : ils ne voulaient pas d'un sionisme sans Sion. Quelle que soit leur conception du sionisme — car il existe plusieurs dissidences —, tous furent d'accord pour proclamer que « le vaste idéal sioniste rabaissé à des limites égales à celui d'une petite principauté ferait faillite ». Les Arabes réagirent plus violemment encore : ils s'élevèrent contre tout partage de « leur patrie ». Le Grand Mufti et le Haut Comité Arabe en appelèrent aux souverains arabes; ceux-ci conseillèrent la patience. Un seul sembla satisfait : l'Émir Abdallah, qui ne répugnait pas à l'idée d'étendre largement les frontières de son État.

Cependant, à Londres, le rapport de la Commission royale était soumise à l'examen du Parlement britannique.

(1) Le texte des conclusions du rapport a été publié dans le *Times* du 8 juillet 1937, et traduit dans le *Journal des Nations*, du 14 juillet 1937.

Sir Herbert Samuel observait que la frontière proposée ne laisserait à l'État juif que 252.000 Juifs (sur 400.000 au total), à côté de 225.000 Arabes. Il reprochait au plan de la Commission de reproduire tous les articles du Traité de Versailles qui ont donné lieu aux pires complications : la Sarre, le Corridor polonais, Dantzig, Memel (1).

Le 30 juillet, la Commission des Mandats de la S.D.N., en session extraordinaire, commençait l'examen du rapport de la Commission royale, puis en fin septembre l'affaire était soumise aux délibérations du Conseil et de l'Assemblée de la Société des Nations, qui, malgré l'insistance du gouvernement britannique, ne semblent pas avoir pris de décision pratique.

(1) Cf. Les derniers débats parlementaires britanniques sur le projet de partage de la Palestine, *Journal des Nations* 30 juillet 1937.

## III. — Syrie

Il s'agit de la Syrie proprement dite, c'est-à-dire de la plus grande partie des pays du Levant sous mandat français, où se trouvent les villes de Damas et d'Alep, y compris les territoires des Alaouites et des Druzes et la région d'Alexandrette-Antioche, soumis à des régimes spéciaux.

A l'orée de 1936, tout comme en Égypte, un double problème se posait en Syrie, celui du retour à un régime constitutionnel et celui de la conclusion, avec la France, d'un traité consacrant l'indépendance du pays.

*Histoire d'une Constitution et d'un traité.*

La Syrie avait une Constitution depuis mai 1930 : elle prévoyait, comme toute Constitution moderne qui se respecte, un Président de la République, un gouvernement, une Chambre des Députés. Seulement les pouvoirs de cette dernière avaient été suspendus, en novembre 1933, à la suite du rejet par ses membres d'un premier projet de traité franco-syrien (1). Et le Haut-Commissaire, M. de Martel, n'avait pas hésité à nommer lui-même le Premier Ministre. Celui-ci, le Cheikh Taggedine, rencontrait l'hostilité de ses compatriotes.

Quant au traité, à la fin de 1933, les autorités françaises

(1) « Un régime d'autorité en Syrie et au Liban », *Politique*, février 1934.

avaient proposé aux représentants du peuple syrien un projet qui, élaboré en accord avec les principaux chefs nationalistes alors au pouvoir, satisfaisait aux revendications nationales. Un changement de ministère étant intervenu, les extrémistes, ne voulant pas laisser aux modérés le bénéfice de l'opération, menèrent campagne contre le projet qu'ils avaient approuvé naguère et, par le chantage et la menace, réussirent à le faire repousser par des parlementaires dociles.

Depuis lors toute la politique syrienne était empoisonnée par cette équivoque : tout en s'engageant secrètement auprès du Haut-Commissaire à faire ratifier le traité s'ils revenaient au pouvoir, les chefs nationalistes, se posant en seuls défenseurs des libertés nationales, dénonçaient violemment ce même traité comme l'instrument de l'oppression française (1).

*L'unité syrienne et les minorités.*

Ils rencontraient grand succès auprès des foules arabes en réclamant, à cor et à cri, l' « Unité syrienne ». Il fallait que le futur État englobe dans ses frontières non seulement les régions peuplées en majorité de musulmans, mais aussi les territoires des Alaouites et des Druzes, dont les habitants, appartenant à des rites différents, jouissaient d'une certaine autonomie législative et financière et étaient placés directement sous l'administration française. Il fallait qu'il étende sa pleine souveraineté sur le sandjak d'Alexandrette-Antioche, placé, en vertu du

(1) « Le traité franco-syrien », Robert Louisgrand, S.J., *En Terre d'Islam*, janvier 1937.

traité d'Angora de 1921 entre la France et la Turquie, sous un régime particulier en raison du nombre des habitants de race turque. Certains exaltés réclamaient même l'annexion du Liban à la Syrie, ou, au moins, celle des districts libanais peuplés en majorité de Musulmans.

L'épineux et angoissant problème des minorités complique ainsi les rapports entre les nationalistes syriens et la Puissance mandataire. Il n'est pas un endroit au monde où l'on rencontre une telle variété ethnique que dans les États du Levant sous mandat français. Là, des représentants de dix races et de trente religions vivent côte à côte.

« En résumé, explique M. Augustin Bernard, les musulmans orthodoxes habitent en plaines et forment le fond de la population. Les chrétiens et les musulmans hétérodoxes sont réfugiés dans les montagnes. »

« Les monts syriens, dit Élisée Reclus, ont été le refuge de toutes les religions persécutées. Sur les espaces peu accidentés de la plaine et du plateau règne l'unité de foi ; dans les régions montagneuses, les inégalités du relief ont protégé la variété des cultes. »

« Enfin, dans les villes vivent, dans des quartiers distincts, juxtaposés, mais non mélangés, des musulmans, des chrétiens, des israélites, des représentants des sectes les plus diverses et de presque toutes les religions du monde. »

500.000 Maronites, 300.000 Alaouites, 90.000 Turcs, 60.000 Druzes, 20.000 Juifs, et bien d'autres, ont chargé la France de défendre leurs droits contre les prétentions des gens de Damas.

*Le malaise économique.*

La masse arabe prêtait d'autant plus l'oreille aux excitations des chefs nationalistes qu'elle subissait durement les effets du malaise économique.

On jugera de l'importance de cette crise, nous dit M. Montagné,

par la situation d'une ville comme Homs (60.000 habitants), où 8000 métiers faisaient vivre, en 1920, une importante population artisanale et qui, en 1935, n'en possédait plus que 900. Les salaires d'artisans sont alors souvent de 1 fr. 25 à 3 francs par jour (1).

Deux conflits d'ordre purement économique furent précisément à l'origine des troubles de janvier 1936.

D'abord, l'établissement d'une régie des tabacs, peu conforme, semble-t-il, à l'article 11 du mandat qui interdit toute concession de monopole. Intéressante pour les finances publiques, cette décision lésait sérieusement les intérêts des paysans producteurs comme des employés des entreprises privées contraints au chômage.

En second lieu, l'élévation du tarif de l'électricité (quatre francs au kilowatt !) par la compagnie concessionnaire à Damas. Les extrémistes, menés par Fakhry Bey Baroudi, député de Damas, organisèrent le boycottage de l'électricité. Les autorités françaises essayèrent en vain de briser cette résistance, dont le caractère politique était évident : elles firent arrêter une multitude de petites gens et les condamnèrent à la prison.

### *Les troubles de janvier 1936.*

Le 17 janvier 1936, le délégué du Haut-Commissaire à Damas mandait Fakhy Bey Baroudi et lui intimait l'ordre de faire cesser sur-le-champ et sans condition la grève de l'électricité. Le député de Damas répondit que cela ne dépendait pas de lui. Enlevé par la police, il fut envoyé

(1) « Le traité franco-syrien », *Politique étrangère*, octobre 1936.

en résidence surveillée dans le désert. Et la police ferma les « Maisons du Peuple » ouvertes par le parti nationaliste dans les principales villes du pays.

Soulevée par la sœur de Baroudi, qui n'hésita pas à se dévoiler pour prononcer du balcon de sa demeure un violent discours contre la France, la foule de Damas se livra à des manifestations qui dégénérèrent bientôt en émeutes. Le mouvement s'étendit à Homs, Hama et Alep. La lutte entre les révoltés, des jeunes en grande majorité, et les troupes françaises, commencée à coups de pierres et de matraque, se termina, malgré le réel sang-froid des chefs militaires, par de véritables fusillades. Cent morts, un milliers de blessés, tel fut le bilan d'un mois de troubles.

Le 26 janvier, une délégation du Bloc nationaliste présente au Haut-Commissaire une pétition qui ressemblait plutôt à un ultimatum. Les exigences auxquelles les chefs arabes soumettaient la cessation des manifestations étaient inadmissibles : proclamation immédiate, sans aucune signature de traité, de l'indépendance syrienne; évacuation militaire totale; réalisation de l'unité syrienne intégrale par la suppression de toutes les autonomies, même reconnues par des conventions internationales. M. de Martel refusa de prendre ces revendications en considération. Puis, dans la suite, il se décida, pour sortir de l'impasse, à sacrifier le Cheikh Taggedine, qui l'avait pourtant loyalement soutenu et qui, de ce fait, avait vu grandir l'animosité de ses compatriotes à son égard.

*Les négociations.*

Le 26 février, un nouveau gouvernement était constitué par le Haut-Commissaire. Placé sous la présidence de

Ata Bey el Ayoubi, il comprenait deux membres du Bloc nationaliste. Pour conserver leur concours, M. de Martel crut devoir donner quelques gages. Dans une lettre adressée au président du Conseil, il affirmait :

La politique de mon gouvernement s'est toujours inspirée du désir de réaliser les aspirations légitimes de la nation syrienne, c'est-à-dire de poursuivre, dans le cadre d'institutions parlementaires, l'organisation, conformément aux directives sanctionnées par la S.D.N., d'un système conciliant les aspirations unitaires avec le respect des droits reconnus par la Constitution aux minorités.

Il vous sera facile de préparer la reprise de la vie parlementaire et d'une politique d'évolution tendant à l'établissement entre la France et la Syrie d'un traité inspiré du précédent irakien et à l'entrée de la Syrie dans la Société des Nations.

La porte était ouverte aux négociations.

Pour manifester sa bonne volonté, le Haut-Commissaire prit même l'initiative, blâmée par certains, — à tort, pensons-nous, — d'inviter Hachem Bey Atassi, chef du Bloc nationaliste, à prendre part aux délibérations entre les autorités françaises et le gouvernement syrien. Ainsi les nationalistes étaient forcés de prendre leurs responsabilités.

Le 1er mars, une déclaration gouvernementale annonçait l'envoi à Paris d'une « délégation qui ferait connaître ses vues au gouvernement de la République française afin de préparer la conclusion d'un traité ». Il était entendu que, en vertu de ce traité,

les droits dont bénéficieront les Syriens ne seront pas inférieurs à ceux qui ont été reconnus aux Irakiens dans le dernier traité.

Contre l'amnistie de toutes les condamnations encourues pour participation à la « djihad », c'est-à-dire guerre

sainte (c'est le terme qu'emploie la proclamation lancée par le Bloc), les chefs nationalistes promettaient la réouverture des souks et la cessation des manifestations.

*Le traité franco-syrien.*

Le 25 mars, la délégation syrienne, comprenant deux membres du gouvernement et quatre chefs du Bloc, arrivait à Paris, et les négociations commençaient. Le 9 septembre, M. Pierre Vienot et Hachem Bey Atassi signaient un traité d'alliance et d'amitié entre la France et la Syrie (1).

Une fois ratifié par les deux Parlements, français et syrien, le traité entrera en vigueur au bout d'une période de trois ans, dite d'accommodation.

Voici, d'après la brève analyse faite par M. Robert Montagne (2), quelle est la teneur du futur traité :

Le traité et ses annexes consacrent l'indépendance de la Syrie qui sera matérialisée par son entrée dans la Société des Nations. La contrepartie de cette indépendance est le transfert à la Syrie, des obligations internationales contractées pendant la durée du mandat par le gouvernement français agissant au nom de la Syrie.

La difficile solution du problème de l'unité du pays, qui doit se concilier avec celui de la protection des minorités, est trouvée dans le rattachement du Djebel-Druze et du territoire de Lattaquieh au gouvernement syrien, sous un régime de large autonomie, défini par celui qui se trouve en vigueur dans le Sandjak autonome d'Alexandrette-Antioche, à quelques modifications près. Ainsi se trou-

(1) Le texte du protocole et de ses annexes a paru dans le numéro de l'*Asie française* de novembre 1936.

Le texte des discours prononcés à l'occasion de la signature a été publié par la *Correspondance d'Orient*, septembre 1936.

(2) « Le traité franco-syrien », *Politique etrangère*, octobre 1936.

vent respectées les traditions de ces deux groupes de minorités compactes. A l'égard des minorités diffuses,... le gouvernement syrien prend l'engagement, à l'égard du gouvernement français, de maintenir les libertés inscrites dans la constitution syrienne en faveur des individus et des communautés, et de donner plein effet à ces stipulations (1).

... La France et la Syrie s'unissent par un traité d'alliance d'une durée de vingt-cinq années. Ce traité comporte l'institution d'une collaboration en matière de politique étrangère, ainsi qu'une assistance diplomatique et éventuellement militaire en cas de conflit... Une convention militaire accorde aux troupes françaises l'usage de deux bases aéronautiques et règle les conditions dans lesquelles seront requis les services d'une mission militaire. Afin de tenir compte des nécessités de la défense et de la sécurité de l'État syrien, en attendant le développement complet de ses forces, le gouvernement syrien, pour une durée de cinq années, demande le stationnement de nos forces au Djebel Druze et dans le territoire de Lattaquieh.

*Appréhensions...*

Quel fut l'accueil réservé au traité? En Syrie, les Arabes ne cachèrent pas leur satisfaction. D'éminentes personnalités du monde musulman, y compris l'émir Chékib Arslan, peu suspect pourtant de sympathie pour la France, reconnurent que le traité était bon et utile. Seuls quelques extrémistes se rallièrent autour du Dr Chabhandar, l'un des chefs de l'insurrection de 1925, qui, exilé au Caire, n'avait pu prendre part aux délibérations parisiennes. Cette opposition n'empêchera pas le nouveau Parlement syrien, élu le 1er décembre 1936, et où les membres du Bloc nationaliste forment une écrasante majorité, d'ap-

(1) Remarquable exposé du statut des minorités, dans la chronique de Mgr Beaupin publiée par les *Etudes missionnaires*, avril 1937.

prouver, le 27 de ce mois, le traité signé le 9 septembre.

En France, la plupart des connaisseurs des choses du Proche-Orient furent d'accord pour admettre que la conclusion d'un traité était la seule solution possible au conflit qui opposait les autorités françaises à un peuple unanimement décidé à obtenir son indépendance à tout prix. Des craintes, cependant, se manifestaient sur le sort des minorités abandonnées au bon vouloir des dirigeants de Damas.

C'est qu'en Syrie même, et cela dès le début des négociations franco-syriennes, des protestations s'étaient élevées contre l'annexion pure et simple des territoires autonomes au nouvel État, telle que la réclamaient les délégués syriens. Une centaine de pétitions, toutes relatives à l'éternelle question de l'unité syrienne, furent envoyées à la Commission des Mandats de la S.D.N. M. Rappard, chargé de les examiner, a pu dire que

> c'est la crainte de ce qui attendrait les minorités, si la protection de la Puissance mandataire venait à leur être retirée, qui inspire tant les aspirations à l'autonomie locale des minorités compactes que l'espoir du maintien de l'autorité effective de la France chez les minorités éparses.

Réunis à Tartous en un congrès général, les Alaouites se prononçaient, à la majorité de 145 sur 150 voix, contre le rattachement. « Les Druzes ne se soumettront pas à la République syrienne », écrivait Fozy Bel El-Attrache, chef du Djebel Druze, dans une lettre adressée au *Temps* (1). Le traité fut pourtant signé malgré ces protestations.

(1) *Le Temps*, 9 avril 1936.

Le Haut-Commissaire réunit dans son cabinet des représentants du gouvernement de Damas et les chefs autonomistes alaouites et druzes, et les amena à s'entendre. Mais cet accord verbal n'empêcha pas les incidents de se multiplier. Par leurs maladresses, quand ce ne fut pas par leur seule présence, les nouveaux administrateurs nommés par le gouvernement syrien, le plus souvent des intellectuels damascains qui recevaient la récompense de leur attachement au parti nationaliste, ravivèrent les particularismes locaux. Les Alaouites, en grande majorité, persistèrent à ne pas se sentir engagés par un traité qu'ils n'avaient pas été appelés à signer. Les Druzes mirent leur gouverneur à la porte et réclamèrent la nomination de l'Emir Hassan El-Attrache, un de leurs propres chefs, à sa place. Et, en juillet dernier, ce furent des Arabes eux-mêmes qui, en Haute-Djezirch, prirent les armes pour protester contre la politique centralisatrice du gouvernement syrien et réclamer le rappel de tous les fonctionnaires, gendarmes, policiers, envoyés de Damas, et leur remplacement par des hommes choisis sur place.

*A quand la ratification?*

Dans ces conditions, les parlementaires français qui sont au courant des affaires du Proche-Orient (ils sont peu nombreux, malheureusement) ne manifestent guère d'empressement à ratifier le traité franco-syrien. Il apparaît, dès maintenant, que le Gouvernement aura quelque difficulté, lors des débats annoncés pour octobre, à dissiper les appréhensions des milieux modérés et radicaux. D'autant plus que la Commission permanente des Mandats de la Société des Nations, au cours de sa session de

mai-juin 1936, avait déclaré, qu'instruite par l'expérience de l'Irak, elle entendait se montrer à l'avenir « plus circonspecte et plus énergique » (1). A propos de la question syrienne, voici ce que disait dans son rapport le Président de la Commission, cela antérieurement à la signature du traité :

Tout en réservant son jugement sur les solutions qui lui seront soumises, la Commission tient, d'ores et déjà, à relever que les éléments d'appréciation fournis jusqu'ici sur les bases des expériences faites en Syrie sous le régime du mandat n'apportent pas la preuve d'un degré de maturité tel que, sans ménager une transition, l'on puisse songer à l'émancipation du territoire.

*L'affaire du Sandjak d'Alexandrette.*

Le Sandjak d'Alexandrette constitue une circonscription administrative de la Syrie. Situé le long de la mer, entre le territoire des Alaouites et la Turquie, il se trouve au point de rencontre entre le domaine des Arabes, de race sémite, et celui des Turcs, d'origine mongole.

Il emprunte son nom à celui de la ville d'Alexandrette, fondée par Alexandre le Grand. Ses frontières, fixées par l'autorité française, englobent, par-delà la chaîne côtière de l'Amanus, la ville d'Antioche, qui fut, après Jérusalem, le second centre du christianisme naissant.

Dernier fragment de la Cilicie, resté aux mains de la France, le Sandjak vaut surtout par sa situation géographique. Carrefour où passe la voie terrestre la plus courte qui dessert trois continents, ce petit territoire est une position-clef de la Syrie. Le col de Beylan, qui unit Alexandrette à Antioche, est une des portes du pays,

(1) Proces-verbal de la 29e session, 1936, p. 209.

dont la possession a été, au cours de l'histoire, chaudement disputée. Quant au port d'Alexandrette (débouché de la riche région agricole d'Alep), il est le seul qui se trouve sur le territoire de l'État syrien.

Mais ce qui fait, avant tout, l'importance stratégique du Sandjak, c'est, si l'on peut dire, son domaine maritime. Le golfe d'Alexandrette, vaste échancrure qui s'avance de plus de 50 kilomètres dans les terres, fournit un abri sûr qui pourrait devenir une des plus importantes bases navales du Proche-Orient. « Aucune rade ne peut rivaliser avec celle d'Alexandrette, entre Alexandrie et Constantinople », a pu écrire M. Paul Huvelin (1). La puissance qui la possède est donc à même de contrôler toutes les côtes méditerranéennes de l'Anatolie. Voilà sans doute qui explique l'attitude de la Turquie à l'égard du Sandjak.

Le gouvernement d'Ankara se trouva amené à intervenir, dès la fin de la guerre de 1914, au sujet de la population de langue turque habitant cette circonscription administrative de création française. D'après les plus récentes évalutions, le Sandjak d'Alexandrette comprend, sur une population de 220.000 âmes, environ 85.000 habitants, Turcs ou Turcomans, qui parlent la même langue que les sujets de Kémal Ataturk. Ce n'est guère là une majorité, puisqu'à leurs côtés vivent 107.000 Alaouites, musulmans sunnites et chrétiens, tous de langue arabe, plus 23.000 Arméniens, 2000 Kurdes et 1000 Circassiens. En 1921, alors que les hostilités venaient de prendre fin en Cilicie, un accord franco-turc, connu sous le nom de Convention Franklin-Bouillon, avait prévu

(1) In *Que vaut la Syrie?* Rapport de la Mission française en Syrie et Cilicie. Paris, Champion, 1919.

qu' « un régime administratif spécial serait installé pour la région d'Alexandrette. Les habitants de race turque jouiraient de toutes les facilités pour le développement de leur culture. La langue turque y aurait le caractère officiel ».

Il en était ainsi depuis. La Constitution de l'État de Syrie, promulguée en 1930, respectait les privilèges du Sandjak, tels que l'autonomie dans le domaine des finances, de l'instruction publique et des travaux publics.

*Les revendications turques.*

Le 9 septembre 1936 est signé le traité franco-syrien. Le 9 octobre, le gouvernement d'Ankara fait parvenir une note au gouvernement français. Il lui demande, non pas l'annexion du Sandjak à la Turquie, mais seulement sa séparation du territoire syrien. Devenu État indépendant au même titre que la Syrie et le Liban, avec lesquels il pourrait former une confédération, le Sandjak, neutralisé et désarmé, conclurait avec la France un traité d'alliance analogue à ceux qui liaient ses voisins à la puissance ex-mandataire. En somme, le gouvernement d'Ankara manifeste ainsi sa méfiance envers les nouveaux dirigeants de Damas. Il n'entend pas que d'anciens sujets arabes de l'Empire Ottoman puissent dominer des membres de la race turque. Il craint surtout que, profitant du départ de la France et de la faiblesse de l'État syrien, une autre grande puissance — l'Italie, par exemple — ne vienne s'installer à Alexandrette. Il compte sur la protection spéciale de la France, et surtout sur sa propre vigilance, pour empêcher cette catastrophe.

Le gouvernement français répondit que ces propositions lui semblaient incompatibles avec les termes du

mandat : il ne pouvait disposer du territoire syrien ; il était prêt, cependant, à examiner les conditions dans lesquelles il pourrait garantir l'autonomie du Sandjak. Le gouvernement rétorqua que, quand il avait traité avec la France, immédiatement après la guerre, ce n'était pas en tant qu'elle était mandataire pour la Syrie, mais en tant que puissance occupante de territoires ayant appartenu à l'Empire ottoman.

Le différend est porté, le 14 novembre, devant le Conseil de la S.D.N. M. Rüstu Aras et M. Viénot échangent des discours. La thèse française semble triompher. C'est au nom de la Syrie que la France a traité. En effet,

c'est avec la Syrie, expressément nommée, que l'accord de 1921 détermine une frontière. La Syrie apparaît plusieurs fois dans ce texte, et encore dans les dispositions du traité de Lausanne qui le confirment (1).

Le conseil décide l'envoi, dans le Sandjak, de trois experts neutres, dont la mission est d' « observer, de manière à pouvoir, le cas échéant, renseigner le Conseil ». Entre temps, les pouparlers se poursuivent à Paris, puis sont rompus.

Janvier 1937 : moment critique. La presse turque mène une violente campagne contre la France et la Syrie. On annonce la concentration de troupes turques à la frontière du Sandjak. Dans celui-ci, les éléments turcophiles manifestent au passage des observateurs envoyés par la S.D.N.

*Le compromis du 28 janvier 1937.*

Les conversations reprennent néanmoins, le 20 janvier,

(1) *Europe nouvelle*, 23 janvier 1937.

à Genève. Grâce à une habile suggestion présentée par M. Léon Blum (1), elles aboutissent rapidement à un compromis. Celui-ci implique, pour le Sandjak, une sorte de survivance du régime mandataire. En voici, d'après M. Henri Fontanier, une brève analyse :

Il n'est plus question de Confédération. Le Sandjak fait partie de la Syrie, mais il constitue une entité distincte, jouissant de la pleine indépendance pour ses affaires intérieures. Le turc est langue officielle, concurremment avec l'arabe. Les affaires internationales, les douanes, la monnaie, sont de la compétence de la Syrie, mais avec un droit de regard des délégués du Sandjak. Le statut est placé sous le contrôle de la Société des Nations, qui l'exercera par le moyen d'un haut-commissaire obligatoirement français. La France et la Turquie concluront un traité où elles stipuleront les formes dans lesquelles elles garantiront l'intégrité territoriale du Sandjak. Celui-ci n'a pas d'armée : il sera démilitarisé. Enfin, une clause du statut spécifiera les avantages économiques accordés à la Turquie dans le port d'Alexandrette (2).

En vertu de ce compromis, qu'il appartient à un comité de juristes de mettre en œuvre, la situation se trouve renversée par le Sandjak au profit des Turcs. Jusqu'ici, c'étaient ceux-ci qui, étant les moins nombreux, se trouvaient placés sous la protection de la puissance mandataire. Dorénavant, ce seront les Arabes qui devront être défendus par le nouveau haut-commissaire.

En Syrie, l'indignation fut grande.

Les nationalistes, disons plutôt tous les Syriens, nous apprend M. Damien Ramia, y compris les Druzes et les Alaouites, refusent d'adhérer au compromis de la S.D.N. (3).

(1) Cf. *Correspondance d'Orient*, février 1937.

(2) Le conflit d'Alexandrette, *Correspondance d'Orient*, février 1937.

(3) En Syrie et au Liban. La mise en vigueur des traités. *La Croix de Paris*, 26 février 1937.

Qu'on se rappelle, en effet, que ces mêmes Druzes et Alaouites venaient de voir sacrifié à l'unité syrienne leur statut d'autonomie infiniment moins large que celui institué dans le Sandjak par cet accord auquel le gouvernement de Damas était resté étranger. La France avait un conflit avec la Turquie ; elle en a un maintenant avec la Syrie. L'accord du 28 janvier fut précisé et confirmé lors de l'Assemblée extraordinaire de la Société des Nations en mai 1937.

L'affaire d'Alexandrette, constate Mgr Beaupin, peut être considérée comme un épisode de l'antagonisme entre le monde arabe et le monde turc. Entre deux mondes musulmans, par conséquent, dont l'un, le turc, s'est laïcisé, dont l'autre, l'arabe, évolue vers plus de maturité politique et prend conscience de lui-même, à travers ce Proche-Orient qui se transforme avec une étonnante rapidité (1).

(1) *Etudes missionnaires,* avril 1937.

(*A suivre.*)

(*Agence Univers.*)

# DE LA CULTURE DES MASSES

*« A monde nouveau, culture nouvelle », proclament des voix de plus en plus nombreuses.*

*De nos jours, la nécessité s'impose de travailler à la naissance d'un humanisme ouvrier. Mais le danger serait ici de se contenter d'une simple traduction de valeurs anciennes, et de ne pas rechercher dans le travail lui-même, à condition qu'il fût intelligemment mené, cet enrichissement fécond.*

*Danger plus menaçant encore pour le peuple : la culture-propagande. Un simple tour d'horizon suffira. Le gouvernement de Valence s'enorgueillit de ses nouvelles « milices de la culture ». Staline, qui salue dans les écrivains les « ingénieurs des âmes », est l'héritier légitime de ce Lénine qui demandait à la littérature « de devenir une partie de la cause générale du prolétariat ». On annonçait dernièrement la prochaine adjonction, aux ambassades allemandes, d' « attachés culturels ». Enfin, la mesure du genre :* Gerarchia, *l'organe italien de la révolution fasciste, félicitait il y a quelques jours le grand Patron d'avoir fait en dix ans ce que plusieurs siècles de culture chrétienne n'avaient pas réussi, d'avoir ainsi brisé les résistances du temps et de la matière et réalisé ce qu'il saluait comme* « la motorizzazione della storia ».

A ces préoccupations répond l'ensemble des articles réunis dans cette section.

# Humanisme ouvrier

## I

« La culture désintéressée de l'esprit, la culture humanisante, est compatible avec le métier manuel », tel est le principe affirmé, posé ou admis par ceux qui ont l'ambition de donner aux ouvriers — au moins au plus grand nombre possible d'entre eux — l'aliment intellectuel réservé jusqu'ici aux membres des professions libérales.

Qu'entend-on au juste par cette culture humanisante? Si c'est un entraînement de l'esprit destiné à créer, entretenir ou développer le goût des idées abstraites, la tournure d'esprit philosophique (au sens large et non technique du mot), alors il y a erreur; cet idéal se heurte à la nature des choses : le manuel pur est anti-intellectuel; il s'intéresse surtout — ou uniquement — à l'aspect concret, immédiat, utilitaire des choses. Même dans la technique vers laquelle le portent ses dispositions natives, il est volontiers terre à terre, ne se passionne point pour le passé ou le futur spéculatif; les pourquoi et les comment, il les pose sous la forme la plus proche et matérielle. Ce type d'esprit, les humanités ne l'humanisent pas; au contraire, par les échecs que lui infligent constamment leurs exercices les plus justement appréciés, elles le diminuent à ses yeux, lui retirent la confiance en soi, et proprement le déshumanisent.

En vain on objecterait qu'on a vu des ouvriers travailler dans les livres, compléter avidement leur instruction générale, suivre des cours du soir ou par correspondance. Si en ceux-là l'intellectualisme prévalait, c'é-

taient des ouvriers par accident (pauvreté ou malchance), et soyons assurés qu'ils ont trouvé moyen de quitter l'étau ou l'établi.

Mrs Gaskell, la romancière anglaise, a, dans *Mary Barton*, une page d'une fausseté révoltante :

« Il y a, à Manchester, une classe d'hommes inconnue aux habitants eux-mêmes, et dont l'existence sera mise en doute par beaucoup, et qui, pourtant, ont le droit de figurer parmi les plus nobles figures de l'humanité. Je dis Manchester, mais, en fait, ils se répartissent dans tous les districts manufacturiers du Lancashire. Dans le voisinage d'Oldham, il y a des tisserands, de vulgaires tisserands au métier à main qui, tout en lançant leur bruyante navette, ont les *Principia* de Newton ouverts sur le métier pour y jeter un coup d'œil furtif pendant les heures de travail et s'y délecter au moment des repas ou le soir. Tel manœuvre d'usine à l'air vulgaire étudie avec une absorbante passion des problèmes de mathématiques. »

Ces ouvriers n'ont jamais existé que dans l'imagination de la romancière. Quand on sait quelle proportion infime de cerveaux humains est douée pour l'abstraction mathématique, on sourit à l'idée que, vers 1848, la nature ait pu produire ce miracle de multiplier dans les ateliers du Lancashire les émules d'Isaac Newton.

Ou s'ils ont existé, ces prodiges, qui douterait qu'ils aient troqué la navette et le métier pour le bâton de craie et le tableau noir ?

## II

Mais ils n'ont pas existé. Ils n'existent pas (heureusement !) ces martyrs de l'outil et de la machine. Ce qui existe bien, en revanche, c'est la vocation ouvrière fondée en physiologie et psychologie humaines. S'il y a des fourvoyés parmi les ouvriers, comme il en existe dans les professions dites libérales, ils sont rares, parce que le recrutement des métiers manuels, même aban-

donné (en apparence) au hasard, est fondé sur des méthodes plus rationnelles qu'il ne paraît. On peut affirmer que les neuf dixièmes des apprentis ont, dès la fin de l'école, préféré l'apprentissage au bureau, ont été ravis de laisser le porte-plume et le livre. Un ouvrier d'élite, mécanicien émérite, me disait récemment : « Quand j'ai eu quatorze ans, ma mère voulait me mettre chez un notaire. Ça me faisait horreur. — Mais quel métier veux-tu faire ? — Ça m'est égal, le bois, le fer, pourvu que je travaille avec mes mains ! Je ne veux pas être dans un bureau; je veux remuer. »

Telle est, en résumé, toute la vocation ouvrière : œuvrer des mains, des pieds, des jambes, de tout le corps; peiner même, s'il le faut, mais pas de la tête; faire des choses qui se touchent, qui se voient, des choses utiles tout de suite.

Ces hommes-là sont, par définition, impropres à l'abstraction. Ils pouvaient, à l'école, être des élèves consciencieux ; ils étaient très rarement d'excellents, de brillants élèves. Ils ne désiraient aucunement poursuivre des études pour lesquelles ils se sentaient peu de goût et d'aptitudes. Adroits, actifs, observateurs, ils avaient hâte, au contraire, d'aborder des tâches matérielles où ils sentaient d'un sûr instinct qu'ils allaient donner leur mesure (et c'est cela qui humanise). Si le malheur les avait fait naître dans des familles bourgeoises, c'est à contre-cœur et avec des résultats piteux qu'ils auraient poursuivi leurs études.

Or, il semble que ce soit (en projet) l'ambition de l'enseignement secondaire technique de former ce type humain dans le moule légèrement retouché et complété des humanités traditionnelles. On leur imposera des études historiques, littéraires, linguistiques, scientifiques, tout comme aux autres. Si ces « disciplines » sont portées à un niveau vraiment secondaire, si elles sont enseignées avec le souci principal de culture désintéressée qui est la marque du secondaire, le résultat est certain : les sujets

qu'on rencontrera dans cette section auront tôt fait d'en abaisser le niveau au point exact où elle n'appartiendra plus que de nom et administrativement au groupe secondaire (ou, comme on propose, du second degré).

L'idéal d'un type d'homme à emploi manuel dont l'esprit serait orné et assoupli de la manière dont on orne et assouplit l'intellectuel est une utopie qui ne se heurte pas seulement à une observation psychologique à peu près constante, elle a encore contre elle des impossibilités de fait.

## III

Les intellectuels qui dissertent ou légifèrent sur ces questions font trop peu d'honneur aux métiers manuels. Ils semblent ignorer, tout d'abord, l'extrême difficulté d'acquérir à la perfection une technique manuelle quelconque. On me citait ces jours-ci, comme digne de remarque, un ouvrier ajusteur qui n'avait mis que sept mois pour limer correctement. Il faut généralement un an pour manier la lime correctement. Il y en a qui n'apprennent jamais, exactement comme il y en a qui ne jouent jamais bien au billard ou au tennis. C'est une vérité qu'il ne faut pas se lasser de répéter que l'artisanat n'est pas à la portée de tout enfant qui réussit mal dans ses études ; il y faut une véritable vocation, une prédisposition de tout l'être. Donc, si le futur ouvrier doit soumettre son intelligence aux mêmes gymnastiques que les candidats aux professions libérales (en admettant que cela lui soit possible, et nous savons que ce ne pourrait être qu'exceptionnel), où prendra-t-il le temps de s'initier aux travaux manuels ? Et encore bien plus de s'y parfaire ? Même les écoles professionnelles, où une grande part est donnée aux travaux pratiques, sont insuffisantes pour la formation de l'artisan. Cela est connu de tous les maîtres artisans. On peut apprendre des choses utiles dans des cours de menuiserie, on peut s'y perfectionner, on n'y devient pas menuisier, car

les éléments du métier, ces éléments simples, mais innombrables, qui sont la base du métier, ne peuvent pas s'apprendre dans une école.

Maintenant, admettons que, par impossible, le futur ouvrier soit arrivé, vainquant ses répugnances, à mener de front la culture de son esprit (au sens livresque et abstrait du mot) et l'entraînement de sa main. Croit-on que sa teinture d'humanités va lui faciliter la besogne ? On perdait de vue, il y a un instant, la difficulté et la longueur de l'apprentissage; on oublie, maintenant, la concentration d'esprit nécessaire au bon travail manuel. L'idée pure est un obstacle dans l'accomplissement de la besogne concrète. Un esprit qui aurait pris goût à la spéculation, à l'exercice de la pensée pour elle-même (et c'est le résultat premier des humanités de susciter ce goût), ne pourra plus, sans répugnance, s'attacher aux opérations humbles, minutieuses et monotones réclamées continuellement par le travail des mains. Il faut, pour avoir plaisir à l'ouvrage, une certaine simplicité et rudesse de l'intelligence, une certaine incapacité d'abstraction (et, à dire le vrai, un certain mépris de cette abstraction), qui fassent que l'esprit s'attache sans désir d'évasion aux problèmes immédiats posés par la matière. Un bon serrurier, et surtout un serrurier d'art, il ne doit être ni poète ni philosophe.

Ces vérités se vérifieraient dans tous les domaines. Par exemple dans la culture de la terre. Les intellectuels cultivateurs échouent très généralement dans leurs entreprises. Ce n'est pas qu'ils soient nécessairement ignorants des choses de la terre : ils en savent généralement bien plus que les paysans-nés. Ce n'est pas non plus que cette science même, par son abondance, jette de la confusion dans leur pratique du métier; c'est que les études qu'ils ont faites (et dans la mesure même où ils les ont aimées, où ils ont été formés par elles) leur ont donné l'esprit de spéculation, les ont dressés à l'esthétique du désintéressement intellectuel, au désir de l'expérience

gratuite. C'est, bien plutôt, la plupart du temps, que ces études, ils les ont entreprises, puis poursuivies, parce qu'ils avaient en eux-mêmes ces tendances qui ne demandaient qu'à se développer. En fait, la pratique a tôt fait d'éliminer ces amateurs irrémédiables : leurs mécomptes les orientent bientôt vers des situations collatérales, où ils trouvent à la fois l'emploi de leur savoir technique et l'utilisation de leur agilité d'esprit : ils écrivent sur les choses de la terre, ils font du journalisme agricole ou deviennent secrétaires de syndicat.

C'est exactement ce qui arrive aux ouvriers manqués.

## IV

Au manuel s'oppose l'intellectuel. Comme il y a un manuel pur, il existe un intellectuel pur. Celui-ci n'est pas nécessairement un maladroit — bien que souvent il le soit. Il n'a pas nécessairement non plus de répugnance pour les travaux manuels, et souvent il y trouvera du plaisir et le plus apprécié de ses délassements. Ce qui fait de lui un type essentiellement différent, c'est qu'il n'y trouve pas la réalisation de son moi profond. Raboter, scier, limer, bêcher, l'excèdent, si ce n'est comme divertissement ou rythme berceur de la méditation intellectuelle.

Le travail qui serait, pour l'ouvrier, le plus morne, le plus abrutissant et méprisable, va être, la plupart du temps, celui que l'intellectuel préfère. Spinoza polissant des verres de lunettes prépare le *Traité sur l'épuration de l'intellect* ; il aurait aussi bien rodé des soupapes de moteur; mais il n'aurait pas fait au moteur des réparations minutieuses et *intelligentes,* car il avait besoin de son intelligence pour autre chose. De même Ruskin, qui avait toujours aimé piocher la terre, saisit la pioche et la pelle et, avec ses étudiants de Balliol College, construit la route de Hincksey (la plus mauvaise des trois royaumes, concédait-il en souriant). Il ne lui serait pas

venu à l'idée de pratiquer un de ces métiers d'art qu'il voulait, comme sociologue, rénover. Il avait déjà son métier : artisan de lettres.

L'intellectuel authentique est, par définition, inapte au travail manuel complexe et fini ; ses qualités mêmes le lui interdisent. Il est prompt d'esprit, aisément sa main s'énerve, et la monotonie lui est intolérable. Or, quels sont les travaux qui ne réclament une patience incompatible avec cette vivacité ? La matière n'accepte pour maîtres que des hommes, près d'elle, participant de sa lenteur et de son inaltérable patience. Un écrivain remet vingt fois son ouvrage sur le métier et l'améliore, et le parfait. L'artisan, à cette méthode, perdrait son temps, ses forces et la matière. Les comparaisons tirées du travail ouvrier, quand on parle de limer des phrases ou de polir un style, n'ont pas d'analogie avec la réalité. La phrase tire son existence de la pensée, puis de l'esprit qui la travaille. La pièce de fer a une existence préalable, une forme, une masse, une densité, une puissance terrible d'inertie, et la lime qui l'entame, si elle n'est conduite avec la prudence voulue, l'erreur est irrémédiable. L'ouvrier peut être, certes, un artiste; il n'est pas un poète, dominateur des mots, des sons et des rythmes. Il est lié à sa matière. Cela est vrai du paysan qui laboure, du menuisier qui dresse une planche, du terrassier qui creuse une tranchée, du tourneur qui alèse un tube d'acier.

## V

L'ouvrier de vocation authentique entend bien, lui, faire œuvre d'intelligence dans sa besogne professionnelle. L'ouvrier qualifié regarderait comme abrutissants les travaux où se rafraîchit un intellectuel. Courbé sur des travaux monotones, son esprit ne se distrait pas à épiloguer sur l'univers ou à le reconstruire. Il est attaché à l'univers tel quel, à sa matière, et réclame qu'elle fournisse à son esprit sa nourriture. Il réclame un mé-

tier intelligent, c'est-à-dire qui absorbe, dans son exercice, l'intelligence pratique qui lui est propre. C'est exactement le contraire de l'intellectuel.

Ce serait une grave erreur de prendre ici les mots *manuel* et *intellectuel* comme synonymes de stupide et d'intelligent. Le manuel peut être, dans son plan, intelligent ou ne l'être pas. L'intellectuel sera souvent inintelligent. Il s'agit simplement, en lui, d'une tendance, d'une aspiration, d'une orientation irrésistible de l'esprit, et non d'une *aptitude*. Il y a des gens qui sont outrageusement intellectuels, bien que d'esprit débile ou superficiel. Ils éprouvent le besoin de parler, de philosopher, mais le font tout de travers. Ils n'ont ni goût ni aptitude pour le travail manuel dont, pourtant, ils ont le plus grand besoin comme médication.

## VI

Ce type nous amène à la constatation d'un ordre intermédiaire : entre l'ouvrier pur et l'intellectuel pur, types pratiquement rares mais indispensables à distinguer, il y a l'immense foule des hommes qui ne sont ni tout l'un ni tout l'autre. Ils n'ont aucune aptitude impérieuse. Ils sont, semble-t-il, appelés à jouer dans la société le rôle anonyme et indispensable de tissu cellulaire. Esprits quelconques, peu doués pour l'abstraction, craignant l'effort physique, dénués de cet esprit géométrique élémentaire requis pour la plupart des besognes ouvrières, ils sont, par la nature, voués aux tâches les plus subalternes et les plus mornes, dont, par bonheur, ils ne sentiront pas trop durement l'infériorité, parce qu'elles leur épargnent le cal aux mains, la sueur ou la bise : tâcherons d'écriture, scribouillards, comme dit gouailleusement l'ouvrier, et dont notre société a, pour le moment, dans son innombrable paperasserie une utilisation constante.

(Est-il besoin de dire que l'appréciation intellectuelle et économique de cette masse humaine laisse entière la

question de la valeur morale individuelle de ses membres, laquelle est pratiquement indéfinie ? Il est facile d'imaginer un commis occupé toute sa vie aux plus obscurs travaux et qui aurait atteint, par sa vie intime, les cimes de la sainteté...)

## VII

Quels sont, pratiquement, les fruits de ces constatations et de ces distinctions ?

Matériellement, on pourrait se féliciter de ce que la nature fabrique ainsi des types d'hommes prédestinés aux divers emplois que réclame une société civilisée : manuels et intellectuels, avec, entre les deux, une masse amorphe, mais utilisable et même indispensable au fonctionnement d'une organisation sociale surabondamment paperassière.

De ce que ces types sont donnés, de ce qu'ils sont utiles, il suit qu'il faut les respecter. Il ne suit en aucune façon qu'il faille les renforcer, comme le fait un éleveur des espèces animales qu'il sélectionne pour la force, la robe ou l'agilité. Ces types, il faut, au contraire, parce qu'ils se réalisent dans des personnes, veiller à ce qu'ils ne détruisent pas des personnalités humaines et ne fondent pas une hiérarchie de ruche ou de termitière.

La société moderne a besoin d'hommes qui aient passé beaucoup de temps sur les choses de l'esprit ; elle a même besoin que ces hommes soient soustraits, par la suite, dans une certaine mesure, aux techniques matérielles auxquelles ils sont inaptes.

La société moderne a aussi besoin d'ouvriers, d'ouvriers qualifiés (plus que jamais), et encore — quoiqu'on en dise — d'une multitude de manœuvres.

A propos de ceux-ci, une remarque s'impose : c'est une vérité généralement passée sous silence que la machine ne supprime pas du tout la somme de travail musculaire exigée dans l'ensemble. D'abord parce que la machine ne fait pas tout, ensuite parce que toute ma-

chine nouvelle crée à côté d'elle une infinité de travaux que la machine ne fait pas, et qui même réclament les gestes les plus primitifs et les plus pénibles de l'activité humaine. L'électricité, par exemple, est distribuée par des usines où un personnel infime surveille un tout petit nombre de machines puissantes et silencieuses, et cette vue frappe beaucoup le grand public lorsqu'il visite ces usines ou en contemple les photographies; mais il perd de vue que la pose des câbles aériens ou souterrains, la pose et l'entretien des pylônes, réclament des armées de travailleurs dont la besogne, même avec l'aide de machines, reste très humblement manuelle. On ferait une observation analogue à propos de l'automobile, qui se fabrique avec un outillage mécanique très perfectionné, mais qui a multiplié les travaux primitifs de la construction et de la réfection des routes. D'ailleurs, même dans le cas où le travail primitif est fait par une machine, il n'est pas constant que l'homme soit transformé en surveillant d'un esclave docile.

Une société à industrie hautement mécanisée n'a pas, pour autant, éliminé l'effort musculaire, et, jusqu'ici, il n'y a aucune apparence que cela puisse être. Elle doit, d'autre part, veiller jalousement à ce que sa main-d'œuvre ouvrière la moins raffinée ne soit pas transformée en bêtes de somme. F. W. Taylor, aussi indigent comme économiste et sociologue qu'il était admirable comme observateur et technicien, avait pour idéal d'employer, dans certaines besognes dures et monotones (comme le pelletage du charbon ou des gueuses), un type d'homme vigoureux de corps, âpre au gain et d'esprit obtus, qu'il appelait le type-bœuf. Taylor était lui-même, malgré son génie, du type anti-intellectuel, il répugnait aux idées générales : son but était d'abord de recruter pour la *Bethleem Steel Company*, qui louait ses services, les pelleteurs de gueuses les plus « efficients ». Son idéal social était : abaisser le coût de production de la tonne d'acier.

Aucune société humaine ne peut accepter cela. Aucun

homme ne doit être d'abord un bon pelleteur de gueuses ou de quoi que ce soit, et c'est pourquoi il faut admirer (et, si on les critique, les critiquer sans acrimonie) ceux qui se sont donné pour idéal d'humaniser tout le travail humain.

Mais il y a la manière.

## VIII

Il ne faut pas compter humaniser les manuels par les mêmes moyens que les intellectuels, parce qu'ils sont radicalement différents. Ceux-ci sont des spéculatifs, ceux-là des réalisateurs utilitaires. Ces utilitaires, on ne les intéressera jamais aux exercices regardés comme les plus efficacement formateurs des humanités classiques. Les langues vivantes elles-mêmes, s'ils sont doués pour ce savoir, ne leur apporteront qu'une connaissance pratique. Les textes abstraits ou poétiques, les beautés du style, les originalités idiomatiques, les étymologies psychologiquement instructives, toutes ces choses, qui sont l'élément vivifiant des langues étrangères, leur demeureront indifférentes. Ce qui revient à dire que, pour ces esprits, les humanités dites modernes sont aussi peu indiquées que les humanités classiques, car, en fait, elles n'opèrent pas autrement sur l'esprit. (A supposer qu'elles existent, ce qui n'est pas. L'expérience des humanités modernes ne s'est faite que sur le papier pour la simple raison que ce qu'on peut enseigner de langues vivantes à des élèves qui n'ont choisi lesdites humanités que parce que les autres leur étaient inabordables est extrêmement primaire et imparfait.)

La seule ambition qu'on puisse avoir, c'est de prendre appui sur le goût naturel de ce type d'esprit pour les choses concrètes et pratiques, et de greffer sur la technologie le plus d'histoire, de littérature, de science théorique que l'on pourra, ce possible devant être loyalement reconnu comme assez limité.

Mais ce sont, sans doute, les arts qui peuvent apporter l'élément de culture le plus précieux pour ces esprits. A condition, toutefois, d'entendre ce mot dans son sens largement humain et pratique, et d'éviter avec soin tout ce qui ne serait qu'enseignement théorique, comme l'histoire générale de l'art, fût-ce à renfort de représentations des chefs-d'œuvre universels. On a trop tendance à ne compter, pour l'humanisation, que sur les arts majeurs et sur une érudition tout à fait superflue. Il faut plus de modestie et ne pas redouter l'ignorance. L'humanisation par les arts suppose, avant tout, l'action. On apprend plus de choses, et plus profondes, sur l'art du théâtre à jouer quelques pièces bien choisies qu'à entendre disserter et même à disserter sur Racine et Corneille. Un cours pratique sur l'art des jardins affinera plus sûrement certains esprits que des projections du Parthénon et des moulages de la Vénus de Milo. Le même principe s'applique à la musique : il vaut mieux chanter, jouer des airs simples que d'écouter sans initiation (et dispositions naturelles) de grands morceaux aux harmonies ésotériques.

En tout, dans ce domaine, redouter comme la peste toute ombre d'érudition, d'information pour elle-même — ce qui est proprement le rebours de ce qui se fait actuellement à tous les degrés de l'instruction publique.

## IX

Les intellectuels, eux, n'ont pas besoin de grand'chose. Ils sont servis par leur penchant qui les porte vers l'élément humanisant de la culture. Ils ont besoin, pourtant, de quelque chose. Il faut leur donner du travail manuel. Non pour les rendre moins maladroits, mais pour leur inculquer la forte morale inhérente à l'exercice de tout travail manuel, dont la base immuable est l'*honnêteté*.

Certes, tout travail intellectuel n'est pas frelaté, et le

travail intellectuel parfait est le type de la plus haute difficulté vaincue, d'une des plus belles victoires humaines; mais c'est un fait que, en vertu de cette difficulté même, le mensonge aisément s'y mêle : je développe avec adresse une idée fausse, que je crois telle, et je passe pour habile; j'ai choppé sur la seule difficulté véritable de ce texte, mais, pour avoir rendu le reste avec aisance (où il n'y avait proprement rien à comprendre), on m'alloue une note plus qu'honorable.

Cela n'est pas vrai qu'à l'école, cela continue à la salle de rédaction, au prétoire, dans l'université.

Le travail manuel apprend avec sévérité le respect de la besogne impeccable. La version latine bâclée ou aux trois quarts comprise était cotée moyenne. Une clé qui a demandé beaucoup de sueur et d'attention, un coup de lime en moins ou en trop, et elle n'ouvre pas la serrure, elle vaut zéro.

Par cette rigueur des lois de la matière qui excluent l'à peu près, le travail manuel apprend à l'intellectuel la probité dans l'effort et l'efficacité de la perfection. La perfection dans les travaux de l'esprit est un idéal lointain et jamais atteint. Noble stimulant pour les plus nobles et les plus puissants; facile défaite pour la foule des ordinaires. En mécanique, en maçonnerie, en menuiserie, la perfection est une exigence immédiate. Et cela, dans des travaux très simples et courants : le trait de scie doit être *parfaitement* vertical, ou la scie se coince et n'avance plus; le rabot doit être affilé comme un rasoir, ou il n'enlève plus de souples copeaux, mais arrache des éclisses ; la mèche à bois ou à métaux doit être *parfaitement* affûtée, ou il faut retourner à la meule...

Un autre enseignement du travail manuel, lié au précédent, c'est la patience.

On expédie, on bâcle la version latine, la composition française ou le thème grec (plus tard, peut-être, la plaidoirie, l'article, le cours ou la visite médicale) ; on ne bâcle pas un tenon et sa mortaise (ou la pièce ne tient

pas). Plus de hâte paresseuse : le calme, la réflexion, la patience. A lutter contre la matière on va comprendre pour la première fois la vérité du fabuliste :

> Patience et longueur de temps
> Font plus que force ni que rage.

La pierre, le bois, la terre même, n'autorisent aucune fièvre, aucun mouvement d'humeur intempestif. Un peu d'impatience en enfonçant la vis, et la voilà cassée dans le bois ou la pièce éclatée. Tout est à refaire. La matière est souveraine : le bois a son fil, qu'il faut suivre ; la lame a son profil, qu'il faut respecter ; la pierre a son grain, dont il faut tenir compte. La matière a sa personnalité, elle a l'entêtement invincible de l'inertie, elle ne se laisse vaincre que par la docilité et la patience. La matière sur laquelle nous travaillons nous apprend à travailler loyalement, tenacement et sans fièvre.

Elle nous apprend encore la modestie.

Rien de plus naïf et sot de croire que tout intellectuel aurait fait, s'il lui avait semblé bon, un ouvrier excellent et même passable. Tous les travaux manuels sont difficiles à bien faire. Or, nous savons qu'ici la perfection est souvent une nécessité et non un luxe.

Mieux que les travaux de l'esprit, le travail matériel apprend aussi la méthode, l'ordre. On peut, de chic, faire une dissertation en prenant le sujet par n'importe quel bout. Souvent, d'avoir abordé la question par un à-côté, d'avoir poussé le développement en dehors de tout plan combiné, vaudra de passer pour original et savoureux. Les plus modestes travaux de la main n'autorisent pas ces incartades. Il faut passer par la filière. Les opérations nécessaires pour ensemencer un champ ou pour relier un livre s'imposent dans une séquence prévue, où il n'y a rien à changer.

Enfin, du point de vue même de la culture de l'esprit, l'intellectuel trouvera profit au travail des mains. A manier certains outils, il apprendra les règles du bon lan-

gage : au rebours des mots pseudo-savants, — et que heureusement le populaire ampute élégamment, — l'homme qui manie l'outil trouve des mots simples bien en bouche et faisant image. Ce sont des lettrés ou des demi-lettrés qui firent cinématographe, taximètre, bicyclette, automobile, métropolitain, aérodynamique ; des ouvriers ont trouvé le bédane, le valet, la mordache, la queue de rat, la langue de chat, le grain d'orge ou le tourne-à-gauche.

## X

Et l'entre-deux, la foule de ceux qui pensent mollement de l'esprit et des mains, comment les humaniser ?

Commençons par croire courageusement qu'aucune panacée ne fera des surhommes de cette masse intellectuellement et manuellement inagile et ininventive.

La modestie des buts et des moyens est la seule garantie du succès.

Des enquêtes sérieuses ont révélé que, dans les écoles communales de Paris, 35 % des enfants n'étaient pas capables de suivre les classes et de s'assimiler les programmes. Ce chiffre doit être regardé comme inférieur à la réalité.

Le vrai, c'est que la société moderne répugne à reconnaître que la moyenne de l'intelligence humaine, particulièrement en ce qui regarde les acquisitions livresques, est extrêmement faible. Qu'il s'agisse du primaire ou du secondaire, les enfants que leurs études fortifient et assouplissent, ceux qui s'y complaisent comme à un aliment et une gymnastique, sont une infime minorité. L'homme moyen est faiblement doué, et le savoir qu'on s'acharne à lui faire absorber dépasse manifestement sa capacité. Surtout, il est peu nutritif. Ce à quoi il faudrait viser, c'est, dans les études, à procurer aux esprits l'habitude et le goût de l'honnête. Trop souvent, on fait le contraire, contraint par excès d'ambition. « Si mon

temps avait été appliqué à des tâches élémentaires », dit Ruskin parlant de ses années d'Oxford, « si mes professeurs m'avaient interdit les *honours,* s'ils m'avaient forcé d'apprendre la grammaire parfaitement, un peu de géométrie, un peu d'histoire d'Angleterre, j'aurais passé mes années sainement et utilement pour ne pas dire heureusement. » Combien de nos élèves de tous les ordres pourraient en dire autant ! L'école primaire elle-même est littéralement ravagée par la conception du savoir encyclopédique à bon marché. Or, il faut clamer sans relâche qu'il n'y a pas de savoir encyclopédique à bon marché. La dispersion d'esprits ordinaires sur une multitude de connaissances disparates et superficielles est un attentat à la dignité de l'intelligence.

C'est en partant d'une notion anthropologiquement fausse, et que la simple observation impartiale suffit à réformer, c'est en refusant d'ouvrir les yeux à cette vérité expérimentale que la vigueur intellectuelle de l'humanité courante est très limitée, que l'on impose à une proportion considérable d'êtres humains l'absorption d'un savoir inassimilable.

Tout ce qu'on sait mal est pire que nul. Un savoir bâclé est nocif à l'esprit comme à l'estomac un mauvais breuvage. C'est mal comprendre la dignité humaine que de vouloir hausser sur de méchantes béquilles ceux auxquels il fallait apprendre à marcher droit et fermement. L'homme moyen doit être cultivé, il peut l'être; mais dans son plan. Le mot « primaire » ne s'est détérioré que parce que l'enseignement qu'il désigne n'a pas compris sa grandeur et sa limite, et que la profondeur, non l'extension, lui permettait toute ambition.

Puisse son successeur, le « premier degré », n'être pas qu'un changement de mots, et réaliser que ce qui vient *premièrement* est vraiment primordial, doit s'enfoncer creux dans le sol et construire sur le dur.

OLIVIER LEROY.

## Lecture et culture populaire

C'est un fait bien connu, dénoncé un peu partout, — et naguère avec beaucoup de force par Georges Duhamel dans son intelligente *Défense des Lettres,* — il y a en France une crise du livre. Le Français n'achète plus de livres : il lit des journaux et des hebdomadaires. Les librairies sont encombrées d'invendus; les éditeurs s'épuisent en efforts publicitaires pour écouler leur marchandise. D'autre part, le peu qui s'achète s'achète un peu au hasard : le libraire, qui n'est trop souvent qu'un dépositaire de papier, mal préparé par une culture insuffisante, mal informé par des bibliographies imparfaites, inondé de prospectus et de nouveautés, vend au petit bonheur le livre qu'il vient de recevoir, fût-il médiocre, et ne propose jamais à un acheteur le livre qui a six mois de date, fût-il excellent; le critique lui-même ne fait pas toujours son métier avec conscience et jugement, et recommande les ouvrages par camaraderie ou par intérêt.

Situation paradoxale et singulièrement dangereuse, en un temps où la multiplication des loisirs dans toutes les classes de la société doit normalement étendre le public des lecteurs. Plus que jamais, un effort s'impose pour intensifier et régulariser la vente du livre.

C'est à ces préoccupations qu'a obéi le *Comité Intersyndical du Livre Parisien,* organisme de liaison des *Syndicats ouvriers de l'industrie du livre,* en publiant, dans une typographie luxueuse, et en diffusant largement un *Rapport sur l'organisation de la lecture publique, du commerce du livre et de la propagande collective pour la*

*lecture et le livre,* avec une préface de M. Léon Jouhaux. Ce rapport est riche en documents et en suggestions intéressantes.

Parmi les documents, nous ne retiendrons que quelques chiffres. En ce qui concerne la lecture publique, la France est de beaucoup, parmi les pays civilisés, le plus négligent et le moins avancé. Alors que le budget consacré aux bibliothèques par les fondations publiques et privées atteint, aux États-Unis, 25 francs par tête d'habitant, 20 francs en Allemagne, 10 francs en Angleterre et 3 fr. 50 en Belgique, il représente en France environ *cinquante centimes.* Alors que, par exemple, la Tchécoslovaquie a plus de 16.000 bibliothèques publiques pour 15 millions d'habitants, et la Belgique plus de 2000 pour 7 millions d'habitants, la France en offre environ 400 à ses 40 millions de citoyens. — En ce qui concerne la vente des livres, retenons que, en 1935, la France exportait à l'étranger 62 pour 100 des livres exportés en 1928.

Que faut-il faire ? Le rapport du *Comité Intersyndical du Livre* préconise : 1° la création d'un *Comité d'action* pour le livre, comprenant une triple représentation des pouvoirs publics, des corporations intellectuelles et manuelles collaborant au livre, et des grandes associations culturelles; 2° une organisation rationnelle de la lecture publique : d'une part, une loi devrait être votée qui imposerait aux municipalités et aux collectivités d'une certaine importance la création et l'entretien de bibliothèques populaires; d'autre part, des écoles spécialisées devraient préparer un corps de bibliothécaires compétents, soumis d'ailleurs à un contrôle hiérarchique et à des inspections sérieuses; 3° enfin, une organisation du commerce et de l'industrie du livre et de la propagande collective pour la lecture : cette organisation supposant essentiellement une *corporation du livre,* comprenant tous les corps de métier travaillant pour le livre, depuis l'écrivain jusqu'au libraire, en passant par l'éditeur, l'imprimeur, le typographe, le fabricant de papier, etc...

Sur les deux premiers points, on ne voit à marquer ni objection ni réserve. Il est parfaitement vrai que, le livre étant l'instrument privilégié de la culture, sa diffusion est une « fonction sociale » et qu'il faut tendre à l'organiser en tenant compte de l'intérêt de l'État, de l'intérêt de la profession et de l'intérêt des lecteurs. Et l'on ne peut qu'approuver l'idée d'une loi sur la lecture publique qui orienterait vers des bibliothèques accueillantes, commodes, bien pourvues et bien dirigées, les loisirs des classes populaires. (On peut même espérer que les classes bourgeoises en profiteraient aussi, ça ne leur ferait jamais de mal.)

Reste le troisième point, celui de la création d'une corporation du livre. Sur le principe, nous sommes bien d'accord. L'industrie du livre souffre, comme tant d'autres industries, des conséquences d'un libéralisme déréglé, et le remède à une situation anarchique est évidemment dans l'organisation et le contrôle. Seulement, nous rencontrons ici, accentué par la nature même de l'objet, le risque de la réglementation corporative. Le jour où la corporation du livre sera organisée de telle sorte que, pour éditer un ouvrage, ou pour le publier, ou pour le vendre, il faudra subir une série d'autorisations d'un caractère plus ou moins étatique (et même si tout se passe sur le plan purement corporatif et en dehors de l'État), ne pourra-t-on pas dire qu'il existe un monopole de la pensée écrite, et cet instrument, qu'il soit entre les mains d'un gouvernement, d'un syndicat ou d'un groupe de personnes privées, ne constitue-t-il pas le pire danger que puissent courir la culture et la liberté ?

Je ne veux certes pas dire qu'il faille répudier l'idée d'une organisation de la librairie : mais le problème est d'en concevoir les modalités de telle sorte que le souci d'éviter une anarchie d'ordre économique ne conduise pas à instituer une tyrannie d'ordre spirituel. Sur ce point, on aimerait que le *Rapport* fût plus précis. « Plutôt que de vouloir maintenir, bon gré mal gré, un cercle corporatif

fermé avec une réglementation stricte et étouffante — y est-il écrit — nous voudrions qu'on étudiât avec la plus grande largeur de vues les conditions économiques dans lesquelles se pratique le commerce du livre pour aménager et, au besoin, recréer ces conditions sur des bases solides. » La formule est, on le voit, prudente, mais elle se situe à une hauteur d'abstraction où elle ne laisse rien prévoir des institutions et des règles pratiques à quoi elle aboutirait. Le problème n'est que posé.

Il serait malséant de ne pas louer, pour finir, l'esprit excellent qui a présidé à la confection de ce *Rapport*. Issu d'une organisation intersyndicale ouvrière, il dénote, en même temps qu'une connaissance sérieuse des questions professionnelles, un noble souci du bien commun et une conscience élevée des valeurs intellectuelles et spirituelles. C'est un bon exemple de ce que l'esprit syndical peut faire de sage et de fort quand il veut bien n'être que lui-même et se dégager des réflexes de l'esprit théoricien et politicien. On regrette seulement que, parlant de la création récente d'un organisme interministériel de propagande à l'étranger, le *Rapport* souhaite qu'il réalise enfin « une propagande républicaine ». Je ne crois pas être un adversaire de la République, mais je n'aime point que l'on confonde les ordres et que l'on parle de « propagande républicaine » quand sont spécifiquement en jeu les intérêts de la culture française.

P.-Henri Simon.

# L'art « dirigé » en Allemagne

Peut-on, dans un régime de dictature, obtenir des artistes — littérateurs, peintres, sculpteurs, architectes et musiciens — qu'ils orientent leur création dans le « sens unique », imposé en haut lieu et prescrit par l'instance supérieure ?

A cette question, un témoin particulièrement intéressant, M. Wernert, ancien pensionnaire de notre Institut français à Berlin (car nous avons une « académie » de France à Berlin, une Casa Velasquez, si vous voulez, et du plus efficace rendement), répond en mettant en tête d'une étude sur *L'Art dans le III<sup>e</sup> Reich* (1) cette parole de Gœthe : « Il n'y a ni art ni science patriotique. Comme tout bien supérieur, l'un et l'autre appartiennent au monde entier »; et il termine son enquête par cette apostrophe de Schiller au Génie : « O, va-t'en alors, va, dans ta charmante innocence. La Science n'a rien à t'apprendre... Ce que tu fais, ce qui te plaît, voilà ta loi. » Réponse négative, par conséquent. Mais ce *non*, l'auteur ne le prononce pas sans avoir décrit, dans toutes ses modalités complexes, la tentative du Troisième Reich.



La bible, le coran du parti national-socialiste, *Mein Kampf*, pose le primat de l'éducation physique et de la volonté sur la culture intellectuelle : réaction moins déraisonnable qu'il ne peut sembler dans un pays où, comme chez nous, la santé publique est compromise et où l'intellectualisme para-

(1) *L'Art dans le III<sup>e</sup> Reich*. Une tentative d'esthétique dirigée. Centre d'Études de Politique étrangère. Publication n° 7, 1936. Paul Hartmann, édit., 11, rue Cujas, Paris-5<sup>e</sup>.

lysait bien des initiatives. Les programmes d'enseignement tout récemment mis au point reflètent cette préoccupation de revigorer les corps, les âmes, les vouloirs. Mais, alors, qu'adviendra-t-il du « peuple des poètes et des penseurs » ? — Nul reproche, nous dit Goebbels en personne, ne touche autant les dirigeants de l'Allemagne actuelle que celui de spartacisme qui sacrifie l'Esprit à la Matière. Moins que tous autres, les lieutenants de Hitler et le Führer lui-même ne veulent être traités de barbares. (Discours de Goebbels pour inaugurer la *Chambre de Culture du Reich*, le 15 novembre 1933.) Tout comme le gouvernement soviétique, auquel il ressemble par tant de points, le Reich totalitaire ne veut à aucun prix être accusé de béotisme; *anch'io son pittore!* Mieux encore, il veut faire concourir l'art à l'œuvre politique, comme c'est le cas en Russie ou chez Mussolini.

***

Et pour arriver à doter d'un art vraiment allemand la communauté populaire, il faut convenir que *l'Organisationstalent* n'a négligé aucun moyen. On ne saurait surveiller davantage la production intellectuelle, qu'il s'agisse d'articles de journaux ou de revues, ou de musique, ou d'architecture. Nous ferons grâce à nos lecteurs de l'énumération, combien fastidieuse ! de ces organismes juxta et superposés. Au-dessous des Führer, des chefs d'orchestre qui donnent le *la*, je compte sept chambres (du film, littéraire, théâtrale, de radio, etc.) dont chacune ne suppose pas moins de *trente et un* directeurs régionaux ! Le tableau qui nous donne, dans le détail, l'organisation culturelle et artistique du Parti accuse, au-dessous des grandes directions (presse, propagande, enseignement idéologique), *dix-neuf* services; c'est affolant ! Rien que l'organisation d'une chambre particulière — M. Wernert a pris pour exemple la chambre musicale — est d'une complication invraisemblable. Il y a (pour la musique, remarquez bien !) une section générale, un service financier, un service économique (qui nous laisse rêveurs), un service juridique, un bureau des questions

générales intéressant la culture, une section de propagande, une section de statistiques et d'archives, et enfin une section pour l'étranger ! Quel remède au chômage que cet enrôlement de fonctionnaires !

Sans doute, je n'envie nullement à nos voisins cette hiérarchie bureaucratique, ces emplois au titre long d'une aune, ni surtout cette mainmise draconienne sur tous les domaines de la pensée, cet « encerclement réalisé autour de l'individu », du travailleur cérébral. Et je considère comme dangereux, dans bien des cas, ce droit que s'arroge l'État de fermer à sa guise les théâtres, les maisons d'édition qui lui déplaisent, d'arrêter la carrière de tel musicien ou tel auteur dramatique pas assez souple. Mais verrions-nous avec ennui, nous catholiques, une surveillance très stricte exercée sur la moralité du cinéma ? de la radio également ? Il faut admettre qu'un fameux coup de balai a été donné, et qu'il était terriblement nécessaire, outre-Rhin... Seulement, les autodafés — Thomas Mann, etc., brûlés en place publique — n'étaient pas indispensables ; ils n'ont d'ailleurs servi de rien...

***

Mais il s'agit principalement de savoir si le régime autoritaire a encouragé ou, au contraire, s'il a enrayé la création artistique et littéraire. Il convient d'abord de compter pour un résultat, si négatif qu'il paraisse, le nettoyage dont nous parlions à l'instant. Il sied ensuite de ne pas perdre de vue cette primordiale évidence : que le grain jeté, en pareille matière, veut un certain temps pour lever. Par ailleurs, il est manifeste que la bureaucratisation n'a guère profité aux branches intéressées. Prenons la presse. Elle est devenue à ce point *synchronisée* et passée au rabot qu'il a fallu une invitation formelle du Président de la Chambre de Presse, Max Ammann, à ses administrés pour les prier d'être un peu moins conformistes et moins uniformément monotones ! (Discours du 13 décembre 1933.) Ce sont choses qu'on ne voit qu'en Allemagne ! En revanche, Goebbels, par décret du 12 mai 1936, interdisait aux soiristes de rendre compte le lendemain matin d'un spectacle donné la veille au soir. On doit attendre à midi, soi-disant pour obliger le

critique à filtrer et mettre au point ses idées! Aussi, conséquence inattendue, « la page spécialisée, sous toutes ses formes : sportive, littéraire, militaire, financière, etc., a pris une telle ampleur qu'on a parfois l'impression que toute l'activité et tout l'intérêt de la rédaction s'est porté sur elle, la partie politique ne l'intéressant plus (1) ». On n'encourage que trop, ainsi, la tendance a-politique de l'Allemand, sa propension, comme disait Charles Andler, à déléguer à quelques individus le soin de pourvoir aux affaires publiques. « Chanson politique, vilaine chanson », disait déjà, du fond de son cœur, le deuxième *Faust*.

On ne sait généralement pas, en France, quels efforts le Troisième Reich a consacrés à pourvoir autant que possible tous ses ressortissants d'un poste de radio. L'éducation du public par le sans-fil est faite *planmässig*, comme de juste : à telle enseigne que les auditions dégagent « une impression de gravité un peu morne, d'où la note légère, spirituelle, est absente », écrit M. Wernert; on pourrait lui répondre par le reproche que l'Anglais a toujours adressé à son « cousin » et ex-ennemi qu'il n'a jamais eu le sens de l'humour. Ce qui, aussi bien, ne serait pas absolument vrai : il existe un humour bas-allemand, très particulier, un peu sec, mais qui ne manque pas de saveur. Mais la radio l'ignore!

L'industrie cinématographique, elle non plus, ne semble pas avoir gagné à la direction venue de haut, puisque sa production est en baisse constante, au moins comme quantité, depuis 1930, et qu'elle exporte de moins en moins tout en important de plus en plus. Les mesures officielles n'ont pas plus réussi à supprimer l'immoral système des vedettes, aux appointements astronomiques. Le ciel est sombre, avoue un critique qui a dû être rappelé à l'ordre. En tout cas, les spectateurs venus pour ce qu'ils appellent le *Spitzenfilm*, le film à sensation, la pièce de résistance, s'en vont généralement déçus, parce que, en dehors des numéros obligatoires de propagande, ils retrouvent dans ce *Spitzenfilm* la même réclame nationalo-politique. Trop de propagande, vraiment!

(1) E. Wernert, p. 74.

*
* *

Des fauteuils à l'Académie des Poètes, des prix récompensent les écrivains bien pensants. Parmi ceux-ci, il importe de distinguer les ralliés, on dirait presque : les résignés, et, au contraire, les jeunes, qui croient, comme on dit, que c'est arrivé. A coup sûr, Emil Strauss, ou même, malgré son talent, Carossa, doivent faire un effet un peu vieillot sur les jeunes fanatiques qui sortent de la H.J. ou du B.D.M. (1). D'un de ces derniers, M. Wernert nous cite ces deux vers : « Le poète doit, en rang, marcher comme les soldats. » Toujours cette frénésie du pas de parade qui, on aura beau dire, marque un sérieux retard de la mentalité allemande. Sincérité juvénile, nous dit notre guide, et l'on ne saurait lui donner tort; mais où est l'homme de génie, même de vrai talent, jusqu'ici ?

A tout le moins, aura-t-on réussi à aiguiller la curiosité du lecteur allemand (le peuple, dans ce pays du Nord, est bien autrement liseur que chez nous) vers la saine littérature ? — En partie seulement. L'évident, c'est un goût immodéré pour le roman historique : d'où, présentement, un flux bourbeux de ce genre de livres ! Non seulement tous les grands Allemands, depuis Genséric, roi des Vandales, jusqu'à Hindenburg et Mackensen, sont romancés; mais des fictions situées aux temps préhistoriques ou à n'importe quelle époque et dans n'importe quelle province conspirent sans exception à chanter, à claironner la gloire de l'Allemagne. Aussi y a-t-il, chez beaucoup, saturation. Les uns, et c'est la majorité, ne lisent plus du tout; les autres reviennent au fruit défendu; on nous signale, comme spécialement en faveur, Zola (interdit !), André Gide (*dito*), Jules Romains, Romain Rolland ( !), Jean Guéhenno, voire Stendhal ! « Je n'ai pas voulu cela », pourrait dire, à son tour, Hitler...

(1) H. J. = *Hitler-Jugend* (jeunesse hitlérienne).
B. D. M. = *Bund deutscher Mädchen* (union des jeunes Allemandes).

***

Le théâtre, débarrassé, comme la presse et la littérature, des non-aryens, enregistrerait moins d'insuccès. On surprend beaucoup nos compatriotes en leur apprenant qu'il existait, sous l'empire bismarckien, une loi qui réglementait la prononciation des acteurs dans les théâtres royaux en Prusse. S'ils le connaissaient, cet oukase de 1887, d'ailleurs élaboré par des linguistes de tout repos, ils s'étonneraient moins de la « loi sur le théâtre » promulguée le 15 mai 1934. Directeurs « bon teint » au point de vue politique (1); droit pour le ministre d'interdire ou recommander telle ou telle pièce; obligation, pour s'occuper du théâtre, de faire partie de la R.K.K. (Chambre de culture allemande) : tout cela ne nous surprend pas. Ce qui apparaît plus neuf, c'est l'encouragement donné aux scènes de province, ce sont les « petites scènes » ambulantes, qui vont, de village en village, distraire les paysans et les empêcher de trop rêver aux distractions de la ville.

Nous avons, en France, assez de théâtres dits : de la nature pour ne pas nous émerveiller des exploits de l'*Union nationale pour les représentations en plein air*, fondée dès 1933. Ce qui se révèle plus inédit, parce que reprenant vraiment un titre, sinon une idée germanique, ce sont les *Thingspiele*. Les vieux Germains appelaient *Thing* (cf. le *Slorthing* norvégien, au moins quant à son nom) une assemblée populaire où l'on rendait la justice. Les *Thingspiele* qu'on représente dans les *Thingstätten* (amphithéâtres, couverts ou non) sont à la fois drames, jeux et manifestations populaires (2). Ils mettent en scène non plus un héros isolé, mais une foule, une communauté populaire. L'action est réduite à sa plus grande simplicité; la nature sert de toile de fond. Comme toutes les voix ne peuvent se faire entendre à la fois, il y a des personnages quasi symboliques qui incarnent tel ou tel groupe. En dehors d'eux, il y a des chœurs, et

(1) On projette une *Académie théâtrale* pour la formation des acteurs et des directeurs.

(2) Le premier *Thingspiel* fut joué le mardi 5 juin 1934, à Brandberg, près de Halle.

surtout — suprême jouissance en Allemagne — des évolutions de masses, strictement, militairement réglées. « Ce théâtre n'a pas besoin, écrit l'auteur d'un opuscule sur la reconstitution du théâtre allemand (1), de coulisses ni de décors; à la place du dialogue et des discussions, il apporte la succession régulière des récitants, des individus représentatifs et des chœurs... Son action est le pas cadencé, l'assaut; sa musique, une marche; son sujet, un épisode du destin allemand; bref, c'est une progression victorieuse de la communauté nationale de par le sacrifice des individus. »

Vous vous figurez mal ce genre de spectacle? Écoutez la donnée de *Neurode*, de Kurt Heynicke, telle que vous la résume M. Wernert : une mine silésienne périclite; elle est sauvée et rachetée par les mineurs eux-mêmes, avec l'aide d'un « Allemand inconnu » venu d'une autre région de la patrie. Le reconnaissez-vous cet Adolf, ce *deus ex machina*? Vous le retrouverez, immanquablement, dans tous les essais de cet ordre. Comme vous retrouverez les mêmes personnages-types : l'ouvrier, le directeur, la femme, l'étranger; on se croirait à une tragédie d'Unruh seconde manière; mais, chut! Unruh est stigmatisé comme « traître au pays »! Or, ces spectacles de masses sont frénétiquement patriotiques.

On les simplifie à dessein. Il faut que d'emblée l'auditeur le plus inculte puisse identifier les personnages et comprendre de quoi il retourne. Il faut qu'il soit, presque malgré lui, entraîné à même l'action, qu'il entonne le chant guerrier à l'unisson de ses voisins : toujours, encore et toujours la marche au pas! (2)

Ce que l'on a tenté pour le théâtre (afin de galvaniser l'homme de la rue ou du sillon), on a voulu l'essayer pareillement pour la musique. Mais les organisateurs des loisirs constatèrent vite (avis aux nôtres!) que les ouvriers ne s'amusaient guère à écouter la *Passion selon saint Matthieu* de Jean-Sébastien Bach. Convenons qu'on aurait pu choisir moins austère... Infiniment moins chimérique, la résurrection du *Volkslied*, la bonne vieille chanson populaire, sortie du peuple et faite pour lui. Là, nul doute que le succès ne soit complet. Aux réunions scoutes de la H. J. ou du

(1) W. Schramm, *Vom Neubau des deutschen Theaters*, cité par Wernert, pp. 98 s.

(2) Quant au reste, le théâtre vit d'une existence très précaire.

B.D.M., plus tard aux camps de travail, au service militaire, dans les formations hitlériennes, S.S. ou S.A., à l'usine, partout les Allemands, sans distinction de classes, apprennent, chantent et rechantent les lieder anciens ou modernes, paroles et musique également simplistes qui disent la destinée du paysan, du soldat, du chasseur, du voyageur ou du marin. Et il est sûr que cet art un peu fruste, mais dans « sa ligne », parle davantage à l'homme du commun qu'une cantate de Bach, ou même, comme le voudrait Hitler, l'opéra wagnérien.

*
* *

Rayon peinture, maintenant! Les portraits commandés par les détenteurs des fameux leviers de commande, depuis le Führer déifié jusqu'au dernier des *Gauleiter* ou chefs de districts, ce n'est guère, au fond, très populaire, cela. La peinture de batailles connaîtrait un renouveau ? le contraire nous eût stupéfaits. Docilement aussi, les virtuoses du pinceau se rejettent sur le paysage régionaliste, approuvé dans les hautes sphères, et sur la fresque, destinée à décorer les monuments nouveau style. Orner les façades, c'est aussi le refuge de la sculpture, qui, lourdement, copie la statuaire hellénique.

L'architecture! Nous voici sur le terrain d'élection du Führer, ancien élève des Beaux-Arts de Vienne... Ici encore, réaction contre le modernisme. L'urbanisme de Le Corbusier, accueilli avec tant d'intérêt par le précédent régime, est récusé comme trop révolutionnaire. N'empêche que M. Wernert n'aime guère les cités ouvrières récemment construites dans le quartier de Britz, à Berlin; elles n'accusent, dit-il, aucun progrès. Aux architectes chômeurs, un débouché nouveau s'est offert depuis la mise en train des autostrades, la grande pensée du règne, comme on sait. Il s'agit, pour ces « paysagistes », d'harmoniser la route aux campagnes qu'elle traverse. Mais leur ressource principale reste la grande construction : édifices d'État, comme la *Reichsbank* en construction, ou le Ministère de l'Air, achevé, *Thingstätten* de béton, et surtout les bâtisses « colossales » destinées à abriter les congrès et manifestations chères, comme on sait, au national-socialisme. A ces « mastodontes », notre

compatriote préfère les petits temples que la religion nouvelle a érigés, à Munich, aux victimes du *putsch* du 9 novembre 1923. Là, comme dans la Maison de l'Art, également construite à Munich, il relève une influence dorique qui exclut toute apparence d'originalité.

Le plus neuf, en ce chapitre, c'est peut-être ce qu'on pourrait appeler l'architecture des foules, l'art, copieusement pratiqué par les grands chefs nazis, de grouper les foules, en masses, immobiles ou mouvantes, ordonnées au cordeau, soit pour un congrès, soit pour une fête de moisson ou autre. Toujours l'obsession des parades, des revues, de l'alignement militaire ! Et aussi la hantise du *kolossal* chez ce peuple qui — officiellement du moins — n'est plus modeste...

*
* *

Que conclure ? Qu'il est encore moins facile de diriger l'art que l'économie ? De deux choses l'une : ou bien le système tout entier disparaîtra, et avec lui toute réglementation des arts; ou bien, à l'instar — toujours — du soviétisme, il évoluera, et c'est là, croyons-nous, l'hypothèse la plus probable. Le Führer, ou son successeur, reconnaîtra que « la pensée autoritaire » n'est pas, comme l'affirmait le discours du 9 septembre 1936 à Nuremberg, « le plus grand commanditaire de l'art ». Il élaguera dans cette bureaucratie encombrante et onéreuse; il ouvrira plus larges les portes vers le dehors. « Il y a des graines, écrit M. Boucher, que le vent apporte du dehors, et ce sont elles qui poussent le mieux, alors que les plants repiqués dépérissent. » L'Allemagne, qu'on le veuille ou non, restera toujours le « Pays du Milieu », essentiellement influençable...

Robert Pitrou,
*Professeur à l'Université de Bordeaux.*

# Décomposition du Scientisme Politique

« Si sfarina tutta », disait Pirandello d'une œuvre sans consistance : la pensée marxiste s'émiette.

Elle s'émiette, et son souci anxieux de s'associer la science s'exaspère en même temps. Une équipe solide étudie les disciplines physico-mathématiques « à la lumière du marxisme ». Un des naturalistes les plus sagaces de la Sorbonne, Marcel Prenant, écrit sans remords *Biologie et Marxisme*.

Scientisme pas mort. Oui, mais, renaissant, il a mué. Ce n'est plus la science qui illustre la doctrine, c'est le système qui commande la recherche. L'attitude sociale se fait méthode d'investigation. Invertie, la science accepte passivement, comme organe et comme norme, une théorie politique et cosmique à la fois. Ce trait donne à cette résurgence scientiste son aspect instructif et original.

Prenant applique « la méthode marxiste aux problèmes biologiques ». On s'effare. Une géométrie dans l'éclairage des épîtres pauliniennes ou du cosmopolitisme stoïcien, nous souririons. La « dialectique » marxiste sera un fil conducteur aussi fragile pour nos lourdes arianes. On assiste à des tentatives d'une candeur provocante : Agnès Humbert analyse David en fonction de la lutte de classe; de la peinture aux mathématiques, tous les procédés de l'esprit, toutes les techniques de création relèvent de la « critique marxiste ». Peut-être le mot du peintre David serait-il ici assez juste, et retombe sur ces commentateurs obsédés comme sur tous les glossateurs en posture analogue : « Si vous ne vous foutez pas de la peinture, elle se foutra de vous » : ils ne se sont pas assez moqué de la « doctrine », et la doctrine s'abat sur eux, comme un totem de bois mort et bariolé qui les accable. Ainsi l'optique sociale devient perspective scientifique.

Mais lorsqu'un groupe commence à sentir le besoin de se justifier « scientifiquement » avec tant d'insistance et de maladresse, l'observateur a le droit de diagnostiquer un fléchissement singu-

lier des croyances dont ce groupe croit vivre. Le cas se vérifie avec une rare rigueur. Le scientisme politique reviviscent est coupé en deux : mécaniste avec une naïveté archaïque et têtue, d'une part; et, de l'autre, antimécaniste avec un éclatant dédain. C'est à l'intérieur même de la pensée marxiste que ces deux courants s'opposent, également forts, également vains. Ambiguïté originelle. Mais enfin mise au jour le plus cru par l'actuelle manie des plaidoyers. Seuls se consoleront aisément et y verront un signe de fécondité, ceux qui confondent encore contradiction interne avec tension vivante. Marx constatait déjà que l'homme est séparé de lui-même. Ce jugement aigu est particulièrement vrai quand il porte sur le marxiste, qu'il soit « éclairé » ou « moyen ». Le « socialiste scientifique » est séparé en deux moitiés raisonnantes, chacune passionnément assurée d'être dans la ligne de l'élan scientifique, chacune impuissante et logicienne. L'étrange imperméabilité du militant ou du penseur de parti, cette sorte de contracture tétanique, source des pires sectarismes, s'explique par l'effort douloureux, crispé, pour maintenir en faisceau ces deux fractions ennemies de la doctrine, dont la cohabitation a quelque chose d'héroïquement monstrueux. Que le marxiste moyen soit pratiquement mécaniste, le fait n'est pas douteux. Aussi Marx avait-il la coquetterie et le scrupule fort exact d'affirmer qu'il n'était point marxiste. Nous enregistrons ce phénomène significatif : une masse adhère avec d'autant plus de force à une doctrine qu'elle y met exactement l'inverse de ce qui s'y trouve. L'inquiétude sourde court cependant d'une extrémité à l'autre dans la foule-secte. D'où les plaidoyers. D'où les « justifications », avec l'accent placé sur la « science » et la « raison ». Nous allons voir les deux matérialismes aux prises. Tous les deux invoquent la science; mieux, s'identifient, dans leur véhémente certitude, au cheminement même de la science. Le choc entre le matérialisme mécaniste et le matérialisme dialectique est un des conflits, intérieurs à une foi, les plus significatifs de notre temps.



Quel prélude plein de mépris amorce l'ouvrage de Prenant ! « Le tort scientifique incontestable du matérialisme d'il y a trente ans était d'être un matérialisme mécaniste : on assignait aux phénomènes de la vie, vers la fin du siècle dernier, des explications physiques, chimiques et mécaniques, séduisantes parfois, mais simplistes et brutales souvent. » C'est le couperet. Prenant,

à son tour, n'a qu'un tort : il oublie l'apport décisif des expériences et des critiques d'un naturaliste aristotélicien comme Hans Driesch (1), dont la juste réaction contre les violences simplificatrices de savants impatients de conclure — et d'exclure — ne fut pas toujours appréciée avec courtoisie ni avec équité par ceux-là mêmes qui bénéficient aujourd'hui silencieusement de son effort. Ce coup de boutoir contre la conception mécaniste de la vie, vision pourtant si reposante pour l'esprit, si « consolante » pour la « raison », si paresseuse pour le « cœur », n'est pas un épisode, un accident polémique. On aurait quelque déception à n'y voir qu'un accessoire, une querelle « à côté ». La méprise, pour certains qui s'étaient déjà « embarqués », eut des conséquences précises. Boukharine fut anathématisé en 1933 : le grief exprès de matérialisme mécaniste fut dirigé contre lui. Les commentateurs rapides et les brillants chroniqueurs, qui se rassurent en « expliquant » toutes les « épurations » par des vengeances de clan ou des jalousies orientales, sont des dupes épris d'exotisme facile. Nicolas Berdiaeff, qui connaît mieux sa Russie que tous nos lecteurs de Dostoïevsky restés dans les étonnements de Melchior de Vogüé, sait bien que la machine doctrinale a ses exigences propres, et peut détruire jusqu'à ses propres mécaniciens, et qu'il y a véritablement une idée dévoratrice.

L'irritation des mages n'est pas nouvelle. Déjà, dans sa *Dialektik und Natur*, Friedrich Engels s'impatientait de « cette méprise issue de la rage de tout réduire à des mouvements mécaniques ». Aucune vision du monde n'a peut-être mieux servi le recrutement intellectuel du marxisme que la réduction universelle au mécanique, si tentante. Et les initiés ingrats la désavouent sans remords. Elasticité confortable de ce terme : le mouvement. On y jette tous les mystères de la vie, toutes les résistances du réel. C'est un fécond dépotoir. Suivez Engels : « Toutes les distinctions s'évanouissent... La formule du matérialisme conséquent se simplifie de plus en plus... La science de la nature ne peut plus échapper à la synthèse dialectique : il existe une matière en mouvement... ». On détruit la machine, mais on ne met rien à la place. Et c'était fort bien de montrer qu'elle n'était pas tout, ni l'essentiel; mais encore eût-il été bon de nous montrer ce qui, dans le réel, dans le vivant, n'est pas elle.

(1) « Hans Driesch et le Problème de l'Individualité organique », *Revue de Philosophie,* septembre 1932, novembre 1932, janvier 1933.

Prenant évite l'obstacle par l'enthousiasme : ce qui est une façon de laisser la raison en syncope. « La vie est une contradiction existant dans les choses et les phénomènes eux-mêmes : cette admirable définition de Engels est très générale. » Mouvement (non mécanique), contradiction (intérieure), et on a mis la vie sur pied. L'*Anti-Dühring,* d'où « l'admirable définition » est extraite, est en vérité une nourriture bien maigre. C'est de lui qu'il faudrait dire avec Gide — et non du livre dont Jean se nourrit à Pathmos — qu'il est moins nourrissant que des framboises : nous préférons les framboises.

Le maître de notre Sorbonne possède un instinct très sûr des affinités doctrinales les moins visibles aux yeux prévenus : « Nous rejoignons ici Bergson. » Eh! oui. Ce mouvement modulé, cet éternel jeu de bascule de la « dialectique », c'est déjà l'élan vital, impersonnel, diffus comme un fleuve tantôt à l'étiage et tantôt en crue. Banalité de ces « dynamismes », de ces « devenirs », qui négligent les formes distinctes, l'individualisation et la montée vers les autonomies. L'irrationalisme bergsonien est déjà, mais comme épaissi, coagulé dans Marx. On ne s'étonnera plus que Sorel ait solidarisé l'intuitivisme de Bergson et la dialectique marxiste : illusions jumelles. Après avoir brouillé les frontières, on les déclare hermétiques. « Originalité » de la vie. Soit. Mais où l'origine, où la source, où les sources ? Sinon l'originalité invoquée n'est qu'une élégance de style. « Les mécanistes ont traité l'organisme comme un être inerte soumis aux forces physico-chimiques banales. » Banales ? En quoi l'exceptionnel serait-il original ? Les forces nouvelles seraient-elles qualité ? Ici encore on glisse, et l'on nous chuchote qu'il serait vraiment de mauvais ton d'opposer trop crûment quantité et qualité; on croirait lire un manuel timide, prompt aux opportunismes balancés.

A-t-on le droit, dans cet univers somnambulique, de parler d' « histoire » ? Marcel Prenant insiste sur le « caractère historique » des phénomènes vitaux. Il fait un marché : je lâche un peu de déterminisme, on m'accorde un peu de nouveauté réelle. « Le matérialisme mécaniste ne met de bornes ni théoriques ni pratiques au déterminisme », s'indigne l'interprète. Bergsonisme honteux, qui n'ose pas dire son nom. Et qui ne possède aucune de ses transparences, aucune de ses sensuelles fluidités. On ne fait pas à l'indéterminisme sa part. Ce matérialisme « dialectique » est aussi mou que les vitalismes classiques ou que les spiritualismes sans nerf de Victor Cousin et de Royer-Collard, aussi accommodant que les irrationnalismes arrêtés en chemin. La pensée

marxiste reste à mi-côte. Elle n'ose pas glisser jusqu'au bas : éclectisme de combat; oscillation d'ampleur médiocre et de rythme toujours inachevé, parce que purement pendulaire.

Les usurpations doctrinales s'enchaînent. Le marxisme a voulu, par une sorte de snobisme philosophique, se constituer une galerie d'ancêtres. Lui aussi possède sa généalogie, grâce à l'ingéniosité pieuse des scribes et des visionnaires. Pour donner le sentiment d'une poussée profonde — la vague... — on a fréquemment invoqué les ancêtres de l'Encyclopédie et les « matérialistes français du XVIII$^{e}$ siècle ». Peine perdue. Maintenant il nous faut briser cette ligne si pure. Feuerbach, note Prenant, a réagi contre les mécanistes français et montré le caractère qualitatif de l'évolution. Pauvre La Mettrie, entiché de ses jouets mécaniques, aussi persuadé de l'automatisme humain que nos lycéens du dimanche au spectacle des « robots » américains; pauvre marquis de Vaucanson, et votre canard automate, c'était si facile, si séduisant, de vous suivre, d'anticiper un tout petit peu, et de voir en vous l'élégant précurseur du mécanisme universel !

Si un mauvais esprit sollicite l'indication d'une cause, d'un ressort de ce « mouvement dialectique », Lénine s'interpose : « La causalité n'exprime que de façon unilatérale, incomplète et partielle, le caractère universel des interactions dans le monde. » C'est très joli : comme les causes sont multiples, nous serons dispensés d'en assigner une seule. Les trois adjectifs de Lénine, superfétation cadencée (dont on trouve dans Maurras le pendant exact), ne sont qu'une ligne élastique de repli. La tactique.

Prenant est pourtant soucieux du réel. Originalité de la vie, nouveauté dans l'évolution, qualité dans l'histoire : trois traits complémentaires que sa familiarité avec l'organique n'a pu manquer de lui imposer en pleine lumière. Mais il est pris. Comment les réintroduire, sans que surgisse ce démon, l'esprit ? Il y a des formes individuelles, des personnes autonomes, du distinct et du neuf. Voilà le fait. Or, le marxisme est condamné à nier désespérément la primauté de l'individu animal et de la personne humaine sur l'homogène et le collectif. Pas de centres, de foyers réels dans son univers.

Le souple adaptateur a conscience des difficultés et de leur place exacte. Il note que les explications mécanistes sont en fait géométriques. Mais quelle force est soustraite à la figure, sinon l'esprit ? Il faut en venir là, ou errer sans terme dans les marais intermédiaires. Qui a l'exigence d'une pensée « corsée », ayant un corps et atteignant les corps, doit aller jusqu'à l'esprit person-

nel, forme active parce que non inscrite dans un contour, figuratrice et non figurée. Marcel Prenant est sur le point d'apercevoir les seules unités qui ne soient pas des abstractions, les unités qui sont germes et sources. Il rapporte, avec plus de sang-froid que ses coreligionnaires, les expériences toujours chicanées et toujours claires de Driesch en embryogenèse. Il voit que « le développement de l'œuf entier n'est pas la somme des développements de ses diverses parties » et qu'il « réalise une unité supérieure ». Que n'extrairait-on pas de cette reconnaissance intelligente : unité supérieure du germe, distincte des matériaux mécaniques qu'elle emploie. Idée plastique. Mystère précis de l'individualité. L'auteur, simplement parce qu'il est un savant, va aborder ces réalités. Mais, parce qu'il n'est pas simplement un savant, il « se retient ».

*
* *

Les violons ne sont guère accordés. Voici un biologiste russe plein d'autorité qui défend avec un entêtement honnête le mécanisme le plus pur. Le marxiste de Sorbonne est assez averti pour abandonner à temps le mythe commode de l'automate. Le marxiste de Moscou est encore assez isolé des courants critiques européens, — ou plutôt son public est assez pur de toute contamination, — pour s'y tenir. Mais la dislocation est évidente. La pensée marxiste se désarticule : les grands gestes des penseurs représentatifs ne sont que l'effet de cette désarticulation, comme la nervosité et le durcissement des fidèles communs ne sont que l'expression extérieure d'une incoordination logique vaguement douloureuse. La force percutante de la doctrine et du groupe n'est donc nullement amoindrie par ce déchirement interne très obscurément aperçu et refusé, comme une tentation destructrice, par un raidissement pur de la volonté. L'incohérence interne de cette pensée exalte son annexionnisme intellectuel : elle se nourrit de débris, de fragments et d'incompatibilités. La décomposition excite le prurit.

La plaquette de N. K. Koltzoff sur la génétique est révélatrice d'une sécurité mentale à peu près parfaite, où l'exercice de l'affirmation est dépourvu de périls. Mais sécurité voulue. Or, comme la volonté de croire est la négation de la foi, cette sécurité artificielle n'est que le masque puéril d'une dure inquiétude. Autant le naturaliste français prévient les objections, les masque avec une pudeur sincère, autant le savant soviétique les bouscule avec une

sorte de jovialité enfantine. Le remarquable directeur de l'Institut de Biologie expérimentale de Moscou a fait une découverte : il a pris une métaphore à un savant allemand. Cette comparaison, son auteur la désavoue d'ailleurs aussitôt. Mais elle enchante Koltzoff : « analogie profonde », annonce-t-il. La voici : « Il n'est pas étonnant que chaque cellule, isolée du germe aux premiers stades de l'évolution, reproduise un embryon réduit, mais complet : une goutte d'huile scindée en deux parts égales donnera deux globules identiques par la forme à la sphère initiale. » Koltzoff surenchérit sur cette relation suggérée un moment par Mirakel. Le vice mécaniste est assez clair : il est postulé que seuls jouent des phénomènes mécaniques comme la capillarité et l'équilibre hydrostatique. Qu'en pense Marcel Prenant? Il bénéficie d'assez de recul pour juger librement. Je ne sache pas que Koltzoff soit suspect. Nous sommes donc en droit de constater un double courant intérieur au marxisme réel, au marxisme vivant : vieille foi vivace au matérialisme mécaniste (la plus antique foi du monde), d'un côté, et, de l'autre, désaveu ostensible, parfois subtil, parfois véhément, de ce matérialisme « grossier ». Koltzoff n'oublie qu'une chose — est-ce encore stratégie, ou simple myopie? — que Prenant a vue et dite avec force : la cellule est exactement le contraire d'une gouttelette, le germe le contraire d'un globule, la structure organique le contraire d'une masse d'huile, l'être le contraire de l'uniforme. Au départ, il y a toujours dissymétrie. Aux commencements, je trouve toujours du divers. Déjà, quand sourd la forme, j'entends la modulation unique, je vois l'inimitable disparité. Point d'homogène caillot : le grumeau massif, c'est proprement la mort. Au principe de chaque vivant, un verbe articulé, une syntaxe avec ses liaisons. Vous construirez toutes les complexités que vous voudrez à partir de ces richesses initiales : vous oublierez que la diversité et l'originalité étaient déjà à la base, avec son « jeu » et son « autonomie ». Mais je vois bien que l'idée seule — et surtout le fait seul — de ces autonomies est précisément ce qui vous gêne.

Les « justifications » scientifiques du marxisme sont ainsi radicalement contradictoires. Il y a deux théories de rechange. Mécanicisme brut chaque fois qu'on ne s'expose pas trop, dialectique chaque fois que le premier système défaille. Et on prétend coincer l'esprit entre ces deux branches, qui ne sont que des rallonges. Avec des mouvements saccadés, la « doctrine » avance ainsi, opportunisme dominateur.

Dans cette passion de la confusion, dans ce désir obstiné de

créer un système bâtard où science et vision de l'histoire s'interpénètrent et s'altèrent ensemble, il y a une singulière puissance. Le partisan découpe son attitude morale sur un fond de « vérités » cosmique. Ses derrières sont assurés. Les libéraux d'abstention ont cru devoir rompre les sutures avec la science, avec le divin, avec le monde réel. Les libéraux de virilité doivent les rétablir. Leur tension spirituelle se situe dans une ample avenue de vérités scientifiques. Avenue et non système : plus de fenêtres que de verrous. Pistes dont le réseau épouse le modelé pittoresque, la topographie accidentée du réel. Ce que la science non prévenue enseigne, c'est la pluralité des registres où joue l'univers, la diversité des hauteurs où il vibre. La complicité des choses, leur patience, sont acquises à la lente poussée de personnalisation croissante. Voyez, à côté de Proudhon, plus décanté, plus exact, Cournot, cet autre franc-comtois, cet autre irréductible. Le mathématicien philosophe complète le fédéraliste trop souvent négateur et trouble. Il connaît comme lui, mieux que lui, la distinction des étages du réel, de cet univers fait d'originalités articulées. Le puissant *Enchaînement des idées fondamentales dans la science et dans l'histoire* sert de cadre organisé à ce qu'il y a de plus fort dans la revendication proudhonienne : qu'elle s'y adosse. Et qu'à partir de lui les intelligences exigentes remontent jusqu'à la liberté de regard de saint Thomas, qui exorcise tous les systèmes d'unification abstraite, pauvres revêtements des plus redoutables contradictions.

Gide distingue les « subtils » et les « crustacés ». Il oublie les mous. Aucune pensée n'est plus molle que la dialectique marxiste. Précisément à cause de sa surprenante mollesse, elle se réfugie dans le dur « mécanicisme ». Comme les pagures de nos plages protègent leur corps flasque dans les carapaces étrangères.

Pierre Gardère.

Le Gérant : E. Aubin. — Imp. E. Aubin et Fils, Ligugé (Vienne)